Le Courrier d'Algérie

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 euro

Vendredi 6 - Samedi 7 novembre 2026 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6891 - 23e année

SUITE AU DÉCÈS DE SON PÈRE

Le président Tebboune présente ses condoléances à son homologue du Niger

P 24



LES SERVICES SECRETS FRANÇAIS ENVISAGENT LE PIRE LORS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2027

« Désordre général, l'Élysée envahi… »

LIRE EN PAGE 6

RÉUNION DU GOUVERNEMENT SUR LE SUIVI DES PRIX ET DE LA DISPONIBILITÉ DES PRODUITS DE BASE

Les fabricants des pénuries dans le collimateur

Le Premier ministre a rappelé la nécessité de prendre immédiatement toutes les mesures légales et coercitives contre ceux qui provoquent des pénuries et manipulent les prix.

LIRE EN PAGE 3



Ph: DR

CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

Les partis tâtent le terrain

P 4

DIVERSIFIER LES RECETTES, CAPTER LES FONDS INFORMELS ET CONTENIR L'INFLATION IMPORTÉE

Lebbou explicite le PLF 2027

P 2

LA LISTE DES VERTS POUR LE TOGO DÉVOILÉE



Premières convocations pour Azzi et Rebach

P 11

LES COURSES EN DIRECT

HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER, CET APRÈS-MIDI À 16H00

Une arrivée truffée de surprises à prévoir

P 21

L'ÉDITO

Après les stups, le couffin

Trois des plus importants groupes industriels de production d'huile de table ont publié, jeudi dernier, des communiqués. Le groupe Cevital a tenu à indiquer « qu'aucune perturbation de la production ou de la distribution n'a été enregistrée jusqu'à ce jour ». Le groupe SIM a précisé que sa « production d'huile de table se poursuit normalement…que ses unités de production fonctionnaient régulièrement et que les matières premières étaient disponibles ». Le groupe La Belle a affirmé que « ses unités de production poursuivent leur activité à un rythme régulier et à pleine capacité… (et qu'il s'engage à) poursuivre la production et l'approvisionnement de manière continue, afin de préserver la stabilité du marché et de garantir la disponibilité permanente de ce produit de première nécessité ». Par leurs communiqués simultanément, les 3 groupes ont réagi pour contrer les lanceurs de rumeurs et autres fake news sur une prétendue pénurie d'huile. Pour créer la panique et pousser les ménages à acheter massivement l'huile de table et la stocker dans les foyers. Par ce procédé une vraie pénurie d'huile serait provoquée par les consommateurs eux-mêmes. C'est diabolique. Et lorsque le produit n'est pas stockable, comme la sardine, on jette la production dans des coins isolés de la nature. Si l'opération est suivie d'une vidéo sur les réseaux sociaux, l'objectif est de susciter la colère populaire et créer les conditions d'une déstabilisation. Un autre procédé qui est l'achat sur pieds de toute une récolte. Ce qui soulage l'agriculteur de la cueillette et lui évite de transporter sa production vers les marchés de gros. Sauf que l'acheteur sur pieds peut diriger la récolte vers des destinations inconnues. Si la première méthode est purement diabolique, les deux suivantes nécessitent de gros financements à perte et hors de portée d'une fortune d'un seul individu. Vous l'aurez compris il s'agit de la guerre hybride. Et si, cette fois c'est notre production alimentaire qui est visée, cela veut dire que les autres formes que sont les stupéfiants, les incendies de forêts, les atteintes à nos réserves de devises... etc ne fonctionnent plus, suite au rétablissement de la peine de mort et de la prison de l'enfer du Tanezrouft. Prenant, encore une fois les devants, le président Tebboune a, lors du Conseil des ministres du 18 octobre dernier, énuméré sept « mesures immédiates » à prendre. C'est précisément pour appliquer les instructions présidentielles que le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé une importante réunion, jeudi dernier. Outre les ministres concernés, étaient également présents le syndicat des agriculteurs et celui des commerçants, les propriétaires de chambres froides ainsi que tous les contrôleurs et les responsables de wilayas du ministère du Commerce intérieur. Sans oublier les walis. Une plateforme numérique a été lancée, à l'occasion, pour suivre les prix et la disponibilité des produits. Tebboune avait également demandé l'élaboration d'un projet de texte. Comportera-t-il un durcissement des sanctions ?

Zouhir Mebarki

DIVERSIFIER LES RECETTES, CAPTER LES FONDS INFORMELS ET LIMITER L'IMPACT DE L'INFLATION IMPORTÉE

Lebbou explicite le PLF 2027

Le ministre des Finances, Mohamed Lamine Lebbou, a affirmé, jeudi, que le projet de loi de finances (PLF) 2027 visait à diversifier les recettes publiques et à capter les fonds informels, tout en limitant l'impact de la vague inflationniste enregistrée à l'échelle mondiale et en préservant le pouvoir d'achat du citoyen.



Lors d'une séance à l'Assemblée populaire nationale, consacrée aux réponses et questions des députés concernant le projet de loi, présidée par la présidente de l'assemblée, Khalida Boufedèche, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, et de plusieurs membres du Gouvernement, le ministre a précisé que ce projet reflète le caractère social de l'État et ses engagements en matière de protection du pouvoir d'achat des catégories à faible revenu, tout en rationalisant les dépenses publiques, en diversifiant les recettes et le recouvrement fiscal et en soutenant la transition vers une économie productive. S'agissant de la diversification des recettes publiques et de l'attraction des fonds informels, Lebbou a indiqué que le projet de loi prévoit des mesures visant à encourager l'investissement productif et à soutenir les secteurs hors hydrocarbures, notamment les start-up, de manière à élargir l'assiette économique et fiscale sans augmenter les taux d'imposition. Il a ajouté que ces mesures portent notamment sur l'amélioration du recouvrement fiscal, le renforcement du rendement de l'administration fiscale, la lutte contre l'évasion fiscale, ainsi que l'amélioration du contrôle et du respect de la conformité fiscale.

Lebbou a également assuré que le PLF 2027 accorde une importance particulière au soutien à la croissance économique et à l'accélération de la réalisation des grands projets économiques à fort rendement, notamment dans les secteurs des mines, des transports, de l'industrie, de l'agriculture et des industries agroalimentaires.

Concernant la préservation du pouvoir d'achat des citoyens et la réduction des pressions inflationnistes, le ministre a souligné la volonté de l'État de garantir la stabilité des prix, d'assurer la disponibilité des produits de première nécessité et de lutter contre la spéculation et le monopole à travers la poursuite du soutien aux produits et services essentiels de large consommation, la réhabilitation des marchés de gros, le renforcement du contrôle des marchés, la construction de stocks stratégiques, ainsi que le développement du contrôle numérique et des mécanismes d'alerte précoce. S'agissant de la politique de soutien ciblé, Lebbou a expliqué que sa mise en œuvre est liée à l'achèvement du processus de numérisation, qui permettra de garantir l'équité et l'égalité dans la répartition des aides.

« LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE N'EST PAS PROPRE À L'ALGÉRIE »

En réponse aux questions des députés sur les équilibres financiers de l'État, le ministre a affirmé que le niveau de la dette publique en Algérie reste inférieur au seuil de référence retenu pour les marchés émergents, relevant que le déficit budgétaire n'est pas propre à l'Algérie. À ce propos, il a mis l'accent sur la nécessité d'évaluer le niveau de la dette publique au regard de l'évolution du produit intérieur brut (PIB), rappelant que « 99 % de la dette publique est intérieure, ce qui nous confère une grande autonomie dans la prise de nos décisions économiques ». Il a affirmé que le traitement du déficit s'opère en fonction d'une approche équilibrée, basée sur la mobilisation des ressources financières, le recours à la dette intérieure et au Fonds de régulation des recettes (FRR), tout en consacrant la renonciation au financement extérieur, la rationalisation des dépenses, l'élargissement de l'assiette fiscale et la lutte contre l'évasion fiscale. Il a également évoqué l'orientation de l'Etat vers la diversification des outils de financement, à l'instar des chèques souverains, l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, à travers l'organisation des priorités des dépenses, le renforcement du contrôle sur l'exécution du budget, soulignant l'importance des mesures fiscales contenues dans le PLF, en sus des mesures visant à attirer les fonds en circulation sur le marché parallèle et la valorisation des biens nationaux. Le ministre a indiqué, à titre d'exemple, que les services de son département ministériel comptent plus de 800.000 opérations de publicité foncière par an, ce qui a motivé l'actualisation du taux de la taxe de 1% à 2,5%. Concernant les 11 wilayas créées récemment, Lebbou a affirmé que ces dernières ont bénéficié d'une enveloppe financière globale de 152 milliards DA comme autorisations d'engagement et 132 milliards DA comme crédits de paiement, soulignant l'importance des enveloppes financières réservées à la réalisation de structures vitales et d'infrastructures dans ces wilayas.

Sarah O.

ILS ONT DIT ... ILS ONT DIT ... ILS ONT DIT ... ILS ONT DIT ...

FLN : «NOUS SALUONS LES PROGRÈS DANS LA DIVERSIFICATION»

Les présidents des groupes parlementaires à l'APN ont salué les mesures contenues dans le projet de loi de finances 2027 (PLF2027), qui consacrent le renforcement des réformes économiques engagées par l'Etat, appelant à consolider la démarche de diversification de l'économie et à améliorer l'efficacité des dépenses publiques, de manière à répondre aux exigences du développement durable.

Dans ce cadre, le président du groupe parlementaire du parti FLN, Rachid Othmane, a salué l'orientation visant à poursuivre les réformes économiques, consacrée par le projet de loi, notamment en matière de soutien à la production nationale, d'amélioration du climat de l'investissement et de préservation du caractère social de l'Etat, mettant en avant le passage d'une budgétisation axée sur les moyens à une budgétisation fondée sur les programmes et les objectifs, une démarche qui établit un lien entre les dépenses publiques et les résultats obtenus.

Il a, en outre, salué les résultats enregistrés par l'Algérie dans le processus de diversification de son économie, à travers le soutien aux filières agricoles stratégiques, aux énergies renouvelables, à la numérisation et à l'économie du savoir, appelant à rationaliser les dépenses et à mieux les orienter, tout en poursuivant les efforts visant à préserver le pouvoir d'achat du citoyen.

RND : « POUR DES AIDES DIRECTES AUX MÉNAGES »

Pour sa part, le président du groupe parlementaire du RND, Faid Soufiane, a estimé que le principal défi du projet de loi de finances résidait dans la garantie de l'équilibre entre les ressources et les dépenses, ainsi que dans la préservation de la soutenabilité des finances publiques.

Faid a proposé une transition progressive et réfléchie du « soutien aux produits vers les aides directes aux ménages », appelant à lier les crédits budgétaires aux résultats obtenus, à accélérer le processus de numérisation et à renforcer les prérogatives des responsables locaux en matière de gestion des programmes budgétaires.

FEM : « TRANSFORMER LE POTENTIEL NATIONAL EN RICHESSE »

De son côté, le président du groupe parlementaire du Front El-Moustakbal (FEM), Nasredine Aouinet, a indiqué que le principal enjeu consistait à transformer les potentialités nationales en richesses, en production et en résultats concrets dans la vie des citoyens, soulignant la nécessité de diversifier l'économie et de renforcer les investissements dans les petites et moyennes entreprises (PME), les start-up, les industries de transformation et l'économie numérique. Il a également appelé au développement de l'agriculture et à l'intensification des efforts pour assurer la sécurité alimentaire et hydrique, à la valorisation des ressources minières et énergétiques, ainsi qu'au renforcement du développement local, tout en consolidant l'investissement dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, sans oublier d'accompagner les jeunes et d'encourager leurs initiatives économiques.

MSP : « ÉVALUER LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE »

De son côté, le président du groupe parlementaire du MSP, Abdallah Harchaia, a mis l'accent sur la nécessité d' «évaluer la politique budgétaire en fonction de son impact sur le développement et le plan social», soulignant l'importance de garantir la pérennité des finances publiques et de lever les obstacles auxquels font face les investisseurs.

INDÉPENDANTS : « RÉFORMER LE SYSTÈME DE SUBVENTIONS »

Dans son intervention, le président du groupe parlementaire des Indépendants, Ahcene Hani, a affirmé le soutien de son bloc au PLF 2027 ainsi qu'au processus de réformes en cours, soulignant la nécessité de transformer les capacités financières en production, en investissements, en emplois et en valeur ajoutée, tout en supprimant les entraves à l'investissement. Le représentant du groupe parlementaire a par ailleurs appelé à passer de l'approche de consommation des crédits budgétaires à celle de l'évaluation par objectifs et résultats, tout en préservant le caractère social de l'Etat et en réformant le système de subventions afin de garantir qu'elles parviennent à leurs véritables bénéficiaires.

SAWT ECHAAB : « DÉVELOPPER LA TRANSFORMATION »

Pour sa part, le président du groupe parlementaire du parti Sawt Echaab, Salah Eddine Fillali, a mis en avant les dispositions du projet de loi visant à diversifier l'économie et à réduire la dépendance aux hydrocarbures, appelant à orienter leurs revenus vers des investissements à forte valeur ajoutée, à développer la transformation et la commercialisation des dérivés pétroliers en Algérie, et à renforcer les exportations, notamment vers les marchés africains.

EL-BINA : « CHERCHER D'AUTRES RESSOURCES DE FINANCEMENT »

De son côté, le président du groupe parlementaire du Mouvement El-Bina, Tarek Bechata, a relevé l'importance d'accélérer la diversification de l'économie, qui doit reposer sur des investissements productifs tout en recherchant des sources de financement en dehors du secteur des hydrocarbures. Il a également plaidé pour le parachèvement des efforts de numérisation dans les domaines des finances, des impôts et du domaine national, ainsi qu'à améliorer le climat de l'investissement, tout en réaffirmant la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des citoyens.

S.O.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT SUR LE SUIVI DES PRIX ET DE LA DISPONIBILITÉ DES PRODUITS DE BASE

Les fabricants des pénuries dans le collimateur

Le Premier ministre a rappelé la nécessité de prendre immédiatement toutes les mesures légales et coercitives contre ceux qui provoquent des pénuries et manipulent les prix.


Ph : DR

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a rappelé aux walis "la nécessité de prendre immédiatement toutes les mesures légales et coercitives afin de faire face à toute tentative de provoquer des pénuries, de porter atteinte à la stabilité de l'approvisionnement des marchés ou de manipuler les prix ".

Il s'agit de préserver le pouvoir d'achat des citoyens. Sifi Ghrieb a fait ce rappel lors de la réunion interministérielle conjointe qu'il a présidée, ce jeudi, consacrée au lancement officiel de la nouvelle plateforme numérique de suivi quotidien des prix et de la disponibilité des produits de consommation de première nécessité, à travers l'ensemble des wilayas du pays. Le communiqué des Services du Premier ministre qui donne l'information précise que "la réunion s'est tenue en présence des ministres concernés et des walis, par visioconférence, avec la participation des présidents de la Chambre nationale d'agriculture (CNA) et de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), ainsi que des représentants des différentes filières agricoles professionnelles au niveau local, des représentants des agriculteurs des différentes exploitations agricoles locales de petite, moyenne et grande taille, et des représentants locaux des propriétaires de chambres froides". La réunion s'inscrit dans le cadre de la poursuite de la série de réunions tenues en application des instructions du président Abdelmadjid Tebboune, relatives à la régulation du marché national et à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens. Il s'agit, a-t-on expliqué, d'une approche participative permettant l'implication de l'ensemble des intervenants dans les chaînes d'approvisionnement du marché national, dans un cadre transparent et organisé, à travers un processus numérique visant à garantir le suivi rigoureux des marchandises et des produits ainsi que de leur disponibilité, outre le contrôle des prix appliqués à tous les niveaux. Le Premier ministre a réitéré l'engagement du Gouvernement à mettre en œuvre les instructions du président de la République relatives à l'accompagnement permanent des agriculteurs et des véritables commerçants, et à l'écoute constante et à la prise en charge effective de leurs préoccupations. Cette réunion a traduit la détermination de l'Etat à ne tolérer aucune atteinte au pouvoir d'achat des citoyens. Les Algériens ont compris que face à la démarche des pouvoirs publics visant à redonner à l'Etat le contrôle du commerce intérieur, il y a une résistance très forte qui s'exerce de la part des spéculateurs qui veulent continuer à avoir la liberté d'agir sur les prix en les orientant à la hausse portant ainsi atteinte au pouvoir d'achat des citoyens. Les spéculateurs et leurs alliés qui sont dans l'informel ainsi que d'autres éléments parasitaires qui sont dans la chaîne d'approvisionnement du marché refusent l'intervention de l'Etat sur le commerce intérieur pour défendre les consommateurs. Les pratiques qui sont à la source des pénuries et des hausses des prix, provoquent la colère dans la société et alimentent ainsi les tentatives de déstabilisation du pays qui est un objectif politique visé par les ennemis de l'Algérie. Ce jeudi, lors d'une séance à l'Assemblée populaire nationale, consacrée aux réponses aux questions des députés concernant le projet de loi de finances 2027, le ministre des Finances, Mohamed Lamine Lebbou, a évoqué la préservation du pouvoir d'achat des citoyens et la réduction des pressions inflationnistes, en soulignant la volonté de l'Etat de garantir la stabilité des prix, d'assurer la disponibilité des produits de première nécessité et de lutter contre la spéculation et le monopole à travers la poursuite du soutien aux produits et services essentiels de large consommation, la réhabilitation des marchés de gros, le renforcement du contrôle des marchés, la construction de stocks stratégiques, ainsi que le développement du contrôle numérique et des mécanismes d'alerte précoce.

M'hamed Rebah

LES GROUPES CEVITAL, SIM ET LA BELLE COUPENT COURT AUX RUMEURS :

« L'huile de table est disponible »

Face à la propagation d'informations alarmistes sur les réseaux sociaux évoquant une rupture d'approvisionnement et une hausse des prix de l'huile de table, trois grands producteurs nationaux, Cevital, SIM et La Belle, rassurent les consommateurs sur la disponibilité de ce produit de base.

Les industriels assurent que la production et la distribution se poursuivent normalement, pointant indirectement les informations infondées qui alimentent les inquiétudes sur le marché. La circulation de fausses informations sur une éventuelle pénurie d'huile de table et une possible augmentation de ses prix remet sur le devant de la scène les pratiques des acteurs de l'informel, qui contribuent à entretenir la confusion et les tensions sur le marché. Dans ce contexte, les principaux producteurs nationaux ont tenu à apporter des clarifications, affirmant sans ambiguïté qu'aucune perturbation n'affecte leurs activités de production et de distribution. Dans trois communications distinctes, les groupes Cevital, SIM et La Belle ont ainsi tenu à rassurer les consommateurs sur la disponibilité de ce produit de première nécessité, démentant les informations alarmistes relayées ces derniers jours sur les réseaux sociaux.

Dans un communiqué rendu public, Cevital Agroalimentaire a indiqué qu'elle veille régulièrement à assurer l'approvisionnement de ses huiles alimentaires sur le marché national. L'entreprise a surtout insisté sur le fait qu'« aucune perturbation n'impacte ni la production ni la distribution» à ce jour. De son côté, le groupe SIM Industries alimentaires a confirmé, jeudi 5 novembre, que la production d'huile de table se poursuit normalement sous ses deux marques commerciales, Zitna et El Bahia.

Le groupe précise que ses unités de production fonctionnent régulièrement et que la matière première est disponible. Il assure également veiller à l'approvisionnement du marché pour répondre aux besoins de la demande nationale. Ces assurances rejoignent celles du groupe La Belle, exprimées dans un communiqué publié mercredi 4 novembre.

L'entreprise a tenu à rassurer les citoyens quant à la disponibilité de l'huile sur le marché, soulignant que ses unités de production fonctionnent normalement et à pleine capacité. Elle affirme que les quantités produites sont suffisantes pour couvrir les besoins des consommateurs dans les différentes régions du pays.

Le groupe réitère, dans ce sens, son engagement à poursuivre sans interruption ses activités de production et d'approvisionnement, afin de contribuer à la stabilité du marché et à la disponibilité continue de ce produit de large consommation.

UN PRODUIT SUBVENTIONNÉ AUX PRIX RÉGLEMENTÉS

Ces mises au point interviennent alors que les publications alarmistes circulant sur les réseaux sociaux ont suscité des inquiétudes chez certains consommateurs, alimentant les craintes d'une éventuelle rupture de l'approvisionnement. La propagation de telles informations, notamment lorsqu'elles sont relayées sans vérification, risque de favoriser les comportements de stockage et de créer une tension artificielle sur le marché. Pourtant, les données relatives à la production nationale et les assurances apportées par les industriels témoignent d'une situation qui ne fait état d'aucune perturbation au niveau des unités de production. L'Algérie produit plus d'un million de tonnes d'huile de table par an. Ce produit figure parmi les produits de large consommation subventionnés par l'État et reste commercialisé à des prix réglementés : 125 DA pour le format d'un litre, 250 DA pour deux litres et 650 DA pour cinq litres. Par ailleurs, les pouvoirs publics suivent de près l'évolution de l'approvisionnement du marché. Le 26 octobre dernier, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a tenu une réunion de travail avec les producteurs d'huile et de sucre, en présence de représentants des secteurs de l'Industrie et du Commerce extérieur. Cette rencontre avait notamment porté sur l'examen des stocks de sécurité, des capacités de production et des mesures à prendre pour garantir la disponibilité de ces produits, particulièrement à l'approche du mois de Ramadhan. Au-delà des démentis des producteurs, la question de la diffusion de fausses informations mérite ainsi une attention particulière. Les acteurs de l'informel qui cherchent à tirer profit des tensions sur les produits de large consommation peuvent contribuer à amplifier les rumeurs et à perturber la confiance des consommateurs, alors même que les industriels assurent maintenir un approvisionnement régulier du marché national.

Ania N.

CÉRÉALES

L'Ukraine assure « près de 30 % » des importations algériennes

Environ 30% des importations de céréales de l'Algérie proviennent de la production ukrainienne, un chiffre communiqué par l'ambassade d'Ukraine à Alger, à l'issue d'une rencontre entre l'ambassadeur ukrainien, Oleksandr Voronin, et le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, consacrée au renforcement de la coopération agricole entre les deux pays. Dans un communiqué publié le 3 novembre, la représentation diplomatique ukrainienne a indiqué que les deux responsables avaient examiné l'état actuel et les perspectives de développement de la coopération bilatérale dans le domaine agricole, ainsi que les possibilités d'élargir les échanges commerciaux et de renforcer les contacts directs entre les institutions spécialisées et les entreprises des deux pays. Une attention particulière a été accordée aux questions de sécurité alimentaire et au rôle de l'Ukraine en tant que fournisseur de produits agricoles. À ce titre, l'ambassade a précisé qu'environ 30 % des importations céréalières de l'Algérie provenaient actuellement de l'Ukraine. Les deux parties ont, par ailleurs, confirmé leur intérêt commun à poursuivre le développement de leur partenariat agricole et à exploiter davantage le potentiel de coopération existant entre les deux pays.

A. N.

CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE

Les partis tâtent le terrain

La campagne électorale pour le renouvellement des Assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW) a officiellement débuté jeudi, ouvrant une période de 20 jours aux candidats pour convaincre les électeurs.



Ph : DR

Abdelâali Hassani Cherif, président du MSP

Les partis politiques sont appelés à investir le terrain, à présenter leurs programmes et à renouer le contact avec les citoyens, notamment à travers les rencontres de proximité et les rassemblements populaires. Plusieurs formations politiques ont néanmoins entamé leurs activités dès les premières heures de cette campagne. Le Mouvement de la société pour la paix (MSP), conduit par Abdelâali Hassani Cherif, a mis en avant son programme intitulé « Injaz », axé sur la responsabilité des élus et l'amélioration du quotidien des citoyens. Le président du parti Sawt Echaâb, Lamine Osmani, a, pour sa part, présenté une démarche fondée sur la participation des citoyens à la gestion locale, sous le slogan « Nous sommes votre voix ». De son côté, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a mis en avant un programme tenant compte des spécificités géographiques, démographiques et économiques des communes et des wilayas. Le Mouvement El-Bina, présidé par Abdelkader Bengrina, a également appelé les citoyens à se rendre aux urnes le 28 novembre pour choisir des représentants capables de prendre en charge les préoccupations locales. Le parti El-Karama a, lui aussi, insisté sur l'importance de cette échéance pour accompagner le développement local. Au-delà des premières sorties des responsables politiques, cette campagne devra permettre aux candidats de présenter des propositions concrètes sur les principales préoccupations des citoyens, notamment l'amélioration des services publics, le cadre de vie, les transports, l'environnement, l'emploi et le développement des communes.

LES PROGRAMMES DÉROULÉS

S'exprimant à Alger, lors du lancement de la campagne, le président du parti Sawt Echaâb, Lamine Osmani, a indiqué que le programme de sa formation repose sur l'implication des citoyens dans la gestion des affaires locales. Placée sous le slogan « Nous sommes votre voix », la campagne du parti vise, selon lui, à écouter les préoccupations de la population, à les transmettre aux institutions et à proposer des mesures concrètes. À Alger également, le président du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelâali Hassani Cherif, a souligné que son parti prend part au scrutin avec des candidats « compétents, capables de présenter un modèle dans la gestion des affaires locales ». Il a rappelé que le programme électoral du mouvement, intitulé « Enjaz », met l'accent sur la responsabilité des élus et l'amélioration du quotidien des citoyens. Lors d'une rencontre organisée à la permanence de son parti dans la commune d'El-Mansoura, à Ghardaïa, le président du parti El-Karama, Mohamed Daoui, a appelé les citoyens à participer massivement au scrutin du 28 novembre et à choisir des candidats compétents. Il a également exhorté les candidats de sa formation à être à l'écoute des préoccupations des habitants et à proposer des solutions, notamment dans les domaines de l'aménagement urbain, des ressources en eau, du transport et des services administratifs.

De son côté, le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a appelé depuis la wilaya de Bouira, les citoyens à se rendre aux urnes le 28 novembre pour choisir des candidats capables de prendre en charge leurs préoccupations.

Il a estimé que les assemblées populaires communales et de wilaya ont besoin d'élus actifs, présents sur le terrain et en mesure de proposer des solutions aux problèmes des communes. Intervenant à Adrar, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, a affirmé que le programme de son parti repose sur une lecture réaliste des besoins des communes et des wilayas, en tenant compte de leurs spécificités géographiques, démographiques et économiques. Il a également évoqué les enjeux liés à la numérisation, à l'intelligence artificielle, à la qualité des services publics, à l'emploi et au logement.

Sarah O.

COOPÉRATION ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ESPAGNE

Le CREA plaide pour la coproduction et le transfert de savoir-faire

L'articulation entre investissements, développement des compétences et coopération public-privé constitue un levier essentiel pour faire émerger des projets créateurs de valeur ajoutée et d'emplois, a déclaré le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, lors de sa participation au 3e Forum économique et patronal ibéro-africain, tenu à Madrid. Intervenant lors du panel d'ouverture consacré à l'initiative « Global Gateway», M. Moula a plaidé pour une coopération fondée sur « la coproduction industrielle, le transfert de savoir-faire et l'intégration des entreprises locales dans les chaînes de valeur », selon un communiqué du CREA. Il a estimé que l'initiative « Global Gateway » ouvrait des perspectives pour accompagner cette ambition et rapprocher les acteurs économiques africains et européens autour de projets structurants. La rencontre a également permis de mettre en avant les opportunités d'approfondissement de la coopération entre les entreprises algériennes et espagnoles, notamment dans les domaines des énergies renouvelables, de l'hydrogène, des engrais et de l'ammoniac, ainsi que dans l'industrie automobile et la sous-traitance industrielle. Ces secteurs offrent, selon le CREA, « des perspectives importantes pour le développement de partenariats et la création de chaînes de valeur intégrées ». Le projet de corridor « SoutH2 » illustre, plus largement, le potentiel d'une coopération industrielle et énergétique renforcée entre l'Algérie et l'Europe, a souligné le communiqué. Partenaire énergétique fiable, « l'Algérie dispose de perspectives de coopération reposant notamment sur la complémentarité des capacités industrielles, la proximité géographique et la volonté de développer une production à plus forte valeur ajoutée », a relevé le CREA. À travers sa participation à ce forum, le Conseil a réaffirmé son engagement à faciliter la mise en relation des entreprises, à identifier des projets communs et à renforcer le dialogue avec les organisations patronales partenaires, notamment la Confédération espagnole des organisations patronales (CEOE), en vue de promouvoir un partenariat économique durable et mutuellement bénéfique.

L.Zeggane

À L'OCCASION DU 1ER NOVEMBRE

La Présidence inondée de messages de vœux de dirigeants étrangers

À l'occasion de la célébration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de Novembre, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu plusieurs messages de félicitations de dirigeants étrangers, réaffirmant leur attachement aux relations d'amitié et de coopération avec l'Algérie. En effet, le président tunisien, Kaïs Saïed, a adressé un message de félicitations à son homologue algérien, Abdelmadjid Tebboune, dans lequel il lui a exprimé, ainsi qu'au peuple algérien, ses meilleurs vœux et ses sincères sentiments fraternels. Selon un communiqué des services de la présidence de la République, le chef de l'État tunisien a prié Dieu d'accorder à l'Algérie davantage de progrès, d'élévation et de prospérité. Il a également renouvelé son attachement constant au renforcement des liens de fraternité, de coordination, de concertation et d'ouverture entre les deux pays. Dans le même contexte, le président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi, a également adressé un message de félicitations au président Tebboune. Il a exprimé sa disponibilité à œuvrer au renforcement et au développement des relations historiques entre les deux pays dans tous les domaines, au service des intérêts communs des deux peuples frères. Il a, par ailleurs, exprimé sa profonde estime au président de la République, lui souhaitant plein succès dans ses efforts visant à réaliser davantage de progrès et de prospérité pour le peuple algérien.

De leur côté, le président du Nicaragua, Daniel Ortega, et la vice-présidente, Rosario Murillo, ont adressé un message conjoint de félicitations au président de la République à l'occasion de l'anniversaire de la glorieuse Révolution de Novembre.

Les deux responsables ont salué le combat du peuple algérien pour son indépendance et réaffirmé leur ferme volonté de poursuivre le renforcement des liens historiques de fraternité révolutionnaire, ainsi que des relations d'amitié et de solidarité entre le Nicaragua et l'Algérie. Ils ont également exprimé leur respect et leur affection constants au peuple algérien. Le roi d'Espagne, Felipe VI, a également adressé un message de félicitations au président Abdelmadjid Tebboune à l'occasion du 72e anniversaire de la Révolution.

Selon un communiqué de la présidence de la République, le souverain espagnol a exprimé sa satisfaction quant aux liens d'amitié étroits et de bon voisinage entre l'Algérie et l'Espagne, ainsi qu'à l'évolution récemment enregistrée dans les différents domaines de coopération. Il a enfin souhaité au président Tebboune santé et bien-être, et au peuple algérien davantage de prospérité et de paix.

Ania N.

PRETORIA

L'ambassade d'Algérie rend hommage aux figures de la Révolution

L'ambassade d'Algérie à Pretoria, en Afrique du Sud, a célébré le 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution algérienne, sous la supervision de l'ambassadeur, Ali Achoui. À cette occasion, une plaque commémorative dédiée à onze figures révolutionnaires algériennes a été inaugurée sur le Mur de la liberté, qui rend hommage aux personnalités internationales ayant soutenu l'Afrique du Sud dans sa lutte contre l'apartheid. Parmi les figures algériennes honorées figurent notamment les six chefs historiques de la Révolution, Houari Boumédiène et Frantz Fanon. L'ambassade a également organisé une tombola à cette occasion, à l'issue de laquelle deux gagnants ont remporté chacun un billet d'avion entre l'Algérie et Johannesburg, capitale économique sud-africaine.

A. N.

PÈRE DE L'INFORMATIQUE EN ALGÉRIE

Le professeur Youcef Mentalechta honoré par le Gouvernement

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a reçu, jeudi, le professeur Youcef Mentalechta, lors d'une rencontre consacrée à lui rendre hommage en reconnaissance de son parcours scientifique et de ses contributions remarquables à la mise en place des premiers fondements du développement des technologies de l'information et de la communication en Algérie. Selon un communiqué des services du Premier ministre, cette rencontre a également été l'occasion d'échanger sur les moyens de renforcer ces technologies et de suivre les transformations structurelles que connaît le monde, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle. À cette occasion, l'accent a été mis sur les capacités et les potentialités prometteuses dont dispose l'Algérie dans ce domaine, notamment à travers ses jeunes compétences nationales et les membres de la communauté nationale établie à l'étranger. Le communiqué souligne ainsi la nécessité de mobiliser ces compétences et de valoriser leur expertise afin de contribuer à la concrétisation de cet objectif stratégique auquel l'État accorde une importance particulière.

A. N.

COMMUNES CONFRONTÉES À DES DIFFICULTÉS

Des plans d'urgence pour sécuriser l'approvisionnement en eau

Des plans d'urgence sont mis en place pour garantir l'approvisionnement en eau potable de plusieurs communes confrontées à un stress hydrique, a indiqué à Alger, le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza.


Ph : DR
Lounès Bouzegza, ministre de l'Hydraulique

Lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, présidée par Azouz Nasri et consacrée aux questions orales, le ministre a précisé que son secteur œuvrait à apporter des solutions concrètes aux préoccupations des communes confrontées à des difficultés d'approvisionnement en eau, notamment à travers leur raccordement aux réseaux des communes limitrophes, la réalisation de nouveaux forages et la mise en service de stations supplémentaires. Dans ce cadre, Bouzegza a fait état de « l'inscription d'un projet d'urgence destiné à assurer l'alimentation en eau de la daïra de Béni Haoua, dans la wilaya de Chlef, à partir du barrage de Kef Eddir », précisant que « ce projet avait été confié à une entreprise relevant du secteur de l'hydraulique et que le taux d'avancement des travaux avait atteint 65 % ». L'approvisionnement de cette région sera également renforcé grâce à de nouvelles infrastructures, notamment les stations de Ténès et de Béni Haoua, ainsi que le barrage de Sidi Yakoub, a-t-il indiqué.

Le ministre a, par ailleurs, annoncé « la réalisation prochaine d'une station d'une capacité de 200.000 m3, dont le projet a été confié au groupe Cosider et dont les travaux devraient débuter prochainement ». Concernant la wilaya d'Oum El Bouaghi, M. Bouzegza a indiqué que son département prenait en charge les préoccupations de plusieurs communes confrontées à des difficultés d'approvisionnement en eau, notamment Aïn Beïda.

Cette prise en charge prévoit notamment le raccordement de la commune aux réseaux des collectivités voisines, ainsi que la réalisation de nouveaux forages, d'une station et d'un réservoir d'eau. Le ministre a également évoqué le programme de réhabilitation des réseaux de distribution et de réduction des fuites, soulignant que la vétusté des réseaux entraînait des pertes estimées entre 30 et 50 % de l'eau potable au niveau des communes de la wilaya. Dans ce cadre, il a annoncé l'achèvement des travaux de réhabilitation de 80 km du réseau d'eau potable dans la commune d'Aïn Beïda, tandis qu'un nouveau projet portant sur 61 km supplémentaires sera lancé prochainement, dès l'achèvement des procédures administratives. Un quota de 20.000 m3/jour a également été attribué à la commune d'Aïn Beïda afin d'éviter tout chevauchement dans la gestion de l'approvisionnement avec les wilayas limitrophes, notamment Souk Ahras et la région de Sedrata, a-t-il ajouté. Répondant à une préoccupation concernant l'accumulation de pierres et de broussailles dans les lits des oueds, entravant l'écoulement des eaux, notamment au niveau de l'oued Chéliff dans la wilaya de Mostaganem, Bouzegza a rappelé que la prise en charge de cette problématique figurait parmi les priorités de son secteur. À ce titre, il a annoncé le lancement d'une vaste opération de curage des oueds, avec la participation d'entreprises publiques et privées, afin d'améliorer l'écoulement des eaux et de contribuer à la prévention des risques liés à l'obstruction des lits des cours d'eau.

L. Zeggane

AADL – SAA

Le partenariat pour la couverture du parc immobilier renforcé

La société « AADL Gest Immo », filiale de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement, a conclu une convention de partenariat avec la Société nationale d'assurance (SAA) visant à renforcer la couverture assurantielle du parc immobilier réalisé dans le cadre de la formule de location-vente. La convention a été signée par le directeur général d'AADL Gestion immobilière, Djellal Eddine Dahmani, et le président-directeur général de la SAA, Youcef Benmicia, en présence de cadres des deux entreprises, indique la même source. La couverture d'assurance concerne le parc immobilier ainsi que les biens immobiliers et mobiliers. Elle englobe également les pannes susceptibles d'affecter les machines et les équipements, les catastrophes naturelles, la responsabilité civile et d'autres risques. En marge de cette signature, une série de sessions de formation a été lancée au profit des cadres d'AADL Gestion immobilière spécialisés dans le domaine des assurances. Ces formations visent à renforcer leurs connaissances et à développer leurs compétences professionnelles en matière de gestion et de suivi. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre des efforts de l'entreprise visant à assurer une meilleure protection du parc immobilier réalisé selon la formule de location-vente, tout en développant les compétences de ses ressources humaines. Il ambitionne également d'améliorer l'efficacité de la gestion des pôles urbains et de renforcer la performance institutionnelle.

Sarah O.

ÉCHANGES COMMERCIAUX

La zone franche de Tindouf bientôt réceptionnée

La zone franche commerciale dans la wilaya de Tindouf sera réceptionnée avant la fin de l'année en cours. C'est l'annonce faite, ce jeudi, par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, lors d'une séance plénière de questions orales au Conseil de la nation, présidée par Azouz Nasri, président du Conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, et de membres du Gouvernement. Les travaux de réalisation de cette zone stratégique, située à proximité du poste frontalier, ont été entièrement parachevés. Une coordination existe entre les services du ministère et l'ensemble des secteurs concernés afin de finaliser les procédures de livraison définitive et de mettre l'infrastructure en exploitation effective, pour en faire un espace commercial et logistique central soutenant la compétitivité des opérateurs et renforçant notre présence économique en Afrique. Il s'agit d'un espace intégré s'étendant sur une superficie de 200 hectares, dont la première pierre a été posée en 2024 par le président Abdelmadjid Tebboune, et son homologue mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Il comprend six grands entrepôts, de vastes espaces dédiés aux exposants, un centre de contrôle des marchandises, une base de vie, une administration abritant les sièges des services douaniers, bancaires et d'assurance, ainsi que des infrastructures de services et de sécurité et un centre de santé, offrant ainsi un environnement de travail intégré aux opérateurs économiques. Cette zone franche s'inscrit dans la vision de l'État visant à promouvoir et développer les échanges commerciaux internationaux avec la Mauritanie et les pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment les exportations nationales. On sait qu'avec la Mauritanie, le volume des échanges commerciaux connaît une augmentation en croissance continue. En fait, cette zone franche devrait contribuer à renforcer l'élan donné aux échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie, mais aussi avec tous les pays de la région. Concernant la région de Tindouf, elle verra sans doute une meilleure exploitation de toutes ses potentialités au profit des populations locales grâce aux retombées en matière de création d'emplois et de revenus rendus possibles par une plus grande attractivité des investissements. L'économie locale en sortira plus dynamisée d'autant plus qu'elle sera tournée vers les échanges internationaux. La zone franche de Tindouf fait partie des 5 zones de libre-échange prévues à Tin Zaouatine, Timiaouine, Bordj Badji Mokhtar et Debdeb, dans l'extrême sud du pays, entre l'Algérie et quatre autres pays africains, en l'occurrence la Tunisie, la Libye, le Mali et le Niger. Un projet de décret exécutif portant création d'un établissement public chargé de la gestion des zones franches est en élaboration. On sait que l'Algérie a "fait de son appartenance africaine un choix stratégique constant et un engagement qu'elle s'est attachée à traduire à travers des initiatives et des projets concrets visant à renforcer l'intégration et la connectivité entre les pays du continent et à réunir les conditions propices à un développement commun et durable", comme l'a souligné le président de la République, en octobre dernier, dans un discours lors du Sommet des Etats fondateurs de l'initiative du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), organisé à El Alamein, en Égypte. L'Algérie a traduit son puissant engagement politique, sans cesse renouvelé, en faveur de la concrétisation de l'intégration économique du continent par de nombreux projets régionaux. Le président de la République a, à maintes reprises, souligné l'attachement de l'Algérie à atteindre les objectifs de développement économique et d'intégration continentale, et l'importance d'œuvrer à améliorer l'efficacité des processus d'intégration économique en Afrique. À propos des exportations algériennes hors hydrocarbures, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a fait savoir qu'elles ont enregistré, en 2025, une hausse d'environ 972 millions de dollars par rapport à 2024, pour atteindre 5,16 milliards de dollars à la fin de l'année 2025.

M. R.

D'UNE CAPACITÉ DE 15 PLACES

Le groupe Tirsam lance un nouveau modèle de minibus

Le groupe industriel algérien, Tirsam, vient de lancer un nouveau modèle destiné au transport de voyageurs. Baptisé « TIRSAM TOURING », ce minibus, d'une capacité de 15 places, fait son entrée sur le marché national, avec les premières livraisons annoncées cette semaine. Plusieurs vidéos publiées sur les réseaux sociaux du groupe montrent des livraisons de quotas du minibus. En réponse à une question d'une association de prévention routière de Béjaïa concernant le prix du véhicule, Tirsam a indiqué qu'il coûte 850 millions de centimes. Le groupe n'a pas encore dévoilé les détails techniques du nouveau bus, notamment concernant son moteur, son origine et ses performances.

L. Z.

MARCHÉ PÉTROLIER

Le Brent frôle les 100 dollars

Les prix du pétrole ont progressé pour la deuxième séance consécutive, hier, soutenus par le regain des inquiétudes concernant l'approvisionnement en provenance du Moyen-Orient. Malgré cette hausse, les cours restent orientés vers une forte baisse hebdomadaire, les investisseurs tablant sur une possible accalmie dans le conflit impliquant l'Iran. Selon les dernières données disponibles, les contrats à terme sur le Brent de la mer du Nord ont progressé de 1,53 %, soit 1,50 dollar, pour s'établir à 99,79 dollars le baril, après avoir franchi le seuil des 100 dollars au cours de la séance. De son côté, le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, a gagné 1,16 %, soit 1,05 dollar, pour atteindre 91,57 dollars le baril.

L. Z.

LES SERVICES SECRETS FRANÇAIS ENVISAGENT LE PIRE LORS DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2027

« Désordre général, l'Élysée envahi… »

Les scénarios les plus fous, comme un accès de l'extrême droite au pouvoir qui résulterait d'une incontrôlable – et périlleuse pour la République – insurrection populaire à gauche, ont été relatés dans l'ouvrage « La Nouvelle Armée des ombres », basé sur les notes d'orientation de la DGSE, le service français de renseignement extérieur.



Ph : DR

Et si la vague de manifestations récurrentes contre la vie chère qui secouent la France depuis le 17 octobre 2026 (depuis le 17 septembre si l'on commence par le mouvement des lycéens), n'était, finalement, que symptomatique d'une crise multidimensionnelle bien pire en perspective des élections présidentielles du printemps 2027 ? Ce que les trois journalistes d'investigation et spécialistes dans le renseignement, Pierre Gastineau, Antoine Izambard et Franck Renaud en l'occurrence, ont rapporté dans leur livre « La Nouvelle Armée des ombres », traduit l'état d'esprit des services de la DGSE (Direction générale de la Sécurité extérieure) qui sont hantés, et seraient même terrorisés, par des scénarios catastrophes périlleux pour la « Cinquième République » et même pour les fondements de l'État français. La presse française s'en est fait l'écho.

Ces auteurs de ce livre ont eu accès à des notes de renseignement d'agents de la DGSE à partir d'échanges entre agents de l'État qui auraient vu venir les manifestations populaires ayant embrasé la France le 17 octobre 2026 et qui ont touché une vingtaine de villes de l'Hexagone. Cité dans l'une de ces notes, un haut fonctionnaire s'est étonné, en avril 2026, que les Français « ne descendent pas massivement dans la rue » pour manifester leur colère contre la hausse des prix des carburants, les déserts médicaux… tandis qu'un autre a prédit « une conjonction explosive » des luttes entre les campagnes et les banlieues.

LE RECOURS AUX BARBOUZERIES

Face aux mobilisations massives observées chaque samedi et qui dégénèrent souvent en donnant lieu à des violents affrontements avec les forces de l'ordre, la DGSE, craignant des assauts violents visant des institutions et qui risqueraient de provoquer l'effondrement de ces dernières, n'exclut pas de recourir à de barbouzeries anciennes en s'appuyant sur des réseaux occultes de subversion pour contenir des émeutes, des attaques étrangères et même des putschs… Bien que, faut-il le noter, la DGSE « suggère » le recours à la force militaire pour pouvoir contenir, voire même réprimer, les protestations. En effet, c'est le cas, puisque durant les manifestations d'octobre dernier, des scènes ont montré des individus qui se sont rangés derrière les forces de la police et qui leur prêtaient main forte contre les manifestants.

LE PALAIS DE L'ÉLYSÉE ENVAHI

Abordant les élections présidentielles qui devraient avoir lieu entre fin avril et début mai 2027, le livre a révélé que les services secrets « s'entraînent déjà à parer une éventuelle attaque », notamment russe pendant la campagne. Bien que le scénario parût hollywoodien. Dans ce registre, l'ouvrage raconte ceci : « La DGSE a conçu un exercice top secret autour d'une manipulation caractérisée de l'élection. Les scénarios d'une cyberattaque coordonnée, voire de troubles dans les DOM-TOM afin de dégarnir la police en métropole, sont expertisés. On découvre encore que dans le plus grand secret, un « nouveau bunker en banlieue parisienne » a été récemment construit, au cas où le président de la République devrait quitter le palais de l'Élysée, assiégé ou envahi. Dans cette dernière hypothèse, le désordre pourrait découler d'émeutes à Paris. Une perspective sur laquelle travaillent réellement plusieurs services de l'État. » Plus loin, « un ponte du renseignement français qui se trouvait dans un café du VIIe arrondissement de Paris, et ayant longtemps exercé ses talents dans les forces spéciales », a confié aux journalistes qui ont écrit le livre qu'il a travaillé sur un scénario au sein du COS [NDLR : le commandement des opérations spéciales] : en se posant la question pour savoir « quelle place pour les commandos si un leader âgé d'extrême gauche, perdant une nouvelle fois l'élection présidentielle, appelait à l'insurrection en cas de victoire de l'extrême droite, voire contestait le résultat ? » Partant de ces projections, force est de constater que la DGSE semble ignorer la menace de l'extrême droite pour pointer du doigt « celle » d'une gauche en proie à une campagne de diabolisation en ce qu'elle constitue un contrepoids contre l'oeuvre de la haine des milieux racistes.

Farid Guellil

SAHARA OCCIDENTAL

Le Front Polisario disposé pour un processus politique sérieux garantissant le droit à l'autodétermination

Le ministre sahraoui des Affaires étrangères et des Affaires africaines, Mohamed Yeslem Beissat, a affirmé, mercredi, que le Front Polisario ne refusait pas les négociations avec le Maroc et demeurait disposé à s'engager dans un processus politique sérieux aboutissant à un règlement juste et durable de la question sahraouie afin de garantir au peuple sahraoui l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Dans une déclaration au terme des travaux de la 8e session du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui, tenu au siège de l'ambassade de l'Afrique du Sud en Algérie, avec la participation de représentants du groupe des pays amis de la République sahraouie et sous la présidence de l'ambassadeur du Zimbabwe, le responsable sahraoui a souligné que "la tenue du Forum traduit la poursuite de la solidarité internationale avec le peuple sahraoui et son droit à l'autodétermination". Le Front Polisario ne voit pas d'objection aux négociations, "à condition qu'elles se déroulent dans le respect des références internationales et du droit du peuple sahraoui à décider de son avenir en toute liberté, afin d'aboutir à une solution juste et durable du conflit", a-t-il dit. Evoquant les derniers développements au niveau du Conseil de sécurité international, le responsable sahraoui a souligné que la question sahraouie et la lutte du peuple sahraoui traversent "une nouvelle étape de lutte", arguant que la conjoncture actuelle dicte que "tout règlement de la question sahraouie doit reposer sur la volonté du peuple sahraoui, loin de toute proposition ne garantissant pas l'exercice de son droit à l'autodétermination". Il a critiqué, dans ce sens, le dénommé "projet marocain d'autonomie", qu'il a qualifié de "proposition à connotation coloniale". Le règlement du conflit au Sahara occidental ne peut intervenir qu'à travers "une solution respectant le droit du peuple sahraoui à exprimer librement sa volonté, en exerçant son droit inaliénable à l'autodétermination, sous l'égide des Nations unies", a-t-il insisté. Le Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui a réaffirmé dans un communiqué sa volonté de continuer à exprimer sa solidarité avec le peuple du Sahara occidental, réitérant son soutien indéfectible à ce peuple et sa détermination à renforcer davantage toutes les formes de coopération et de coordination, en vue de consacrer la paix, la stabilité et la prospérité dans la région et sur le continent africain, conformément au plan stratégique de développement de l'Afrique "Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons". Le Forum a, en outre, appelé à mettre un terme à l'exploitation illégale des ressources sahraouies, au respect du droit international ainsi qu'à la cessation des violations des droits de l'Homme dans les territoires occupés.

R. I.

DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

Un engagement ancré dans l'histoire de l'Algérie

L'Algérie a réaffirmé, à Genève, son attachement indéfectible au droit international humanitaire, un engagement profondément ancré dans son histoire et intégré à son dispositif juridique et militaire, a indiqué la délégation algérienne participant au Dialogue mondial sur le droit international humanitaire. La délégation algérienne, en sa qualité de coprésidente du groupe de travail de l'Initiative mondiale sur le droit international humanitaire consacré à la protection des infrastructures civiles, s'est exprimée par la voix du colonel Kahina Ait Abdesselam, lors de ce Dialogue mondial organisé conjointement mardi et mercredi derniers à Genève par le Gouvernement suisse et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Le colonel Ait Abdesselam a réaffirmé « l'engagement indéfectible de l'Algérie envers le droit international humanitaire », soulignant que cet attachement repose sur « un riche héritage historique », allant de l'époque de l'Emir Abdelkader à la période de la lutte armée du peuple algérien contre le colonisateur français, à travers l'Armée de libération nationale (ALN). Selon elle, cet héritage s'est progressivement traduit par une adhésion précoce de l'Algérie aux conventions internationales et par leur intégration active dans les institutions ainsi que dans la formation militaire nationales. Le colonel Ait Abdesselam a souligné que « cet attachement ne relève pas d'une orientation récente », mais trouve ses origines dans « un héritage historique qui précède la codification des règles du droit international humanitaire contemporain ». Elle a notamment cité les pratiques de l'Emir Abdelkader, en particulier la protection des prisonniers, leur traitement humain et la préservation de leur dignité, ainsi que celles de l'Armée de libération nationale (ALN), qui s'est employée, durant la guerre de Libération, à consacrer le traitement humain et le respect des règles de la guerre, notamment à l'égard des prisonniers. Sur le plan juridique, cet engagement s'est clairement traduit par le dépôt, par le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), le 20 juin 1960, en pleine guerre de Libération, des instruments d'adhésion aux quatre Conventions de Genève de 1949. Après l'indépendance, cet engagement a été renforcé par l'adhésion de l'Algérie aux deux Protocoles additionnels de 1977, ainsi qu'à diverses conventions portant interdiction ou limitation de certaines armes et de certains moyens et méthodes de combat. L'attachement de l'Algérie aux principes humanitaires ne s'est toutefois pas limité à l'adhésion aux instruments internationaux, mais s'est accompagné d'efforts visant à intégrer ces principes dans le dispositif juridique et institutionnel national, notamment dans le domaine militaire, a poursuivi le colonel Kahina Ait Abdesselam. Cette démarche s'est notamment traduite par la diffusion de la culture du droit international humanitaire et son inclusion dans les programmes de formation et d'entraînement, ainsi que par l'élaboration du manuel d'application du droit international humanitaire au sein de l'Armée nationale populaire, afin d'en garantir le respect et l'application sur le terrain.

L.Zeggane

CISJORDANIE ET GHAZA

La destruction de l'environnement palestinien prend des proportions alarmantes

L'Autorité de la qualité de l'environnement a recensé 760 agressions environnementales systématiques commises par les forces d'occupation sionistes et les colons en Cisjordanie occupée, depuis le début de l'année jusqu'à fin septembre dernier.



Ph : DR

Ces violations interviennent parallèlement à une catastrophe écologique majeure dans la bande de Ghaza, où la guerre génocidaire a engendré des dizaines de millions de tonnes de décombres et dévasté de vastes superficies de terres agricoles et de couvert végétal. Dans un communiqué publié vendredi, à l'occasion de la Journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre et de conflit armé, célébrée le 6 novembre de chaque année, l'Autorité a indiqué que les agressions sionistes ont notamment porté sur le défrichement de terres agricoles et de réserves naturelles, l'arrachage d'arbres, l'incendie de cultures, ainsi que la destruction de sources d'eau et de réseaux d'irrigation et d'assainissement. Elles comprennent également le déversement de déchets dangereux.

760 AGRESSIONS À L'ENVIRONNEMENT EN CISJORDANIE

En Cisjordanie occupée, le rapport de l'Autorité fait état de 203 agressions visant les terres agricoles et les réserves naturelles. Celles-ci comprennent notamment le nivellement de champs d'oliviers, l'ouverture de routes coloniales et l'accaparement de milliers de dunums sous prétexte de besoins militaires ou en vertu de ce qui est appelé la loi israélienne sur les antiquités.

Ces violations ont également pris la forme de clôtures installées autour de terrains en vue de l'établissement de nouveaux avant-postes coloniaux à caractère pastoral, ainsi que de l'incendie de serres agricoles et de la destruction de structures sous plastique. S'agissant du patrimoine forestier et du couvert végétal, 178 agressions ont été documentées. Elles ont notamment consisté en l'arrachage de milliers d'arbres fruitiers et centenaires, dont près de 100 000 oliviers jusqu'à fin septembre, occasionnant des pertes estimées à 67 millions de dollars.

Des champs de blé et d'orge ont également été incendiés à l'aide de grenades lacrymogènes et de cocktails incendiaires. Concernant les déchets et les résidus dangereux issus des démolitions, l'Autorité a recensé 185 agressions liées à l'accumulation de milliers de tonnes de gravats et de déchets de construction mêlés à des métaux et du plastique, à la suite d'opérations de démolition et de dynamitage. Ces destructions ont particulièrement touché les gouvernorats de Jénine et de Tulkarem ainsi que leurs camps de réfugiés, sans épargner les infrastructures résidentielles, commerciales, industrielles et agricoles dans différentes régions. Par ailleurs, les équipes de contrôle et d'inspection ont déjoué plusieurs tentatives de contrebande de déchets dangereux en provenance des territoires occupés en 1948. Les saisies ont notamment porté sur 40 000 kilogrammes de résidus de voirie, connus sous le nom de bitume, et 1 816 kilogrammes de déchets médicaux dangereux et de produits périmés, destinés à être enfouis dans les gouvernorats de Qalqilya et de Tulkarem. La sécurité alimentaire et le cheptel ont également été ciblés.

L'Autorité a recensé 52 agressions, notamment le vol de centaines de têtes de bétail et le lâcher de troupeaux appartenant aux colons dans les champs agricoles afin de détruire les cultures et de harceler les éleveurs palestiniens.

UNE CATASTROPHE ÉCOLOGIQUE À GHAZA

L'Autorité de la qualité de l'environnement a alerté sur l'ampleur de la catastrophe écologique et humanitaire dans la bande de Ghaza, provoquée par les destructions massives résultant de l'agression sioniste. Selon ses estimations, entre 61 et 68 millions de tonnes de décombres et de bâtiments détruits se sont accumulées dans le territoire, soit une moyenne de 107 kilogrammes de gravats par mètre carré. Ces décombres contiendraient près de quatre millions de tonnes de déchets dangereux, au moins 50 000 tonnes d'amiante, ainsi que plus de 100 000 tonnes de résidus d'explosifs, de munitions et de phosphore blanc. La guerre génocidaire a également entraîné la destruction et le défrichement de 82 % des terres agricoles, de 97 % des arbres fruitiers et des oliviers, ainsi que l'élimination de 95 % du couvert végétal.

La réserve naturelle de Wadi Ghaza, qui constitue un important couloir migratoire pour les oiseaux, s'est, quant à elle, transformée en une zone contaminée par les eaux usées. Le secteur de l'eau et de l'assainissement a également subi des dégâts considérables, avec la destruction de 84 % de ses infrastructures. Cette situation a provoqué le déversement quotidien d'environ 120 000 mètres cubes d'eaux usées non traitées dans les rues et les bassins hydriques, favorisant la propagation des maladies et des épidémies. Les cas de diarrhée aqueuse ont ainsi été multipliés par 36 et ceux de jaunisse par 384, comparativement à la période précédant la guerre.

LES RESSOURCES HYDRIQUES ET LES INFRASTRUCTURES ÉGALEMENT CIBLÉES

Les ressources en eau n'ont pas été épargnées par ces agressions. L'Autorité a documenté 37 violations visant les puits et les ressources hydriques, notamment le remblayage de puits de collecte des eaux pluviales et de puits artésiens et agricoles avec du béton ou à l'aide de bulldozers. Des sources et des réservoirs d'eau ont également été détruits ou confisqués. Le rapport fait également état de 35 agressions contre les conduites d'adduction d'eau et les réseaux d'irrigation.

Elles ont notamment concerné le nivellement et la destruction de canalisations à Dhannaba, dans le camp de Nour Chams et à Tubas, ainsi que la destruction de la conduite principale alimentant la région de Birin, à Khirbet Al-Furn, privant quelque 450 Palestiniens d'eau. La conduite desservant le village d'Ad-Daqiqa a également été sectionnée, entraînant la privation d'eau de 700 habitants dans le gouvernorat d'El-Khalil. Cinq agressions contre les réseaux d'assainissement ont par ailleurs été recensées.

Elles ont provoqué leur destruction et leur défrichement, entraînant l'interruption de l'évacuation des eaux usées dans les camps des gouvernorats de Jénine et de Tulkarem. Ces violations se sont accompagnées du déversement d'eaux usées non traitées provenant des colonies de Sha'ar Hatikva et d'Ara'ani, en direction de terres agricoles et des cours d'écoles à Azzoun Atma et Qalqilya.

Le creusement et la destruction de fosses septiques ont également contribué à la contamination des sols et des nappes phréatiques, ainsi qu'à la propagation d'odeurs nauséabondes.

DES CRIMES DE GUERRE ENVIRONNEMENTAUX DÉNONCÉS

L'Autorité de la qualité de l'environnement a affirmé que les violations environnementales documentées, qu'elle qualifie de systématiques, relèvent de crimes de guerre environnementaux et constituent des infractions à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, ainsi qu'aux dispositions des Conventions de Genève, notamment leur quatrième protocole, et au Protocole additionnel I de 1977. Elle a souligné que l'environnement palestinien est désormais une cible directe des politiques destructrices de l'occupation sioniste, qui menacent les conditions mêmes de la vie humaine et portent atteinte au patrimoine naturel et historique de la Palestine. Face à cette situation, l'Autorité a appelé la communauté internationale à assumer ses responsabilités juridiques et morales envers le peuple palestinien, à œuvrer pour mettre fin à l'occupation sioniste et à permettre aux Palestiniens d'exercer leur droit à l'autodétermination, ainsi que leur droit de disposer de leurs ressources naturelles, de les préserver et de les protéger.

M.Seghilani

GHAZA

Des Palestiniens succombent à leurs blessures

Les forces d'occupation sionistes ont intensifié leurs violations de l'accord de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza, à travers des opérations de destruction, par explosion, et des tirs nourris de leurs véhicules militaires et de drones dans plusieurs zones du territoire palestinien. Deux Palestiniens ont également succombé à leurs blessures, contractées lors de précédentes frappes aériennes.

Deux citoyens palestiniens sont tombés en martyrs, hier, après avoir succombé à leurs blessures causées par deux frappes aériennes menées auparavant par l'aviation de l'occupation sioniste contre la ville de Ghaza. Des sources locales ont annoncé le décès de Sarah Abou Jiyab, étudiante en médecine à l'Université islamique de Ghaza, qui a succombé à ses blessures à la suite d'un bombardement sioniste ayant visé l'enceinte de l'établissement universitaire il y a près d'une semaine. Originaire du camp de réfugiés d'Achati, à l'ouest de la ville, elle a été mortellement blessée lors de cette attaque. Le citoyen palestinien, Nabil Hamad, a également succombé à ses blessures, contractées lors d'un bombardement sioniste ayant ciblé, il y a plusieurs jours, la zone de Balakhia, dans le camp d'Achati. Sur le terrain, les véhicules militaires de l'occupation ont ouvert, vendredi à l'aube, un feu nourri en direction des zones orientales de la ville de Ghaza, parallèlement à quatre opérations de destruction par explosion menées dans le même secteur. Un drone israélien de type quadricoptère a, de son côté, ciblé le quartier d'At-Touffah, au nord-est de la ville, en ouvrant le feu. Les tirs ont également touché les zones orientales du quartier d'At-Touffah, ainsi que la ville de Khan Younès et ses environs sud, en plus des secteurs orientaux de Deïr Al-Balah, dans le centre de la bande de Ghaza. Ces nouvelles violations interviennent au lendemain de la mort en martyrs de cinq Palestiniens, dont une femme, et de plusieurs blessés, jeudi, sous les tirs des forces d'occupation sionistes dans différentes régions de l'enclave palestinienne.

1 602 MARTYRS DEPUIS LE DÉBUT DU CESSEZ-LE-FEU

Les agressions sionistes se poursuivent en dépit de l'accord de cessez-le-feu, entré en vigueur le 11 octobre 2025, les forces d'occupation continuant de mener des bombardements, des tirs et des opérations de destruction dans plusieurs secteurs de la bande de Ghaza. Selon les données du ministère palestinien de la Santé à Ghaza, le bilan des victimes, depuis l'entrée en vigueur de la trêve, s'est alourdi à 1.602 martyrs et 5.799 blessés. Le nombre de corps de martyrs extraits des décombres et récupérés par les équipes de secours s'élève, quant à lui, à 847. Le bilan global de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, atteint désormais 74.618 martyrs et 175.925 blessés, selon la même source.

PRÈS DE DEUX MILLIONS DE PALESTINIENS ONT BESOIN D'UN TOIT

Près de 1,98 million de Palestiniens dans la bande de Ghaza, soit 94 % de la population totale du territoire, ont un besoin urgent et immédiat d'aide en matière d'hébergement et de produits non alimentaires, a révélé l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Dans un rapport publié sur son site officiel, l'agence onusienne a indiqué que 58 % des habitants de Ghaza font face à des besoins critiques, voire catastrophiques, en matière d'hébergement, sur fond de dégradation continue des conditions humanitaires et de vie dans le territoire palestinien. L'évaluation menée par l'UNRWA dans 113 sites a, par ailleurs, fait état de 18 centres d'hébergement d'urgence présentant des conditions de sécurité insuffisantes, dont certains sont exposés à un risque extrêmement élevé d'effondrement de leurs bâtiments.

La situation est également préoccupante sur le plan de l'approvisionnement en eau. Selon les données de l'agence, 84 % de la population subissent des interruptions fréquentes et irrégulières dans la distribution d'eau potable, accentuant davantage les difficultés quotidiennes des habitants. À ces conditions déjà alarmantes s'ajoute le manque aigu de produits d'hygiène de première nécessité, qui touche 89 % des ménages dans la bande de Ghaza. Une situation qui aggrave les risques sanitaires et humanitaires, particulièrement à l'approche de la saison hivernale, alors que les besoins en abris et en équipements de première nécessité deviennent encore plus pressants.

M. S.

ORAN. ÉCONOMIE BLEUE

Récifs artificiels et coopératives au cœur des débats à l'ITPA

L'Institut technologique de la pêche et de l'aquaculture (ITPA) d'Oran est le théâtre d'une importante rencontre dédiée au développement de l'économie bleue.



Ph : DR

Organisé en partenariat avec l'Union européenne, cet atelier de concertation vise à pérenniser les écosystèmes marins tout en accompagnant l'organisation des pêcheurs locaux à travers la création de nouvelles coopératives professionnelles.

Ouvert ce mercredi et se clôturant jeudi, cet atelier rassemble un large panel d'acteurs de la mer. Il mobilise des experts du programme de l'économie bleue — supervisé par le ministère de tutelle et l'Union européenne —, un expert international, des cadres de la Direction générale de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que des professionnels du secteur, des enseignants et des stagiaires de l'ITPA. Sous la supervision du directeur de la pêche maritime et de l'aquaculture de la wilaya d'Oran, cette rencontre s'inscrit dans une dynamique de renforcement de la coopération et d'échange d'expertises pour soutenir les activités maritimes durables.

Les travaux de l'atelier s'articulent autour de deux axes stratégiques majeurs. Le premier volet est consacré à l'écologie marine, avec une étude portant sur le renforcement du récif artificiel (ROII) implanté dans la baie de Bousfer. L'ajout de nouveaux blocs en béton armé est envisagé pour consolider cet ouvrage, garantissant ainsi sa pérennité et optimisant son rôle dans la préservation de la biodiversité marine locale. À ce titre, les participants ont partagé des présentations techniques détaillant leurs expériences de terrain concernant la réalisation et l'impact de ces infrastructures.

Le second axe des discussions aborde la dimension organisationnelle de la profession. Il s'agit d'examiner les mécanismes permettant la création de coopératives professionnelles, tout en définissant clairement leurs missions et prérogatives en concertation avec la Chambre de wilaya de la pêche maritime et de l'aquaculture. Cette démarche d'encadrement a pour objectif direct d'améliorer l'organisation et la gestion du site de mouillage de Mers El Hadjadj, en impliquant activement les professionnels de la pêche dans la gestion durable et responsable de leur propre espace de travail.

R. R.

SANTÉ

Ouverture des Journées médicales des maladies oto-rhino-laryngologie

Les 4es Journées médicales des maladies ORL (oto-rhino-laryngologie) ont débuté jeudi à Sétif avec la participation de 400 spécialistes de plusieurs wilayas du pays, de Tunisie et d'Egypte. Dans une déclaration à l'APS, Ouahid Medour, chargé de communication et porte-parole au niveau local de l'Association des médecins ORL initiatrice de la rencontre dont les travaux se déroulent à la salle de conférences "The Dome", a précisé que cette édition de deux jours est organisée sous l'égide de wali, Mustapha Limani dans le cadre de la formation continue des médecins de cette spécialité. Le même cadre également praticien ORL a indiqué que les participants à cette rencontre sont des médecins algériens, tunisiens et égyptiens spécialisés en ORL, radiologie, anatomie, médecine nucléaire et chirurgie générale des secteurs public et privé. Les participants aborderont les quatre axes "le vertige", "les maladies thyroïdiennes", "les maladies ORL des enfants" et "la chirurgie du nez" à travers 28 communications, trois tables rondes, 23 workshops outre le suivi en direct par visioconférence d'une intervention chirurgicale effectuée à l'hôpital de Mansoura en Egypte, selon la même source. L'objectif de la rencontre est d'accompagner les actualités médicales technologiques du domaine, de découvrir les récentes techniques et d'intensifier la coordination avec les autres spécialités médicales en rapport direct ou indirect avec la médecine ORL.

SÉTIF. HACKATHON NATIONAL DE L'INNOVATION DANS L'ACTION BÉNÉVOLE

Lancement des éliminatoires régionales

Le coup d'envoi des éliminatoires régionales qualificatives pour le hackathon national de l'innovation dans l'action bénévole a été donné jeudi à la maison de jeunes "Abdelhamid-Anani" d'El Eulma (Sétif) , sous le thème "les établissements de jeunes, des espaces d'innovation et de bénévolat" avec la participation de 90 jeunes de neuf wilayas. Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'Office des établissements de jeunes de la wilaya, Abdelhakim Hadli, a indiqué que ces éliminatoires d'une journée visent à "sélectionner les meilleures initiatives et idées de jeunes relatives aux solutions innovantes de promotion de l'action bénévole en application des directives du ministère de la Jeunesse préconisant l'encouragement des jeunes à l'innovation, l'initiative et la contribution efficace au service de la société".

M. Hadli a précisé que l'initiative "s'inscrit dans le cadre du soutien à la créativité des jeunes et de l'ancrage de la culture du bénévolat et initiative sociale ainsi que de la préparation de la phase du Hackathon national de l'innovation dans l'action bénévole prévu en décembre prochain à l'occasion de la journée mondiale du bénévolat (5 décembre)". Les jeunes participants venus des wilayas de Sétif, de Bordj Bou Arreridj, de Bejaia, de Jijel, de Mila, de Constantine, de Batna, de M'sila et de Boussaâda présentent par vidéoprojecteur leurs idées innovantes sur le bénévolat dont l'évaluation est confiée à un jury de quatre membres en fonction des quatre paramètres innovation, compatibilité de la solution avec le défi, l'impact sur l'action bénévole et l'action collective et la présentation.

Ces éliminatoires sont organisées sous l'égide du ministère de la Jeunesse par la direction locale de la jeunesse et des sports et l'Office des établissements de jeunes, a-t-on indiqué.

TIZI OUZOU. DÉTECTEURS DE MONOXYDE DE CARBONE

Le taux d'installation frôle les 75%

L'opération de pose de détecteurs de monoxyde de carbone, menée dans le cadre de l'opération de prévention des risques liés à ce gaz, à travers la wilaya de Tizi-Ouzou a atteint un taux de près de 75%, rapporte un communiqué de la direction de distribution de l'électricité et du gaz publié jeudi. Selon le même document, au total 673.670 détecteurs de monoxyde de carbone ont été installés au profit de 336.835 foyers depuis le lancement de l'opération le 29 mars 2023, ce qui représente un taux d'avancement de 74,49% de foyers doté de cet appareil, à raison de deux détecteurs par foyer.

La direction de distribution précise que deux contraintes ralentissent la pose de cet équipement dans l'ensemble des foyers.

Il s'agit de l'absence des habitants lors des passages des équipes, et le refus de 1.101 abonnés de voir poser ces appareils qui peuvent sauver des vie. L'entreprise rappelle que ces détecteurs sont fournis et posés à titre gratuit, et que l'opération de pose permet également de vérifier la conformité des installations intérieures. Aussi une invitation est lancée aux familles dont les foyers ne sont pas encore équipés de cet appareil, à se rapprocher de leur agence commerciale pour fixer un rendez-vous.

TISSEMSILT. POUR TESTER L'ÉTAT DE PRÉPARATION DE LA PROTECTION CIVILE FACE AUX RISQUES D'INONDATIONS

Exercice de simulation sur le terrain

Les services de la Protection civile de la wilaya de Tissemsilt ont organisé, jeudi, un exercice de simulation sur le terrain visant à évaluer le niveau de préparation des dispositifs et intervenants, ainsi que l'efficacité des plans d'intervention et des mesures de réponse anticipative face aux risques majeurs, notamment les éventuelles inondations durant la saison hivernale. Le chargé de la communication de la direction de la Protection civile de la wilaya, le lieutenant Sid-Ali Benamar, a indiqué que cet exercice, organisé dans la commune de Lardjem, a vu la participation des différents partenaires et intervenants, notamment les services de sécurité et les services civils concernés. A cette occasion, les structures opérationnelles spécialisées ont été mises en place, notamment le poste de commandement opérationnel de terrain et le poste médical avancé. Le responsable a ajouté que cette opération, qui s'est déroulée sous la supervision du secrétaire général de la wilaya, Habbaz Abdelhamid, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre sur le terrain des orientations et des recommandations visant à assurer une préparation permanente et à renforcer la vigilance face aux dangers et catastrophes susceptibles de survenir. Cet exercice a ainsi permis de tester l'efficacité des plans d'intervention et la rapidité de la réponse en cas d'éventuelles inondations. Il a également permis d'évaluer la coordination entre les intervenants, ainsi que leur niveau réel de préparation opérationnelle et leur capacité à mettre rapidement en œuvre les mesures nécessaires sur le terrain. Pour cette opération, des moyens humains et matériels importants ont été mobilisés, a précisé la même source. Enfin, les services de la Protection civile de la wilaya ont souligné qu'à travers l'organisation de ce type d'exercices, ils réaffirment leur volonté permanente d'améliorer le niveau de préparation et de renforcer les compétences des services locaux concernés, afin de garantir la protection des vies humaines et des biens en cas de perturbations météorologiques exceptionnelles.

MILA. OUED ATHMANIA

Ouverture d'un nouveau bureau de poste

Un nouveau bureau de poste a été mis en service dans le centre de la commune d'Oued Athmania (Mila), a-t-on appris, jeudi, du directeur de wilaya de la Poste et des Télécommunications, Mohamed Dilma. Le responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'une enveloppe financière de plus de 11,5 millions de dinars a été allouée à cette opération qui a consisté à réaménager des locaux appartenant à l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). M. Dilmi a ajouté que cette collectivité locale dispose actuellement de six bureaux relevant d'Algérie Poste, ainsi que de deux distributeurs automatiques de billets dont l'un a été mis en service en 2026. Selon le responsable, l'ouverture d'un nouveau bureau de poste à Oued Athmania "procède d'une volonté d'Algérie Poste de se rapprocher des citoyens et d'améliorer le service dû aux usagers". Il a également rappelé qu'Algérie Poste dispose de 88 bureaux de poste sur le territoire de la wilaya de Mila, pour une densité d'un bureau pour 11.000 habitants.

CONSTANTINE. 2ES JOURNÉES NATIONALES DE PHARMACIE

L'exigence de la preuve au service du patient

Organisées les 4 et 5 novembre à l'Université Salah Boubnider (Constantine 3), les 2es Journées nationales du département de pharmacie ont rassemblé la communauté médicale et scientifique autour d'un impératif absolu : la validation rigoureuse des traitements avant leur usage.



Ph : DR

Des avancées en oncologie aux protocoles de conservation des molécules, l'événement a réaffirmé que la qualité et la sécurité du patient priment sur toute autre considération.

Ces journées scientifiques, initiées par la faculté de médecine et son département de pharmacie, ont fédéré un large panel de professionnels de la santé. Enseignants, chercheurs, praticiens hospitaliers, pharmaciens d'officine et industriels, ainsi que des étudiants et des représentants des autorités sanitaires, ont pris part à des échanges denses. Avec plus de trente conférences, des ateliers pratiques et cent vingt communications affichées, les débats se sont articulés autour de quatre axes majeurs : les thérapies innovantes, l'accès au médicament, l'innovation industrielle assortie du contrôle qualité, et enfin la nutrition couplée à la phytothérapie. Le mot d'ordre de cette rencontre s'est imposé de lui-même : un médicament ou un produit de santé ne vaut que par la preuve concrète de sa qualité, de sa stabilité et de sa bonne tolérance.

Cette exigence de l'évaluation rigoureuse a été parfaitement illustrée par les travaux du Professeur Chaffa Aimeur, du service de radiologie du CHU Mustapha Pacha d'Alger, consacrés au cancer du sein. Son étude a porté sur le suivi de deux cent cinquante femmes ayant reçu une chimiothérapie avant leur opération chirurgicale. En comparant les données de l'imagerie médicale préopératoire avec l'analyse tissulaire postopératoire, l'imagerie a démontré une fiabilité remarquable, dépassant les 97 % de réussite dans la détection de la disparition de la tumeur. Cette précision offre désormais aux équipes médicales une preuve solide pour orienter la suite de la prise en charge des patientes.

Les thérapies innovantes et leurs résultats cliniques ont également occupé une place de choix grâce à la présentation du Professeur Houari Toumi, de l'EHU d'Oran. Ses recherches se sont concentrées sur le lymphome de Hodgkin, un cancer du sang, chez des patients en rechute ou ne répondant plus aux protocoles habituels. L'application d'un nouveau traitement sur trente malades a livré des résultats très encourageants : la maladie a reculé chez deux patients sur trois, et a totalement disparu pour la moitié d'entre eux. Les effets indésirables demeurant globalement supportables, ce traitement ouvre pour de nombreux malades une fenêtre thérapeutique précieuse permettant d'envisager une greffe pour consolider la guérison.

Enfin, la question cruciale de la vie du médicament de sa fabrication à sa péremption a été décortiquée par Nachoua Abdelmoumene, du laboratoire de biochimie du CHU de Sétif.

Son intervention a mis en lumière la nécessité absolue des tests de résistance. Pour garantir l'intégrité d'un traitement jusqu'à sa date de péremption, il est indispensable de le soumettre à des conditions extrêmes, qu'il s'agisse de chaleur, d'humidité, de lumière ou d'acidité. Ces procédés permettent d'observer les mécanismes de dégradation des molécules et d'édicter les normes de conservation adéquates, prouvant une fois de plus, au terme de ces deux jours de travaux, que la confiance en un traitement médical ne peut se soustraire à l'épreuve de la validation scientifique.

R. R.

EL-TARF. HACKATHON NATIONAL SUR LE BÉNÉVOLAT

80 jeunes en compétition

Pas moins de 80 jeunes, filles et garçons, de la wilaya d'El Tarf, participent depuis jeudi à l'auberge de jeunes de Tonga, dans la commune d'El Kala, aux éliminatoires régionales du hackathon national dédié au développement de solutions innovantes en matière de volontariat. Ces éliminatoires prévues sur une journée, organisées par le ministère de la Jeunesse sous le slogan "Les structures de jeunesse : des espaces propices à l'innovation et au volontariat", réunissent des groupes de jeunes représentant les wilayas d'Annaba, de Guelma, de Souk Ahras, de Skikda, de Tébessa, d'Oum El Bouaghi, de Khenchela et d'El Tarf. Selon le directeur par intérim de la jeunesse et des sports, Amar Boumendjel, ces éliminatoires régionales sont "consécutives aux éliminatoires de wilayas qui se sont déroulés dans différentes régions du pays et qui ont permis de sélectionner des groupes de jeunes ayant présenté des projets créatifs en vue de la phase nationale de ce hackathon prévue début décembre prochain, à l'occasion de la Journée internationale du volontariat (5 décembre de chaque année)". M. Boumendjel a ajouté que ces éliminatoires régionales visent à "sélectionner les idées les plus remarquables et les plus innovantes émanant de jeunes, à encourager le développement de solutions susceptibles de contribuer à la promotion du volontariat, à renforcer le rôle des jeunes au service de la société et à promouvoir une culture de l'innovation et un esprit d'initiative au sein des structures de jeunes". Les éliminatoires régionales s'articule autour de quatre axes, en l'occurrence "la mobilisation des jeunes et le renforcement de leur participation au volontariats", "l'émergence d'initiatives citoyennes au service de la société", "l'utilisation de la numérisation pour développer et organiser le volontariat" et "le développement et la dynamisation du volontariat dans les structures de jeunesse". Le jury, composé de professeurs d'université et d'experts dans les domaines de l'environnement et du volontariat, s'appuiera, selon Naoufel Messaoudi, enseignant à l'université Chadli-Bendjedid d'El Tarf et membre de ce jury, sur "un certain nombre de critères de sélection, parmi lesquels le degré d'innovation, la faisabilité et la contribution du projet au développement du volontariat". A l'issue de ces éliminatoires, les trois meilleurs projets seront retenus, parmi les 20 présentés, pour participer, début décembre prochain, au hackathon national de la jeunesse, dédié au développement de solutions innovantes dans le domaine du volontariat.

TIARET. DASS

Des équipements médicaux distribués à des personnes aux besoins spécifiques et âgée

Quarante-trois (43) personnes aux besoins spécifiques et des personnes âgées ont bénéficié, récemment dans la wilaya de Tiaret, d'équipements médicaux, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS), Ramzi Tiouri. M. Tiouri a précisé que ces équipements ont été remis aux bénéficiaires directement à leurs domiciles, dans le cadre d'une caravane de solidarité organisée par la direction de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS), en coordination avec les cellules de proximité de solidarité, du fait, notamment, que la majorité des bénéficiaires résident dans des zones rurales. Cette opération a été marquée par la distribution de 14 équipements destinés aux personnes aux besoins spécifiques à savoir six fauteuils roulants électriques et huit tricycles motorisés. Par ailleurs, six personnes âgées ont également bénéficié d'équipements comprenant des fauteuils ordinaires de confort et des fauteuils électriques, ainsi que des matelas médicaux. Le responsable de la DASS a souligné que l'élaboration de la liste des bénéficiaires et l'identification de leurs besoins respectifs ont été effectués sur la base d'enquêtes sociales menées par les cellules de proximité de solidarité activant à travers le territoire de la wilaya.

EL-MEGHAÏER. STRUCTURES

Mise en service de trois nouveaux bureaux de poste

Trois (3) nouveaux bureaux de poste ont été mis en service, jeudi à travers la wilaya d'El-Meghaïer, dans le cadre du renforcement du réseau postal et de l'amélioration des prestations offertes aux citoyens, a-t-on appris auprès de la direction locale de la poste et des télécommunications. Ces nouvelles structures sont réparties sur différents quartiers, à savoir, "El-Alia" dans la commune d'El-Marrara, "El-Moudjahid" (Sidi-Amrane) et "19 mars 1962" (Oum Tyour), a précisé la même source. Cette opération s'inscrit dans la dynamique d'extension du réseau d'Algérie Poste à travers la wilaya, contribuant ainsi à promouvoir les services postaux et financiers proposés à la clientèle, a-t-on ajouté.

SAÏDA. LUTTE ANTIDROGUE

Le rôle clé du discours religieux au cœur d'une session de formation

La Direction des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya de Saïda a organisé, jeudi au Centre culturel islamique, une session de formation consacrée à la prévention et à la sensibilisation aux dangers des drogues et des substances psychotropes, au profit des imams et des guides religieuses, avec la participation de représentants de secteurs et d'organismes concernés par la lutte contre ce fléau, a-t-on appris auprès de cette direction. Cette initiative vise à renforcer les capacités des imams et des guides religieuses en matière de sensibilisation aux dangers des drogues et des substances psychotropes, ainsi qu'à leur fournir les connaissances et les outils nécessaires pour activer leur rôle préventif et d'orientation au sein de la société, notamment auprès des jeunes, selon la même source. Le programme de cette session a porté sur le cadre juridique et législatif relatif à la lutte contre les drogues, le rôle du discours religieux dans leur prévention, ainsi que les mécanismes et les techniques de sensibilisation aux dangers de ce fléau. Ces thématiques ont été abordées lors d'interventions présentées par des spécialistes de la Cour de Saïda et de l'Université "Docteur Moulay Tahar" de Saïda. Cette session a également abordé les aspects psychologiques et sociaux liés à l'addiction. Des spécialistes du centre intermédiaire de prise en charge des addictions de Saïda ont ainsi présenté les différentes dimensions de ce phénomène, considéré comme un problème sanitaire, psychologique et social, tout en mettant en évidence les méthodes de dialogue, d'orientation et de prise en charge des personnes dépendantes, ainsi que l'accompagnement de leurs familles, selon la même source. Cette session de formation a également constitué une occasion d'échanger les expériences et les expertises entre les différents intervenants et d'unifier les efforts visant à ancrer une culture de prévention contre les drogues et les substances psychotropes, à travers l'intensification des actions de sensibilisation au sein des mosquées, des établissements éducatifs et des espaces sociaux. Cette démarche vise à toucher les différentes catégories de la société et à renforcer la prise de conscience collective des dangers de ce fléau et des moyens de le combattre.



PAR MOHAMED REBAH

LIBYE

Craintes d'épuisement de la nappe phréatique

Le magazine Science Post a révélé qu'environ 70 % de la consommation d'eau douce de la Libye dépend d'une nappe phréatique fossile qui n'est actuellement pas alimentée par les précipitations, ce qui soulève des inquiétudes quant à la pérennité de l'approvisionnement en eau.



Le magazine explique qu'environ 6,5 millions de mètres cubes d'eau douce sont pompés quotidiennement via un réseau de canalisations enfouies sous le désert libyen pour alimenter les villes de Tripoli, Benghazi et Syrte, grâce au projet de la Grande Rivière Artificielle. La longueur totale du réseau de canalisations est d'environ 2 820 kilomètres, transportant l'eau depuis ses points de captage au sud jusqu'à la côte méditerranéenne, sur une distance pouvant atteindre 1 600 kilomètres. Le réseau repose sur plus de 1 300 puits, forés pour la plupart à plus de 500 mètres de profondeur dans l'aquifère du grès nubien, qui s'étend sous la Libye, l'Égypte, le Tchad et le Soudan. Selon le magazine, cet aquifère s'est formé lors de la dernière période glaciaire, lorsque le climat de la région était différent des conditions arides actuelles. Son eau est donc classée comme eau fossile, car elle n'est pas renouvelée par les précipitations actuelles. Le volume d'eau stocké dans ce bassin est estimé à environ 373 billions de mètres cubes, répartis sur une superficie de près de deux millions de kilomètres carrés, ce qui en fait le plus grand réservoir d'eau douce fossile connu. La première pierre du projet de la Grande Rivière Artificielle a été posée le 28 août 1984 dans la région de Sarir par le colonel Mouammar Kadhafi. L'idée de ce projet a été proposée pour la première fois à la fin des années 1960, et sa deuxième phase a débuté le 26 août 1989. Témoignant de la pression exercée sur les réserves d'eau souterraine, une étude menée en 2022 sur le champ de captage de Tazerbo, dans le sud-est de la Libye, a enregistré une baisse de 28 mètres du niveau de la nappe phréatique en 2019. L'étude a noté que le champ, mis en production en mars 2004, ne fonctionne qu'à un tiers de sa capacité de production prévue. Les chercheurs ont également observé un affaissement du sol à environ 30 kilomètres au nord, ainsi que la présence d'eau naturellement riche en fer et en manganèse. Les estimations concernant la durée de vie restante de l'eau dont dépend le projet varient. Certains rapports suggèrent qu'elle pourrait durer entre 60 et 100 ans aux taux d'extraction actuels, tandis que d'autres estimations l'étendent à environ 1 000 ans. Cet écart s'explique par des hypothèses différentes concernant la taille des réserves récupérables et les débits de pompage futurs. Les défis ne se limitent pas à l'épuisement des réserves d'eau. Le projet de la Grande Rivière Artificielle est confronté à des risques liés à la sécurité et aux infrastructures. En 2011, des frappes aériennes de l'OTAN ont ciblé une usine de fabrication de canalisations associée au projet. Le magazine a souligné que l'exploitation du réseau exige un entretien régulier des pompes, des puits et des stations de pompage, et a averti que toute interruption pourrait avoir un impact direct sur l'approvisionnement en eau des villes côtières. Le magazine a également évoqué la dimension régionale du projet, faisant remarquer que la forte dépendance de la Libye à l'égard de la nappe phréatique partagée et de son pompage pourrait affecter les intérêts d'autres pays dont les eaux se trouvent sous ses frontières, à savoir l'Égypte, le Tchad et le Soudan. Pour rappel, une nappe fossile (ou eau fossile) est une réserve d'eau souterraine accumulée dans des aquifères profonds il y a des milliers, voire des dizaines de milliers d'années, lors de périodes climatiques plus humides (période du Sahara vert). Comme ces réserves ne sont plus ou très peu rechargées par les pluies actuelles, elles constituent une ressource non renouvelable, à l'image du pétrole.

COP 31

Russie – Territoire des solutions climatiques

Selon Evgueni Tichkovets, expert en chef du centre météorologique russe Fobos, Moscou a connu en octobre dernier sa deuxième température moyenne la plus élevée jamais enregistrée. D'après l'expert, la température moyenne dans la capitale russe a atteint 9,1 degrés Celsius, soit seulement un dixième de degré Celsius en dessous du record absolu établi en 2020. Octobre a été 3,3 degrés Celsius plus chaud que la moyenne, tandis que les précipitations ont été inférieures de 54 % à la normale. Les climatologues attribuent ces températures élevées persistantes à des conditions météorologiques stables. Moscou est restée sous l'influence d'un système météorologique très stable pendant la majeure partie du mois, ce qui a favorisé l'arrivée de masses d'air chaud et sec dans la capitale. Au cours des dix derniers jours d'octobre, près de 100 records de température journaliers ont été battus à travers la Russie, du centre du pays jusqu'au nord de la Russie européenne. Cependant, des masses d'air froid ont commencé à arriver dans la région de Moscou début novembre. La nuit du 1er novembre a connu les températures les plus basses depuis le début de l'automne, avec un mercure descendant jusqu'à -0,8 °C dans la capitale, tandis que la ville de Cherosti, dans la région de Moscou, a enregistré -5,6 °C pendant la nuit.

SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

Record de décès causés par la chaleur

La chaleur a causé quelque 710 000 décès dans le monde en 2023, un record. Pour la première fois, plus de sept décès sur dix seraient imputables au changement climatique d'origine humaine, selon le dernier rapport « Lancet Countdown », réalisé en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et publié mercredi. Les décès liés à la chaleur ont augmenté de près de 36 % dans les années suivant l'Accord de Paris de 2015, par rapport à la décennie précédente. Derrière ce bilan, les auteurs du rapport décrivent une accélération des menaces sanitaires, alimentée par l'intensification de l'extraction des combustibles fossiles, qui freine les progrès. « Les décès liés à la chaleur, à la sécheresse et à d'autres risques climatiques augmentent plus rapidement qu'il y a dix ans alors même que les investissements dans les énergies propres et les actions en faveur du climat commencent à porter leurs fruits en matière de santé », avertissent-ils. Ces conclusions font suite à un avertissement de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) : les niveaux de CO2 et des autres principaux gaz à effet de serre ont atteint des records en 2025, scellant une hausse à long terme des températures. À l'approche de la Conférence des Nations Unies sur le climat, la COP31, à Antalya, en Turquie, le rapport appelle à réduire plus rapidement les émissions de gaz à effet de serre, à soutenir l'adaptation au changement climatique et à renforcer les systèmes de santé.

DIMINUTION DE LA CAPACITÉ D'ABSORPTION DES OCÉANS

Une part accrue du CO_2 reste dans l'atmosphère

L'océan absorbe environ 30 % des émissions de dioxyde de carbone (CO_2) d'origine humaine et 90 % de l'excès de chaleur piégé par les gaz à effet de serre. Mais le réchauffement climatique fragilise ce rôle essentiel : sa capacité à absorber le carbone a déjà diminué d'environ 6 %, selon un nouveau rapport de l'ONU publié à l'approche de la Conférence des Nations Unies sur le climat, la COP31. Fruit d'une collaboration entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui co-organise la COP31 en novembre, le rapport met en lumière les risques liés à l'affaiblissement de ce régulateur naturel du climat. « Depuis longtemps, l'océan nous rend un immense service en matière de climat, mais ce service est soumis à une pression croissante », a déclaré à ONU Info Sara Traerup, auteure principale du rapport. La hausse des températures, conjuguée aux modifications de la chimie, de la circulation et des écosystèmes marins, réduit la capacité de l'océan à absorber et à stocker le carbone. Résultat : une part accrue du CO_2 reste dans l'atmosphère, alimentant davantage le réchauffement. Et cette tendance « peut très certainement s'accélérer » dans un avenir proche, a averti Mme Traerup. Pour les auteurs du rapport, l'un des principaux obstacles à une meilleure gestion du carbone océanique reste le manque de données fiables. Les lacunes sont particulièrement importantes dans l'océan Austral, l'océan Indien et l'Arctique, ainsi que dans de nombreuses zones côtières. Le rapport préconise donc de renforcer les connaissances sur le carbone océanique en mobilisant la science, les technologies, les données et les savoirs locaux, afin de mieux comprendre le fonctionnement de ces systèmes et de préserver leur capacité à stocker le carbone. « À l'heure actuelle, nous ne disposons pas d'informations complètes sur l'océan, et ce que nous ne connaissons pas, nous ne pouvons ni le gérer ni le protéger », a souligné Mme Traerup. Le PNUE examine trois grandes catégories de technologies liées au climat océanique, qui présentent des perspectives et des risques distincts. La première concerne les outils de surveillance : systèmes d'observation, capteurs, infrastructures de données et modèles permettant de suivre les évolutions de l'océan et du carbone qu'il absorbe. Ces technologies sont les plus avancées et figurent parmi les besoins les plus urgents, selon Mme Traerup. La deuxième porte sur les écosystèmes dits de « carbone bleu », notamment les mangroves, les herbiers marins et les marais salants. Ces milieux captent déjà environ 407 millions de tonnes de CO_2 par an. Leur restauration pourrait accroître ce stockage, tout en protégeant les littoraux, en favorisant la biodiversité et en soutenant les moyens de subsistance des populations côtières. Enfin, les méthodes d'élimination du dioxyde de carbone en milieu marin visent à extraire le CO_2 de l'atmosphère et à le stocker durablement.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le nombre de lois nationales associant climat et santé a été multiplié par environ 50 depuis 2000, surtout depuis 2016. L'inégalité reste toutefois profonde : en 2025, les pays riches concentraient 55 % de ces lois, contre seulement 2 % pour les pays en développement.

Repéré pour vous

La sécheresse étend son emprise : en 2025, elle aurait touché 51,8 % des terres émergées pendant au moins un mois. L'exposition aux phénomènes extrêmes liés à l'eau progresse aussi.

SPORT

LA LISTE DES VERTS POUR LE TOGO DÉVOILÉE:

Premières convocations pour Azzi et Rebach

La liste de la sélection nationale, dévoilée jeudi passé par le sélectionneur Brahim Hemdani, apporte son lot de nouveautés, de retours et de choix forts.





Phs : DR

Parmi les principales informations à retenir figurent les premières convocations de Mohamed Azzi, qui évolue en Russie, et Rebach, sociétaire d'Alaves (Liga espagnole), sous le maillot des Verts. Deux joueurs qui auront désormais l'occasion de découvrir l'environnement de l'équipe nationale et de tenter de gagner leur place dans le groupe.

Autre fait marquant, l'absence de Rayan Aït-Nouri, écarté pour des raisons disciplinaires. Une décision qui ne passe pas inaperçue, compte tenu de l'importance du latéral gauche dans les plans de la sélection. Ce choix traduit une volonté de faire respecter certaines exigences au sein du groupe, au-delà des seules considérations sportives.

Dans le sens des retours, le gardien de but Oussama Benbot retrouve la sélection. Le portier de l'USM Alger aura ainsi une nouvelle occasion de défendre les couleurs nationales et d'apporter son expérience au secteur défensif.

En pointe de l'attaque, Moncef Bakrar garde sa place en remplacement de Benbouali, forfait en raison d'une blessure, et qui devait faire partie de la liste de Hemdani. Une modification dictée par les circonstances, qui permet au staff technique de maintenir ses options pour les prochaines échéances.

Le dossier de Nabil Bentaleb mérite également une attention particulière. Le coach national a tenu à sa présence dans le groupe, confirmant ainsi l'importance accordée aux joueurs expérimentés et aux cadres de la sélection. La volonté de conserver une ossature solide semble rester une priorité, notamment pour garantir l'équilibre entre les jeunes talents et les éléments habitués aux exigences du haut niveau international.

Par ailleurs, plusieurs joueurs effectuent leur retour. Il s'agit notamment de Belghali, Titraoui, Ghedjemis et Boudaoui, qui retrouvent une place dans les plans du staff. Leurs convocations offrent davantage de solutions dans différents secteurs du jeu et renforcent la concurrence au sein de l'effectif.

À l'inverse, plusieurs noms ne figurent pas sur cette liste. Belazoug, appelé avec la sélection olympique, ainsi que Chergui, Redouani, Aouichiche, Zorgane et Kebbal, sont notamment absents.

Comme attendu, les nouvelles têtes annoncées ou espérées, notamment Ben Aïssa et Soualhia, ne sont pas encore présentes. Leur intégration n'est toutefois pas définitivement écartée. Un renforcement de l'effectif avec de nouveaux profils est envisagé à partir de mars 2027.

Cette liste reflète donc une stratégie mêlant continuité, expérience et renouvellement progressif. Les prochaines échéances permettront de mesurer les choix du staff et de voir quels nouveaux éléments parviendront à s'imposer durablement chez les Verts.

Hakim S.

A PROPOS DE LA DOUBLE CONFRONTATION FACE AU TOGO

Hemdani affiche ses ambitions et insiste sur l'importance des six points

Le sélectionneur national Ibrahim Hemdani a clairement affiché ses ambitions à l'approche de la double confrontation face au Togo, comptant pour les qualifications à la Coupe d'Afrique des nations 2027. À l'occasion de sa conférence de presse, tenue jeudi passé au stade Nelson-Mandela, le technicien algérien a insisté sur la nécessité de réaliser les meilleurs résultats possibles durant le rassemblement de novembre, avec une attention particulière accordée à la rencontre disputée à domicile.

Conscient des difficultés que représente désormais la compétition sur le continent africain, Hemdani estime que les écarts entre les différentes sélections se sont considérablement réduits. Les adversaires sont de plus en plus compétitifs et obtenir des victoires, notamment à l'extérieur, devient une mission particulièrement compliquée. « Nous cherchons à récolter le maximum de points durant ce rassemblement. Le niveau en Afrique est devenu très équilibré et gagner n'est plus



une chose facile. Nous sommes parfaitement conscients de l'importance de remporter notre match à domicile face au Togo », a expliqué le sélectionneur. À travers cette déclaration, Hemdani souligne l'importance de bien négocier ces deux rendez-vous pour maintenir les Verts dans une dynamique positive.

Le nouveau sélectionneur sait que les résultats constituent un élément essentiel pour installer progressivement sa méthode de travail et gagner la confiance des supporters. Il a également reconnu que la pression liée aux résultats accompagne constamment l'équipe nationale algérienne. Une réalité à laquelle il affirme être habitué depuis sa carrière de joueur. Le rassemblement de novembre représente ainsi une étape importante pour le nouveau staff technique, qui souhaite conjuguer efficacité sportive et construction progressive d'un groupe compétitif.

Face au Togo, l'objectif sera donc clair : répondre aux attentes, engranger le maximum de points et confirmer les ambitions algériennes dans ces qualifications à la CAN 2027.

H. S.

A PROPOS DU POSTE DE DERNIER REMPART DES VERTS :

Zidane écarté, Belazzoug appelé chez les Olympiques

La situation des gardiens de but de la sélection algérienne connaît quelques évolutions à l'approche du rassemblement du mois de novembre.



Ph: DR

Alors qu'Ibrahim Hemdani a décidé de se passer des services de Luca Zidane pour la double confrontation face au Togo, le jeune portier franco-algérien Kylian Belazzoug (Rennes) devrait, quant à lui, rejoindre la sélection olympique dirigée par Rafik Saïfi pour affronter l'Eswatini les 11 et 16 novembre prochains.

Concernant l'absence de Luca Zidane, le sélectionneur national a tenu à clarifier sa décision lors de la conférence de presse consacrée à l'annonce de sa liste. Hemdani a expliqué avoir privilégié Abdelatif Ramdane, Melvin Mastil et Oussama Benbot, trois gardiens qui offrent actuellement davantage de garanties en matière de temps de jeu et de régularité avec leurs clubs. Un choix essentiellement sportif, dicté par l'importance du rythme de compétition à ce poste. Zidane, le gardien de Leganés traverse en effet une période compliquée, marquée notamment par dix buts encaissés lors des quatre dernières rencontres de son équipe. L'arrivée d'un nouvel entraîneur a également modifié la hiérarchie, reléguant le portier de 28 ans à un rôle moins important. Déjà absent du précédent rassemblement en raison d'une suspension prononcée par la CAF, Luca Zidane devra retrouver sa place de titulaire pour espérer revenir chez les Verts. En parallèle, la sélection olympique pourrait accueillir un nouveau visage prometteur. Âgé de 20 ans, Kylian Belazzoug, pensionnaire du Stade Rennais, est attendu dans le groupe de Saïfi. Le jeune gardien avait déjà découvert l'environnement de la sélection A en septembre dernier, sous les ordres de Hemdani, en qualité de troisième portier, sans toutefois disputer de rencontre.

Avec son potentiel physique et sa taille avoisinant les deux mètres, Belazzoug représente un profil intéressant pour l'avenir. Son intégration chez les Olympiques s'inscrit dans une stratégie de développement et de préparation de la relève au poste de gardien. Ainsi, entre la mise à l'écart provisoire de Luca Zidane et la promotion de Kylian Belazzoug, les choix des staffs techniques illustrent une même priorité : la compétitivité immédiate et la préparation de l'avenir du football algérien.

Hakim S.

SELON LE COACH NATIONAL

La FAF poursuit ses efforts sur les Merah et Massolin

La Fédération algérienne de football (FAF) continue de suivre de près plusieurs jeunes talents susceptibles de renforcer les rangs de la sélection nationale. Parmi les profils particulièrement surveillés figurent Khalis Merah et Yanis Massolin, deux joueurs qui suscitent un intérêt grandissant auprès des responsables du football algérien.

Interrogé à leur sujet, lors de la conférence de presse de jeudi passé, le sélectionneur national, Ibrahim Hemdani, a apporté des précisions sur les démarches entreprises pour convaincre les deux joueurs de rejoindre les Verts. Le responsable a insisté notamment sur la qualité des échanges entretenus avec les deux éléments, tout en assurant que la fédération met tout en œuvre pour faciliter leur éventuelle arrivée en sélection. « Nous sommes en contact permanent avec les joueurs et nous faisons tout le nécessaire pour les convaincre et réunir les conditions appropriées afin de les convoquer en équipe nationale », a-t-il expliqué. Le sélectionneur a également confirmé que les deux joueurs font l'objet d'un suivi attentif de la part du staff algérien. Leurs prestations sont régulièrement observées afin d'évaluer leur progression et leur capacité à apporter un plus à la sélection. « Ce sont deux joueurs que nous suivons de très près. Nous avons visionné leurs matchs durant le week-end dernier et nous disposons de toutes les informations nécessaires en vue de leur convocation en équipe nationale », a-t-il ajouté.

Ces déclarations témoignent de la volonté de la FAF d'élargir son champ de prospection et de ne négliger aucun profil intéressant, notamment parmi les jeunes joueurs évoluant à l'étranger. L'objectif est de renforcer la concurrence au sein des différentes catégories de la sélection et de préparer l'avenir du football algérien. Pour Khalis Merah, joueur de Lyon, et Yanis Massolin, qui évolue en Serie A italienne, la prochaine étape sera donc déterminante. Si les discussions se poursuivent dans de bonnes conditions, une éventuelle convocation pourrait représenter une nouvelle opportunité pour les deux joueurs de franchir un cap dans leur carrière internationale.

Reste désormais à savoir si les efforts de persuasion de la fédération porteront leurs fruits et si les deux talents répondront favorablement à l'intérêt des Verts. Les supporters algériens suivront certainement ce dossier avec attention.

H. S.

NON CONVOQUÉ MALGRÉ SES BELLES PERFORMANCES AUX PAYS-BAS :

Elias Hamache reçoit un message encourageant du sélectionneur

Les jeunes talents algériens évoluant à l'étranger continuent de bénéficier d'une attention particulière de la part du nouveau staff technique de la sélection nationale. Parmi les profils suivis figure notamment Elias Hamache, jeune joueur du club néerlandais de Cambuur, qui pourrait prétendre à une place chez les Verts à condition de poursuivre sa progression. Interrogé sur la situation du joueur, le sélectionneur national Ibrahim Hemdani a confirmé que ses performances étaient suivies de près. Le technicien algérien a notamment laissé entendre que le jeune talent pourrait obtenir sa chance en équipe nationale s'il parvenait à maintenir le niveau affiché actuellement avec son club. Ce message constitue un encouragement pour Hamache, qui sait désormais que ses prestations ne passent pas inaperçues auprès des responsables de la sélection algérienne. Le sélectionneur souhaite manifestement élargir son champ d'observation et ne pas limiter ses choix aux joueurs déjà installés dans le groupe.

La démarche de Hemdani s'inscrit dans une volonté de préparer progressivement l'avenir des Verts, en accordant une attention particulière aux jeunes éléments susceptibles d'apporter de nouvelles solutions au collectif. Toutefois, le technicien ne semble pas vouloir précipiter les choses. La régularité, la progression et les performances en club resteront des critères importants avant toute décision concernant une éventuelle convocation.

Pour Elias Hamache, la porte de la sélection nationale est donc ouverte. À lui désormais de poursuivre sur sa lancée et de convaincre davantage le staff technique à travers ses prestations aux Pays-Bas.

Les supporters algériens suivront certainement son évolution avec intérêt, dans l'espoir de découvrir prochainement un nouveau visage capable de renforcer les rangs de l'équipe nationale. Le message de Hemdani est clair : les jeunes talents ont leur chance avec les Verts, mais ils devront la mériter sur le terrain.

H. S.

ABDERRAHMANE REBBACH

Le rêve en Vert devient enfin réalité

La convocation d'Abderrahmane Rebbach en équipe nationale d'Algérie n'est pas une simple récompense pour ses performances avec le Deportivo Alavés. Elle marque l'aboutissement exceptionnel du parcours d'un joueur qui a quitté son pays natal très jeune pour bâtir sa carrière loin des projecteurs, avant de se voir offrir l'opportunité d'enfiler le maillot des Fennecs, appelé pour la première fois par le sélectionneur national.

Né le 11 août 1998 à Blida, Abderrahmane Rebbach a quitté l'Algérie à l'âge de douze ans pour s'installer en Espagne, plus précisément à Vitoria dans le Pays basque. Contrairement à de nombreux internationaux algériens passés par les académies locales, son identité footballistique s'est forgée intégralement en Espagne. Son chemin vers le professionnalisme fut un véritable test de persévérance. Il a dû faire ses preuves dans les divisions inférieures espagnoles, évoluant d'abord dans des clubs locaux en troisième puis en quatrième division avec San Ignacio, construisant sa carrière étape par étape dans l'ombre. Le grand tournant s'est produit lors de la saison 2021-2022 avec l'équipe réserve du Deportivo Alavés. Fort de ses 16 buts inscrits, il a convaincu la direction du club de l'intégrer à l'équipe première en mai 2022. Dès lors, l'ailier a pris une nouvelle dimension, participant activement à la montée d'Alavés en Liga lors de la saison 2022-2023 et effectuant ses premiers pas dans l'élite du football espagnol à l'été 2023. Après un prêt enrichissant à Grenade en deuxième division, il est revenu s'imposer à Alavés, où il a déjà disputé 11 rencontres au cours de l'actuelle saison de Liga. Aujourd'hui, avec une valeur marchande estimée à 2,5 millions d'euros, le joueur polyvalent de 28 ans, capable d'évoluer sur les deux ailes ou en soutien de l'attaquant, récolte enfin les fruits de son travail acharné. L'enfant de Blida, parti en tant que jeune immigré, s'apprête aujourd'hui à retrouver sa terre natale par la plus grande des portes : celle de la scène internationale pour défendre les couleurs de l'Algérie.

HULL CITY

Bachir Belloumi en lice pour deux nouvelles récompenses

L'ailier international algérien Bachir Belloumi continue de briller de mille feux pour sa première saison dans l'élite du football anglais. Auteur de prestations de haute volée avec le club promu de Hull City, le joueur de 24 ans est nommé pour deux distinctions individuelles au titre du mois d'octobre, confirmant ainsi son ascension fulgurante en Premier League.

Sur la lancée de son excellent début de saison 2026-2027, le fils de la légende algérienne Lakhdar Belloumi figure parmi les nommés pour remporter le titre de Joueur du mois d'octobre de Hull City. Selon l'annonce du club du Yorkshire, il est en concurrence avec ses coéquipiers Oliver McBurnie, Semi Ajayi et Tim Iroegbunam. En parallèle, l'Algérien est également nommé pour le But du mois grâce à sa superbe réalisation tout en technique face à Everton lors de la sixième journée du championnat, une récompense que lui disputent McBurnie, Iroegbunam et Joe Gelhardt. Cette double nomination offre à Belloumi l'opportunité de rééditer son exploit du mois de septembre, durant lequel il avait déjà raflé ces deux mêmes trophées au sein de son club. Ses performances ne passent d'ailleurs pas inaperçues à l'échelle du championnat, puisqu'il avait même été nommé pour le titre de Joueur du mois de septembre de toute la Premier League, une distinction finalement attribuée à Pascal Groß. Statistiquement, l'impact du Fennec est indéniable. Depuis le début de l'exercice, il est impliqué dans cinq buts pour les « Tigers », cumulant trois réalisations et deux passes décisives. Au-delà de son efficacité, il impressionne par sa percussion balle au pied : avec 21 dribbles réussis, il est actuellement le deuxième meilleur dribbleur du championnat anglais, juste derrière le joueur de Manchester City Jérémy Doku et à égalité avec Mohammed Kudus.

Conséquence logique de ces performances XXL, la cote de Bachir Belloumi sur le marché des transferts a connu une ascension vertigineuse. Sa valeur marchande a récemment fait un bond impressionnant pour atteindre la barre des 18 millions d'euros, une belle récompense pour celui qui s'impose incontestablement comme l'une des révélations majeures de la saison en PL.

LIGUE EUROPA

L'OM fait chuter Leverkusen grâce à un éclair d'Amine Gouiri

L'Olympique de Marseille a débloqué son compteur en Ligue Europa ce jeudi soir en s'imposant sur la pelouse du Bayer Leverkusen (0-1) lors de la 4e journée de la phase régulière. Une rencontre au fort accent algérien, décantée dans le dernier quart d'heure par l'inévitable Amine Gouiri.



La BayArena a été le théâtre d'un réveil marseillais particulièrement précieux. Opposé à un Bayer Leverkusen redoutable sur ses terres, l'Olympique de Marseille a su faire le dos rond avant de piquer au meilleur des moments. Cette affiche européenne mettait d'ailleurs à l'honneur les talents algériens, avec pas moins de quatre joueurs titulaires au coup d'envoi : Ibrahim Maza sous les couleurs allemandes, faisant face à ses compatriotes Himad Abdelli, Amine Gouiri et Kelyann Bezahaf, alignés d'entrée par le club phocéen.

Dans un match âprement disputé, c'est logiquement l'homme fort de l'OM cette saison qui a fait basculer la rencontre. À la 77e minute, Amine Gouiri a pris ses responsabilités pour inscrire l'unique but de la partie d'une magnifique frappe enroulée. En signant sa première réalisation dans la compétition, l'ancien Rennais confirme son statut de joueur le plus décisif de l'effectif marseillais. Il totalise désormais 7 buts et 3 passes décisives en treize rencontres disputées cette saison, toutes compétitions confondues.

Les conséquences de ce résultat sont immédiates au classement. Grâce à ce succès arraché au forceps, l'Olympique de Marseille décroche enfin ses trois premiers points dans la compétition et se relance dans cette phase régulière.

À l'inverse, le Bayer Leverkusen connaît un coup d'arrêt : après avoir enchaîné trois victoires consécutives, le club allemand concède sa toute première défaite européenne de la saison.

MANCHESTER CITY

Le Barça prêt à relancer Rayan Aït-Nouri cet hiver



En manque de temps de jeu du côté de Manchester City, l'international algérien Rayan Aït Nouri suscite un vif intérêt en Catalogne. Le FC Barcelone envisagerait de le recruter dès cet hiver pour renforcer son couloir gauche, anticipant d'éventuels mouvements au sein de son effectif.

La situation délicate de Rayan Aït Nouri en Angleterre ne laisse pas les cadors européens indifférents. Âgé de 25 ans, le latéral gauche vit un début de saison particulièrement compliqué avec Manchester City, n'ayant pris part qu'à trois rencontres depuis la reprise. Ce faible temps de jeu pourrait légitimement le pousser à chercher une porte de sortie pour relancer sa carrière. Selon les informations du média espagnol Fichajes, la direction du FC Barcelone suit son profil de très près. Les décideurs catalans identifient l'Algérien comme une option prioritaire pour consolider leur défense, une piste qui prendrait tout son sens en cas de départ d'Alejandro Balde lors de la prochaine fenêtre des transferts.

Toutefois, le club blaugrana devra se préparer à des négociations serrées et à une rude concurrence s'il souhaite concrétiser cette piste. Manchester City aurait d'ores et déjà fixé le prix de son défenseur à environ 30 millions d'euros, une somme qui exigera un effort financier notable. De plus, le FC Barcelone n'est pas seul sur le coup puisque Manchester United surveille également la situation du joueur avec attention. L'avenir d'Aït-Nouri se jouera donc dans les prochaines semaines et dépendra autant des départs potentiels en Catalogne que de la capacité des prétendants à s'aligner sur les exigences des Citizens.

APRÈS SES DÉBUTS REMARQUÉS EN ÉCOSSE

Bouanani encensé par une légende des Rangers

Arrivé en prêt au sein du prestigieux club écossais des Glasgow Rangers, l'international algérien Badredine Bouanani n'a pas tardé à faire l'unanimité. Ses performances de haut vol, couronnées par une qualification en finale de la Coupe de la Ligue, lui ont valu les éloges appuyés de l'ancien buteur vedette du club, Kris Boyd.

Le jeune attaquant algérien s'adapte à une vitesse impressionnante aux exigences du football britannique. Déjà apparu à huit reprises sous ses nouvelles couleurs, le joueur prêté par Stuttgart a notamment brillé lors de la récente victoire en demi-finale face à Aberdeen. Élu homme du match, et ce même s'il n'a pas été directement impliqué sur l'unique but de la rencontre, son influence globale sur le jeu a été un facteur déterminant pour propulser son équipe vers la finale de la League Cup. Cette acclimatation express et son impact offensif ont rapidement séduit le public ainsi que la presse locale. Parmi ses nouveaux admirateurs figure Kris Boyd, figure historique des Rangers, qui connaît bien le talent algérien pour avoir autrefois partagé le vestiaire avec Madjid Bougherra. L'ancien attaquant écossais s'est montré très enthousiaste quant au profil technique de la nouvelle recrue : « Il a prouvé sa capacité à marquer des buts, c'est un joueur qui évolue bien sur les deux flancs. Il se sent à l'aise qu'il vienne de la droite ou de la gauche. »

Au-delà des qualités purement athlétiques, c'est surtout le mental et l'ambition du Fennec qui impressionnent les observateurs. Boyd a tenu à souligner cette force de caractère, précieuse dans les rencontres à forte pression : « Il a une bonne vision de jeu et je pense que l'on attend de ses grands joueurs qu'ils se démarquent dans les grands moments, et il semble avoir cet atout. Bouanani fait preuve d'une grande confiance en lui et il croit qu'il peut être l'homme qui fait la différence pour les Rangers. »

Porté par cette belle dynamique et cette reconnaissance de la part des grands noms du club, Badredine Bouanani semble avoir trouvé en Écosse le terrain d'expression idéal pour confirmer l'étendue de son potentiel.

USM ALGER

Achraf Abada clarifie son avenir et vise le sacre à Pretoria

À l'approche du choc face à Mamelodi Sundowns en finale de la Supercoupe, le défenseur de l'USM Alger, Achraf Abada, affiche une détermination sans faille. Faisant taire les rumeurs sur son avenir, le joueur réaffirme son engagement total envers son équipe et son ambition de ramener le trophée au pays. Conscient de l'enjeu qui attend les siens ce dimanche au stade Loftus Versfeld de Pretoria, Achraf Abada a tenu à souligner l'état d'esprit conquérant du groupe algérois. S'exprimant sur la page officielle du club, le défenseur a affiché un grand optimisme : « Notre voyage en Afrique du Sud n'a pas été facile, et notre objectif est de revenir en Algérie avec la victoire. » Mettant en avant l'expérience du club dans les grands rendez-vous, il a ajouté : « Tous les joueurs sont conscients de la responsabilité qui nous attend et nous travaillons comme un seul groupe pour revenir avec le trophée. L'USM Alger est reconnue pour ses finales, et nous espérons être à la hauteur des attentes de la direction et des supporters. » En parallèle de cette préparation cruciale, le joueur a catégoriquement démenti les récentes spéculations concernant un potentiel transfert. Concentré exclusivement sur ce grand rendez-vous continental, Abada a réitéré sa loyauté absolue envers la formation usmiste. « Je suis un joueur de l'USM Alger, et je m'efforce d'honorer mon contrat avec l'équipe », a-t-il clarifié, avant de préciser : « Je n'ai reçu aucun contact d'une autre équipe ou de la direction, et toute mon attention est actuellement portée sur notre prochain match.»

LIGUE 1 (9E JOURNÉE)

O. Akbou - JSK à l'affiche

Le derby de la Kabylie entre l'Olympique Akbou et la JS Kabylie constituera l'affiche de la 9e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, marquée également par le choc entre deux équipes en difficulté, l'US Biskra et l'ASO Chlef. Le leader, le CR Belouizdad (1er, 17 pts), qui reste sur un succès étriqué face à la JS Saoura (1-0), effectuera un déplacement chez l'ES Ben Aknoun (9e, 8 pts), dans un duel qui s'annonce indécis, même si le Chabab semble disposer d'un léger avantage. Invaincu jusque-là, le CRB sera appelé à éviter le piège de l'ESBA afin de conserver son fauteuil de leader. Le club de Laâqiba bénéficiera toutefois d'un atout non négligeable : les coéquipiers de Hocine Benayada retrouveront leur antre historique, le stade du 20-Août-1955, qui accueille cette saison les rencontres à domicile de l'ESBA. Les gars de Ben Aknoun, qui n'ont plus gagné depuis la première journée, lors de leur déplacement à Sétif (1-0), traversent une période difficile, avec un bilan de cinq matchs nuls et une défaite. Ce rendez-vous face au CRB revêt ainsi une importance particulière pour tenter de renouer avec la victoire. Les co-dauphins, le MC Alger et la JS Kabylie (16 pts), seront également en appel, respectivement face à la JS El-Biar (9e, 8 pts) et à l'Olympique Akbou (7e, 11 pts), avec un objectif commun : l'emporter pour préserver leurs places sur le podium, voire profiter d'un éventuel faux pas du CRB pour s'emparer de la première place. Auteurs de trois victoires consécutives, les " Canaris " se rendront à Akbou avec la ferme intention de poursuivre leur série positive, face à une formation de l'OA qui espère, de son côté, rester sur sa lancée et enchaîner un cinquième match sans défaite. Le MCA, invaincu jusque-là aura à cœur de s'imposer face à la JSEB. Le nouveau promu, irrégulier depuis le début de la saison, aura la lourde tâche de contenir les assauts du Doyen et d'éviter un troisième revers à domicile, après ceux concédés face à Akbou (0-2) et au CRB (2-3). Le MB Rouissat (5e, 14 pts), qui marque le pas après deux matchs nuls consécutifs, effectuera un déplacement périlleux sur les Hauts-Plateaux pour défier l'ES Sétif (9e, 8 pts), en quête de confirmation. Les gars d'Ouargla auront affaire à une équipe sétifienne qui reste sur une victoire à Chlef face à l'ASO (2-1), un succès qui lui a permis de mettre fin à une série de trois matchs sans victoire. Les Sétifiens, qui partiront avec les faveurs des pronostics, seront appelés à confirmer leur réveil. En face, le MBR tentera de revenir avec un résultat positif afin de se rapprocher du podium. Dans le ventre mou du classement, le CR Témouchent (8e, 9 pts), qui souffle le chaud et le froid, se rendra dans l'Est du pays pour croiser le fer avec l'USM Khenchela, premier club non relégable (13e, 5 pts), qui sera dans l'obligation de réagir. Les " Siskaoua ", battus lors des trois dernières journées, devront impérativement se ressaisir pour éviter de basculer dans la zone de relégation. Le CRT, de son côté, ambitionne de préserver sa série de trois matchs sans défaite et de se rapprocher de la première moitié du classement. Dans la course au maintien, l'US Biskra (15e, 3 pts) et l'ASO Chlef (14e, 4 pts), toutes deux en position de relégables, s'affronteront au stade de Zeribet El-Oued dans un duel à six points. Aucune des deux formations n'a encore goûté à la victoire cette saison. Biskra reste sur un match nul à Témouchent (1-1), tandis que Chlef vient de concéder une défaite face à l'ESS (1-2). Les deux équipes chercheront ainsi à décrocher leur premier succès de l'exercice pour tenter de quitter la zone rouge. Enfin, la JS Saoura, également concernée par la lutte pour le maintien (15e, 3 pts), n'aura plus droit à l'erreur à Béchar face au CS Constantine (12e, 7 pts), qui traverse une période particulièrement difficile, avec quatre défaites consécutives à son actif. Les Constantinois possèdent la défense la plus perméable du championnat, avec 17 buts encaissés en huit rencontres. A l'instar de l'US Biskra et de l'ASO Chlef, la JSS tentera de décrocher sa première victoire de la saison. Le match USM Alger-MC Oran est reporté à une date ultérieure, en raison de l'engagement des Algérois en Supercoupe d'Afrique, prévue dimanche face aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns, au stade Loftus Versfeld de Pretoria (14h00, heure algérienne).

Le programme
Samedi, 7 novembre 2026 :
Olympique Akbou - JS Kabylie 14h00
ES Sétif - MB Rouissat 17h45

Dimanche, 8 novembre 2026 :
USM Khenchela - CR Témouchent 14h00
US Biskra - ASO Chlef 14h00
JS El-Biar - MC Alger 14h00
ES Ben Aknoun - CR Belouizdad 17h45
JS Saoura - CS Constantine 17h45 (Huis clos)
USM Alger - MC Oran (reporté)

CANCER DE LA PROSTATE

Dépister tôt pour mieux prévenir les complications

Souvent silencieux à ses débuts, le cancer de la prostate peut évoluer pendant plusieurs années sans provoquer de symptômes.



Ph : DR

Le dépistage précoce, la reconnaissance des signes d'alerte et une prise en charge adaptée restent essentiels pour améliorer les chances de guérison. Le cancer de la prostate figure parmi les cancers les plus fréquents chez l'homme. Son risque augmente avec l'âge, particulièrement après 50 ans. Les antécédents familiaux constituent également un facteur de risque important, notamment lorsqu'un père ou un frère a été touché par la maladie. Pourtant, ce cancer peut se développer longtemps sans manifestation apparente, ce qui rend la détection précoce particulièrement importante. Contrairement à certaines idées reçues, les troubles urinaires ne sont pas systématiquement synonymes de cancer. Ils peuvent aussi être liés à une augmentation bénigne du volume de la prostate ou à une infection. Toutefois, certains signes doivent inciter à consulter : des difficultés à uriner, un besoin fréquent d'uriner, notamment la nuit, un jet urinaire faible ou interrompu, une sensation de vidange incomplète de la vessie ou encore la présence de sang dans les urines ou le sperme. À un stade plus avancé, des douleurs osseuses, notamment au niveau du dos et du bassin, peuvent également apparaître.

LE DOSAGE DU PSA, PREMIER OUTIL DE DÉTECTION

Le dépistage repose principalement sur le dosage sanguin du PSA (antigène prostatique spécifique), une protéine produite par la prostate. Un taux élevé peut orienter vers une anomalie, sans pour autant confirmer la présence d'un cancer. En effet, une infection ou une hypertrophie bénigne de la prostate peuvent également entraîner son augmentation. Le toucher rectal peut compléter cette première évaluation en permettant au médecin de rechercher une anomalie de la prostate. Il convient toutefois de rappeler que le dépistage systématique par dosage du PSA n'est pas recommandé à l'ensemble des hommes sans symptômes. La décision doit être prise après une discussion avec le médecin, en tenant compte de l'âge, des antécédents familiaux, des facteurs de risque et des bénéfices comme des limites de l'examen. Une vigilance particulière est notamment indiquée chez les hommes ayant des antécédents familiaux de la maladie.

Lorsqu'une anomalie est suspectée, le patient est orienté vers un urologue pour des examens complémentaires. Une IRM prostatique peut être réalisée afin de repérer d'éventuelles lésions et de guider les prélèvements. Les biopsies prostatiques permettent ensuite de confirmer ou d'écarter le diagnostic grâce à l'analyse des tissus prélevés. Une fois le cancer confirmé, un bilan d'extension permet de déterminer son stade et de vérifier s'il est localisé à la prostate ou s'il s'est propagé à d'autres organes.

DE LA CONFIRMATION DU DIAGNOSTIC AU CHOIX DU TRAITEMENT

La stratégie thérapeutique est alors définie en fonction de l'agressivité de la tumeur, de son évolution, de l'âge et de l'état général du patient. Plusieurs options sont possibles : la surveillance active pour les formes localisées à faible risque, la chirurgie pour retirer la prostate, la radiothérapie ou encore l'hormonothérapie, notamment lorsque la maladie est plus avancée. Dans certaines situations, plusieurs traitements peuvent être associés. L'enjeu est donc de parvenir à un diagnostic précis afin de proposer un traitement adapté à chaque patient, tout en évitant les interventions inutiles lorsque la maladie évolue lentement. D'où l'importance de ne pas banaliser les signes inhabituels et de consulter un professionnel de santé au moindre doute.

Ania N

OBÉSITÉ INFANTILE

L'OMS préconise une prise en charge globale dès le plus jeune âge

Face à la progression de l'obésité chez les enfants et les adolescents, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de publier ses premières recommandations mondiales consacrées à leur prise en charge. L'organisation privilégie une approche combinant alimentation équilibrée, activité physique et accompagnement comportemental, tout en mettant en garde contre le recours prématuré aux traitements médicamenteux et à la chirurgie. L'obésité infantile s'impose de plus en plus comme un enjeu majeur de santé publique. Selon les données de l'OMS, quelque 170 millions d'enfants et d'adolescents âgés de 5 à 19 ans vivaient avec cette maladie en 2024, dont 70 millions d'enfants âgés de 5 à 9 ans et 100 millions d'adolescents de 10 à 19 ans. Sa prévalence dans cette tranche d'âge a quadruplé depuis 1990, passant de 2 % à 8 %. Face à cette évolution, l'organisation a publié, le 7 octobre dernier, ses premières lignes directrices mondiales sur la prise en charge intégrée de l'obésité chez les enfants et les adolescents. Ces recommandations visent à aider les systèmes de santé et les professionnels à proposer un accompagnement adapté, fondé sur les données scientifiques et tenant compte des besoins de chaque enfant et de sa famille. L'OMS recommande en priorité des interventions structurées associant une alimentation adaptée, la pratique régulière d'une activité physique et des mesures visant à faire évoluer durablement les comportements.

ALIMENTATION, ACTIVITÉ PHYSIQUE ET ACCOMPAGNEMENT AU CŒUR DU TRAITEMENT

Ces programmes peuvent être proposés individuellement ou dans le cadre d'une prise en charge combinée, avec la participation des parents ou des personnes responsables de l'enfant. L'organisation déconseille le recours aux médicaments, à la chirurgie bariatrique et aux dispositifs de perte de poids chez les enfants âgés de moins de 10 ans. Pour les adolescents de 10 à 19 ans, certains traitements médicamenteux peuvent être envisagés uniquement lorsque les programmes supervisés associant alimentation, activité physique et accompagnement comportemental n'ont pas donné les résultats attendus. La chirurgie bariatrique reste, quant à elle, réservée à des situations d'obésité sévère et soumise à des conditions strictes. Au-delà de la prise de poids, l'obésité durant l'enfance peut avoir des répercussions durables sur la santé. Elle augmente notamment le risque de développer un diabète de type 2 et des maladies cardiovasculaires, parfois dès un âge précoce.

UNE MALADIE AUX CONSÉQUENCES PHYSIQUES ET PSYCHOLOGIQUES

Lorsqu'elle n'est pas prise en charge, elle peut également persister à l'âge adulte. L'OMS attire aussi l'attention sur ses conséquences psychologiques et sociales. Les enfants concernés peuvent être exposés à la stigmatisation, aux discriminations et au harcèlement, avec des répercussions sur leur estime de soi et leur bien-être mental. La prise en charge doit donc dépasser le seul objectif de perte de poids pour viser une amélioration globale de la santé et de la qualité de vie. Enfin, l'organisation souligne que le traitement des enfants déjà concernés ne suffit pas à enrayer la progression du phénomène. Elle appelle à agir également sur l'environnement dans lequel ils grandissent, en facilitant l'accès à une alimentation saine et à l'activité physique, avec une mobilisation des secteurs de la santé, de l'éducation, de l'urbanisme et de la protection sociale.

Ania N

CARAVANES MÉDICALES BÉNÉVOLES :

La solidarité sanitaire au plus près des populations éloignées

La sixième édition des caravanes médicales bénévoles destinées aux populations des Hauts-Plateaux et du Grand Sud a été lancée lundi dernier à Alger, avec pour objectif de rapprocher les soins des habitants des zones éloignées et d'améliorer leur accès à la prise en charge médicale. L'opération, qui se poursuivra jusqu'en janvier 2027, prévoit des interventions dans plusieurs wilayas, notamment les régions frontalières et les localités enclavées. La cérémonie de lancement s'est déroulée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en présence du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, et du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui. Organisée par le Réseau algérien des jeunes, en partenariat avec le ministère de la Santé et avec le concours d'entreprises publiques et privées, cette initiative mobilise d'importants moyens humains et matériels, dont une clinique mobile, des ambulances et des dizaines de médecins et responsables de services hospitaliers issus de plusieurs spécialités. Placée sous le slogan « Ensemble pour élargir la prise en charge sanitaire », la caravane sillonnera plusieurs wilayas, dont El Aricha, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Timimoun, Bir El Ater, Béchar, El Meniaâ, Naâma, Laghouat, Médéa et Mila.

RENFORCER LES SOINS DE PROXIMITÉ :

Intervenant à cette occasion, le ministre de la Santé a présenté cette opération comme « une traduction concrète des valeurs de solidarité nationale et d'entraide », rappelant que « l'amélioration de la couverture sanitaire et la garantie d'un accès équitable aux soins constituent des priorités de l'Etat ». Mohamed Seddik Aït Messaoudene a insisté sur « la nécessité de renforcer les actions de proximité, notamment en matière de prévention, de sensibilisation et de dépistage précoce ». Une attention particulière sera accordée aux populations des zones frontalières et enclavées ainsi qu'aux catégories vulnérables. Le ministre a également souligné « l'importance d'assurer la continuité de la prise en charge, à travers une meilleure coordination entre les équipes médicales itinérantes, les structures sanitaires locales et les établissements hospitaliers de référence ». L'ampleur des cinq précédentes éditions est illustrée par les chiffres communiqués lors de la cérémonie. Les caravanes ont permis de réaliser 65935 consultations et examens médicaux dans différentes spécialités, ainsi que 5028 interventions et actes chirurgicaux spécialisés. Le bilan fait également ressortir 4600 évaluations et examens psychologiques au profit des enfants et des personnes âgées, ainsi que 78 ateliers de formation destinés à 310 professionnels de santé exerçant dans les régions concernées.

LA JEUNESSE AU CŒUR DE LA MOBILISATION :

De son côté, le ministre de la Jeunesse a mis en avant « le rôle de la jeunesse dans cette dynamique de solidarité, estimant que son engagement constitue un levier important pour accompagner les politiques publiques, notamment dans le secteur de la santé ». M. Hidaoui a souligné « la complémentarité entre les institutions de l'Etat et la société civile, qui permet de rapprocher les prestations médicales des populations, y compris dans les zones les plus reculées ».Il a également appelé à « valoriser davantage les initiatives associatives et à renforcer leur contribution aux efforts nationaux, tout en insistant sur l'importance de disposer d'indicateurs permettant de mesurer les résultats et d'améliorer l'efficacité de ces actions ». Pour sa part, le président du Réseau algérien des jeunes, Adel Gana, a salué l'intérêt accordé par le président de la République aux initiatives portées par la jeunesse. Il a présenté les caravanes médicales comme une expérience de solidarité fondée sur la coordination entre les secteurs de la santé, les institutions publiques, les associations et les entreprises.

L. Zeggane



PAR MANEL SEGHILANI

DÉDIÉE AUX PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS

Lancement de la plateforme numérique « Insat »

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a lancé une nouvelle plateforme numérique baptisée « Insat », destinée à recueillir les préoccupations des citoyens, à en assurer le suivi et à faciliter leur prise en charge par les organismes concernés, dans le cadre des efforts visant à améliorer la qualité du service public.



Dans un communiqué rendu public mardi, Algérie Télécom Satellite a indiqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la démarche du ministère visant à renforcer la communication avec les citoyens et à faciliter la transmission de leurs doléances. La plateforme « Insat » permettra ainsi aux citoyens de faire parvenir leurs préoccupations aux instances concernées et de suivre leur traitement, en vue d'assurer une meilleure prise en charge de leurs différentes requêtes.

À cette occasion, Algérie Télécom Satellite a invité les citoyens à découvrir cette plateforme et à en tirer profit, soulignant que cette démarche contribue à « ancrer la culture de l'écoute et à améliorer la qualité des services publics ». La plateforme est accessible à travers le lien suivant : https://insat.mpt.gov.dz.

CYBERSÉCURITÉ

Quand l'IA ouvre la boîte de Pandore des failles informatiques

Les avancées de l'intelligence artificielle (IA) dans le domaine de la cybersécurité suscitent de nouvelles inquiétudes parmi les experts, qui mettent en garde contre les risques que cette technologie fait peser sur la sécurité des entreprises, des banques et même des particuliers. En effet, les agents d'intelligence artificielle sont désormais capables de détecter un nombre considérable de vulnérabilités dans les systèmes informatiques des entreprises et des institutions, entraînant une accumulation de failles que les spécialistes de la cybersécurité peinent à corriger dans les délais.

Le responsable des efforts de préparation et de sécurité cybernétique chez OpenAI, Fouad Matin, décrit cette situation comme une véritable « boîte de Pandore » de vulnérabilités. L'ampleur du phénomène est telle qu'il a dû reprendre le travail après seulement deux heures de sommeil, la nuit de son anniversaire, rapporte le quotidien américain The New York Times. Les modèles d'OpenAI ont notamment contribué à l'une des découvertes les plus importantes de ces dernières années dans le domaine de la cybersécurité, en permettant d'identifier deux failles dans le langage de programmation PHP, restées dissimulées pendant des décennies et susceptibles d'affecter de nombreux sites internet, y compris des plateformes gouvernementales à travers le monde.

DES VULNÉRABILITÉS QUI S'ACCUMULENT

Selon le New York Times, la liste des failles à corriger ne cesse de s'allonger. OpenAI a ainsi mobilisé plusieurs équipes pour prendre en charge les vulnérabilités détectées par ses outils d'intelligence artificielle dans les systèmes informatiques. L'entreprise a également consacré d'importantes capacités de calcul à l'identification et à la correction de ces problèmes. Le quotidien souligne que les entreprises spécialisées dans l'IA ont désormais une responsabilité croissante dans le suivi et la résolution de ces vulnérabilités. L'objectif est notamment de passer au crible le plus grand nombre possible de logiciels à travers le monde afin d'en identifier les faiblesses et de les corriger. L'ampleur des découvertes réalisées par OpenAI ces derniers mois est particulièrement importante. En mai dernier, l'entreprise a commencé à utiliser ses technologies pour examiner les logiciels open source. Depuis, ses modèles ont permis de détecter plus de 1 300 failles de sécurité. Un chiffre qui pourrait n'être qu'un début. Matteo Collina, directeur technique de la start-up Platformatic, estime, dans une déclaration au quotidien américain, que ces découvertes ne constituent que les premiers signes d'une vague beaucoup plus importante. Il prévient que la situation pourrait s'aggraver dans des proportions considérables, évoquant une multiplication par dix du phénomène. Face à cet afflux de vulnérabilités, Matteo Collina affirme travailler désormais sept jours sur sept et s'appuyer sur des agents d'intelligence artificielle pour l'assister dans ses tâches. « Plus personne ne sait à quoi ressemblera ce métier désormais », confie-t-il.

DES MILLIERS DE FAILLES DÉTECTÉES EN QUELQUES SEMAINES

Le phénomène dépasse largement le seul cas d'OpenAI. Plusieurs grandes entreprises technologiques ont, elles aussi, enregistré une hausse importante du nombre de vulnérabilités identifiées grâce à l'intelligence artificielle. Google a ainsi réussi à détecter et à corriger 1 072 failles dans son navigateur Chrome au cours du seul mois de juin, un bilan supérieur au nombre de vulnérabilités corrigées durant les deux années précédentes. De son côté, Microsoft a indiqué avoir publié, en octobre, 1 461 correctifs de sécurité destinés à combler des failles, contre 1 247 pour l'ensemble de l'année 2025. La plateforme Node.js, dont Matteo Collina contribue à assurer la maintenance, est également confrontée à cette situation. Elle a corrigé près de 50 vulnérabilités au cours de cette année, soit un nombre supérieur à celui enregistré lors de n'importe quelle autre année de son histoire. Ces découvertes viennent s'ajouter aux failles particulièrement préoccupantes identifiées dans PHP.

UN MÉTIER PROFONDÉMENT BOULEVERSÉ PAR L'IA

Le New York Times relève que la détection des vulnérabilités informatiques relevait autrefois d'un véritable savoir-faire humain, reposant essentiellement sur l'expérience, les compétences techniques et le sens de l'observation des spécialistes.

Avec l'automatisation croissante de ce processus, le rôle des experts en cybersécurité évolue progressivement vers la correction des erreurs détectées et l'encadrement des agents d'intelligence artificielle chargés d'y remédier. Si certains spécialistes considèrent ces nouvelles capacités comme une menace majeure pour le secteur de la cybersécurité, d'autres y voient, au contraire, une occasion de renforcer durablement la protection des systèmes informatiques.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Comment les médecins peuvent tirer profit de cette technologie

L'intelligence artificielle (IA) s'impose progressivement dans les différents secteurs à travers le monde, devenant un outil incontournable dans l'exercice de nombreuses professions. Au-delà des métiers liés à l'informatique, à la programmation ou aux activités administratives, cette technologie investit également des domaines qui reposent essentiellement sur des compétences manuelles et humaines, à l'image du secteur médical. Les médecins figurent ainsi parmi les professionnels susceptibles de tirer profit des capacités des différents modèles d'intelligence artificielle, notamment les grands modèles de langage (LLM). Ces outils peuvent intervenir à plusieurs niveaux de la pratique médicale, allant de l'aide au diagnostic à l'orientation thérapeutique, en passant par le suivi des patients et, dans certains cas, l'assistance aux interventions chirurgicales.

UNE PLATEFORME DÉDIÉE AUX PROFESSIONNELS DE SANTÉ

Dans un rapport relayé par le quotidien américain The New York Times, une plateforme d'intelligence artificielle spécialement conçue pour les médecins, baptisée « OpenEvidence », est présentée comme un outil d'aide à la prise en charge des patients. Elle permet notamment d'orienter le choix des traitements, de consulter les dossiers et rapports médicaux, de faciliter le diagnostic et de rappeler aux praticiens certaines hypothèses pathologiques nécessitant des vérifications complémentaires. Selon la même source, cette plateforme donne également accès aux informations médicales les plus récentes, en s'appuyant sur des références scientifiques fiables. Bien qu'elle soit encore expérimentale et que son accès ne soit pas ouvert à l'ensemble des médecins à travers le monde, elle offre un aperçu des multiples applications de l'IA dans la pratique médicale.

AMÉLIORER LE DIAGNOSTIC ET L'UTILISATION DES MÉDICAMENTS

De son côté, un rapport publié par Coursera, plateforme spécialisée dans l'enseignement à distance, met en avant plusieurs applications concrètes de l'intelligence artificielle, notamment l'amélioration du diagnostic et l'optimisation de l'utilisation des médicaments. Les médecins peuvent notamment recourir aux outils d'IA accessibles au grand public, à condition de les entraîner et de les paramétrer en fonction de leurs besoins. Cette démarche consiste, entre autres, à leur fournir des références médicales fiables et à encadrer leurs réponses à partir de sources scientifiques vérifiées. Sur cette base, les modèles peuvent proposer des pistes thérapeutiques, en s'appuyant sur les ouvrages et références médicales qui leur sont fournis, tout en les confrontant aux études scientifiques et aux dernières avancées pharmaceutiques disponibles en ligne.

ALORS QUE MACRON ATTEINT UN RECORD HISTORIQUE D'IMPOPULARITÉ

ACT IV des manifestations aujourd'hui en France

Après la journée de mobilisation massive jeudi, jour de la grève nationale à laquelle ont appelé les syndicats et à des manifestations à travers les villes de France, dont Paris qui a connu une participation de plus d'un million de personnes, contre la cherté de la vie et la chute du pouvoir d'achat, le chef de l'exécutif Sébastien Lecornu a annoncé la tenue, lundi, d'une «conférence sociale» à Matignon avec syndicats et patronat.



Ph : DR

Les organisations de jeunesse et gilets jaunes ont annoncé de nouvelles actions de mobilisation, aujourd'hui, pour leur «acte IV», à travers le pays. Jeudi, jour de la grande mobilisation citoyenne et manifestations ayant connu une participation importante dépassant en nombre, à Paris, celui de la mobilisation du 17 octobre dernier, le sondage publié, jeudi révèle que le président Emmanuel Macron a atteint « un record historique d'impopularité » avec 13% de confiance.

Selon un sondage Elabe pour Les Échos dans son édition de jeudi, « seuls 13% des Français font confiance à Emmanuel Macron », en baisse de quatre points en un mois et de 11 depuis août. Avec 82% de défiance, le président atteint un record historique d'impopularité, dépassant François Hollande, tombé à 14% en novembre 2016. Après la forte mobilisation de jeudi, pour les salaires et le pouvoir d'achat, le Premier ministre Sébastien Lecornu a annoncé une conférence sociale ce lundi à Matignon, avec les Syndicats et patronat, tandis que de nouvelles manifestations sont déjà prévues aujourd'hui, notamment de la jeunesse et des gilets jaunes, en l'absence notamment de réponses concrètes aux revendications du mouvement lycéen, lancé depuis plus d'un mois. La journée de jeudi a été d'une forte pression sur l'exécutif, notamment par la mobilisation de 575 000 personnes selon le ministère de l'Intérieur, plus de 1,5 million d'après d'après la Confédération générale du travail (CGT). Dans la foulée, Matignon a confirmé la tenue d'une « conférence sociale » destinée à « apporter des réponses aux questions de pouvoir d'achat et de salaires ».

Le ministre du Travail Jean-Pierre Farandou doit finaliser, demain dimanche, la veille du rendez-vous de Matignon, « les concertations engagées », estimant « important » d'essayer de franchir « la barre des 1 500 euros net » pour le Smic, aujourd'hui fixé à 1 477,93 euros, éventuellement dès le 1er décembre.

L'INTERSYNDICALE ANNONCE DÉCIDER DES SUITES DE LA MOBILISATION À L'ISSUE DE LA RÉUNION DE LUNDI

Les syndicats réclament pour leur part 100 à 150 euros de hausse nette. Marylise Léon, secrétaire générale de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), a salué sur RTL une participation « de plus d'un million » et exigé « des réponses à la hauteur ». Elle a rappelé la demande d'une revalorisation de 100 euros du Smic et de « vraies dynamiques salariales », tout en appelant le gouvernement à ne pas attendre la présidentielle. Denis Gravouil, membre de la direction de la CGT depuis 2016, entend mettre la pression sur l'exécutif : « Il ne faut pas qu'on sorte avec des miettes ». L'intersyndicale a indiqué qu'elle déciderait des suites de la mobilisation à l'issue de la réunion du 9 novembre, déplorant l'absence de rendez-vous spécifiques pour les fonctionnaires et les jeunes. La colère ne devrait pourtant pas retomber.

Des organisations de jeunesse et des gilets jaunes annoncent de nouvelles actions aujourd'hui, jour de l'« acte IV » de leur mouvement lancé le 17 octobre. Les responsables syndicaux insistent, eux sur une seule « avancée concrète » aux revendications sur les salaires pour enrayer la contestation et le patronat, de son côté, « reste opposé à toute hausse substantielle du Smic ». La rencontre du 9 novembre s'annonce non seulement tendue mais encore loin pour apaiser le front des colères et de la contestation sociale et de la jeunesse et la rue renoue aujourd'hui avec à un nouveau rendez-vous de mobilisation des lycéens et de leurs soutiens, famille éducatif, parents et citoyens, à travers les villes de France.

R. I.

BELGIQUE

Le roi rejette la démission du PM et appelle à la reprise des négociations budgétaires

Le roi Philippe de Belgique a rejeté hier,la démission du Premier ministre Bart De Wever et lui a demandé « de reprendre immédiatement les négociations budgétaires », a indiqué le Palais royal dans un communiqué, alors que la coalition au pouvoir dans le pays peine à parvenir à un accord sur les finances publiques. Cette décision fait suite à des entretiens entre le roi et les dirigeants des cinq partis de la coalition au pouvoir, qui ont tous réaffirmé leur détermination à parvenir à un accord sur un plan budgétaire solide pour les trois prochaines années. Les cinq chefs de parti se sont également engagés formellement à faire des concessions pour parvenir à un accord au sein du gouvernement, selon le communiqué. Le roi a souligné l'importance de trouver un équilibre entre le maintien de la cohésion sociale et la promotion de la croissance économique, chaque chef de parti s'engageant à privilégier le compromis et le sens des responsabilités. Sur la base de ces assurances, le roi a rejeté la démission de De Wever et a exigé la reprise immédiate des négociations budgétaires. De Wever doit faire rapport au roi le 16 novembre. De Wever a présenté sa démission lundi après l'échec des négociations budgétaires au sein de la coalition de cinq partis. Le roi a différé sa décision et a ensuite consulté les chefs des partis de la coalition. La coalition cherche à conclure un accord sur 10 milliards d'euros (environ 11,17 milliards de dollars américains) de réductions de dépenses et d'augmentations d'impôts pour renflouer les finances publiques, mais reste divisée sur l'équilibre entre les deux. Le parti nationaliste flamand N-VA de De Wever et le parti libéral MR sont favorables à une plus grande maîtrise des dépenses, notamment dans le domaine de la santé, tandis que leurs partenaires de coalition socialistes et centristes souhaitent qu'une part plus importante de l'ajustement budgétaire provienne des impôts sur la fortune.

R. I.

DES RECOMMANDATIONS POUR CONSTITUER UNE RÉSERVE D'ESPÈCES

Eventuelles difficultés pour accéder à son argent en cas de crise financière

Selon L'Infiltré, des dirigeants d'entreprises, notamment du CAC 40, auraient recommandé à leurs équipes de constituer une réserve d'espèces en cas de crise financière dans les prochains mois. D'après la même source, l'économiste Jacques Attali ferait part au tout-Paris de son inquiétude quant à un risque de suspension des retraits bancaires.

La France est-elle à l'aune d'une crise financière majeure ? Alors que les camps politiques s'écharpent autour de la situation financière du pays, en vue des présidentielles prévues au printemps 2027, certains redoutent qu'elle puisse déraper avant cette échéance électorale. Selon des informations de L'Infiltré, « plusieurs dirigeants d'entreprise, notamment du CAC 40, ont alerté leurs équipes et leurs interlocuteurs sur le risque d'une crise financière avant la présidentielle », recommandant pour certains de « constituer une réserve d'espèces pour quelques mois ». Toujours d'après ce jeune hebdomadaire, Jacques Attali, énarque octogénaire connu pour avoir travaillé pour François Mitterrand et conseillé plusieurs autres présidents de la Ve République, « exprime dans les dîners en ville sa vive inquiétude face au risque d'une suspension des retraits bancaires ». « Ce qu'on redoute, c'est une période où l'on rencontrerait des difficultés pour accéder à son argent », a déclaré au média un dirigeant d'une entreprise cotée en Bourse. Un scénario qui n'est pas sans rappeler celui vécu par les Grecs, lorsqu'en juin 2015, après l'échec des négociations entre Athènes et ses créanciers, les banques avaient été fermées et les retraits de capitaux contrôlés.

UN ÉTAT FRANÇAIS QUI PLOIE SOUS LE POIDS DE SA DETTE

Une situation qui avait été moins pire que celle, deux ans plus tôt, vécue par les Chypriotes, où Bruxelles et le Fonds monétaire international avaient conditionné leur aide financière à la ponction des comptes bancaires. Un plan rejeté en mars 2013 par le Parlement de Chypre. Quelques mois plus tard, les comptes de plus de 100 000 euros essuyaient de lourdes pertes. Sur les marchés obligataires, avec des taux au plus haut depuis une quinzaine d'années, la dette française attire de moins en moins. Le pays en vient même à être désigné par des observateurs étrangers comme le nouvel « homme malade de l'Europe ». Une dégradation de la situation financière du pays qui se traduit dans les budgets : L'Infiltré rappelle ainsi qu'en France la charge de la dette est passée de 62,6 milliards d'euros budgétisés pour 2026 à 72,9 milliards dans la copie gouvernementale du budget 2027. Un surcoût de plus de 10 milliards qui vient directement impacter « les arbitrages sur les autres dépenses de l'État ». Auprès du média numérique, un ex-ministre de l'Économie confie ainsi que la prochaine équipe à prendre les rênes du pays pourrait « avoir à gérer une urgence avant même d'avoir engagé son programme ».

R. I.

LA PORTE-PAROLE DU MAE RUSSE, ZAKHAROVA

«La Russie ne constate aucun progrès dans ses relations avec les États-Unis»

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a déclaré qu' »aucun progrès substantiel n'avait été réalisé en vue de la normalisation des relations avec les États-Unis ». Répondant à une question sur les relations russo-américaines lors d'un point de presse jeudi, Zakharova a déclaré que le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, avaient discuté de questions bilatérales et de domaines de coopération dans le cadre de structures multilatérales, notamment les Nations Unies, le G20 et l'APEC. Toutefois, aucun progrès tangible n'a été réalisé, comme la restitution des biens diplomatiques russes confisqués et la reprise des vols directs entre les deux pays, a-t-elle déclaré. Zakharova a ajouté que le dialogue avec les États-Unis à différents niveaux s'était poursuivi de manière généralement professionnelle.

R. I.

LE JOURNALISTE ANDREÏ ROUDENKO, SUR LE RÉARMEMENT DE L'ALLEMAGNE

« La région de la Baltique pourrait devenir l'une des zones les plus militarisées d'Europe »

Les achats annoncés pour la 45e brigade allemande en Lituanie n'impliquent pas une préparation frénétique à une attaque immédiate de la Russie mais plutôt « une mise en scène destinée à produire un effet politique » selon Andreï Roudenko, journaliste à la chaîne russe VGTRK, dans son analyse sur le réarmement de l'Allemagne.



Ph : DR

L'Allemagne a décidé de faire de la 45e brigade blindée en Lituanie 'la vitrine de la Bundeswehr, rapporte le médias allemand Bild, indiquant que « Berlin est en train d'équiper la brigade avec de nouveaux chars, des drones de reconnaissance et de frappe ». Il est en outre prévu de livrer des lance-roquettes multiples MARS-3, de moderniser les chasseurs Eurofighter pour la guerre électronique et de développer le missile de croisière Taurus Neo.

ÉCHÉANCE FIXÉE : L'ÉQUIPER COMPLÈTEMENT D'ICI 2029.

Il semble que l'Allemagne veuille transformer la Bundeswehr d'une armée « de papier » en une force véritablement apte au combat. Et la brigade Lituanie fait partie du plan. Mais est-ce le cas ? La logique allemande est claire. Premièrement, l'Allemagne a pris conscience qu'elle était totalement sans défense. La Bundeswehr souffre chroniquement d'une pénurie de munitions, d'équipements, de défense aérienne et d'armes à longue portée. C'est pourquoi les dépenses de défense augmentent : de 62,4 milliards d'euros en 2025 à 82,7 milliards d'euros en 2026, et il est prévu qu'elles atteignent 152 milliards d'euros d'ici 2029. Deuxièmement, pour l'Allemagne, c'est aussi une question de poids politique. La brigade permanente en Lituanie est un symbole de la prise en charge par Berlin non seulement d'une responsabilité financière, mais aussi militaire pour la sécurité dans les pays baltes. Et cela concerne l'un des éléments clés de l'armée : la 45e brigade blindée, qui est déployée en permanence en Lituanie pour renforcer le flanc oriental de l'OTAN. Sa composition principale repose sur le 203e bataillon blindé et le 122e bataillon d'infanterie mécanisée avec des chars Leopard 2A6 et des véhicules de combat d'infanterie Puma. La brigade devrait être pleinement opérationnelle d'ici la fin 2027, avec un effectif d'environ 5 000 militaires. Les exercices Freedom Shield 2026 impliquant 2 900 militaires et 800 unités d'équipement de huit pays ont montré que la brigade était déjà au stade de la formation finale. Il faut toutefois garder à l'esprit que le pays lui-même a une vulnérabilité majeure : l'exécution. Après tout, il est plus facile d'annoncer un achat que de pourvoir des unités, former des équipes, rassembler du matériel et constituer des stocks de munitions. La même 45e brigade a signalé de graves difficultés de recrutement, avec seulement environ 10 % des volontaires nécessaires. Cela signifie que la puissance militaire allemande sait croître plus rapidement sur le papier qu'en réalité.

LES ALLEMANDS NE SEMBLENT JUSTEMENT PAS ADOPTER UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE DANS LE RÉÉQUIPEMENT DE LEUR APPAREIL MILITAIRE ET NE DISPOSENT PAS DE PLANIFICATION À LONG TERME

Mais voici venir le cœur du problème : il ne s'agit ici que d'une seule brigade. Le secteur allemand de la défense est vraiment impressionnant : il compte des entreprises de premier plan, comme Rheinmetall, KNDS Deutschland, ThyssenKrupp Marine Systems, Diehl Defence et bien d'autres encore. Elles produisent presque toute la gamme d'armements : des chars et des navires à l'aviation et aux systèmes de défense antiaérienne, sans oublier l'électronique militaire spatiale et l'intelligence artificielle. Mais les entreprises qui fabriquent d'excellentes armes sont une chose, et le complexe militaro-industriel de l'État, en tant que système fermé garantissant la sécurité du pays, en est une autre. Or, les Allemands ne semblent justement pas adopter une approche systémique dans le rééquipement de leur appareil militaire et ne disposent pas de planification à long terme. Il n'y a que la prise de conscience que l'Allemagne est faible et qu'il faut y remédier. La décision d'« enjoliver » une brigade est situationnelle et ressemble davantage à un projet commercial, doté d'une équipe de responsables, de points d'entrée et de sortie, ainsi que d'objectifs à atteindre. Voilà pourquoi les achats annoncés pour la 45e brigade en Lituanie n'impliquent pas une préparation frénétique à une attaque immédiate de la Russie. Ils constituent plutôt une mise en scène destinée à produire un effet politique. Berlin est parfaitement conscient que la Russie n'envisage pas d'attaquer les pays baltes. Les Allemands savent aussi à quel point l'armée russe est puissante aujourd'hui et qu'un affrontement hypothétique entre les forces armées des deux pays n'augurerait rien de bon pour l'Allemagne. Cependant, son comportement ne peut pas être qualifié de rationnel, car le renforcement de la présence militaire en Lituanie alertera la Russie, accroîtra la méfiance réciproque et poussera Moscou à prendre des mesures symétriques. La région de la Baltique pourrait ainsi rapidement devenir l'une des zones les plus militarisées d'Europe. Et lorsqu'un endroit regorge de barils de poudre, il ne faut parfois qu'une seule étincelle.

A.Roudenko, journaliste à la chaîne VGTRK

LE PORTE-PAROLE DU MAE CHINOIS GUO JIAKUN

«La remilitarisation inconsidérée du Japon menace gravement la paix et la stabilité régionales»

La remilitarisation inconsidérée du Japon et ses violations répétées de sa politique « exclusivement axée sur la défense » menacent gravement la paix et la stabilité régionales et remettent en cause l'ordre international d'après-guerre, a déclaré jeudi le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Guo Jiakun. Guo a fait ces remarques lors d'une conférence de presse régulière, en réponse à une question concernant les informations récentes selon lesquelles le gouvernement japonais s'apprêterait à approuver en décembre la mise à jour des trois documents de sécurité.

Selon certaines sources, le Japon continuera de considérer la Chine comme son « principal défi stratégique » dans ces documents actualisés et doublera quasiment ses dépenses de défense au cours des cinq prochaines années, pour atteindre un total de 70 à 80 000 milliards de yens. Soulignant que la volonté du Japon de réviser rapidement les trois documents de sécurité, d'augmenter ses dépenses militaires et de développer ses capacités offensives en dit long sur son programme d'accélération de la remilitarisation, Guo a déclaré que le soi-disant « plus grand défi stratégique » n'est rien d'autre qu'un prétexte pour le Japon de se lancer dans une expansion militaire au nom de la défense. « Nous avons constaté qu'au Japon, l'inquiétude grandit quant à la distorsion de son image de "nation éprise de paix" et aux graves conséquences que cela a eues sur l'économie et les moyens de subsistance de la population », a déclaré Guo. « Historiquement, les militaristes japonais ont commis des crimes abominables et infligé d'immenses souffrances aux populations de la région Asie-Pacifique et au-delà. Ces leçons restent vives et ne doivent pas être oubliées », a ajouté Guo.

La communauté internationale doit rester en état d'alerte maximale et s'unir pour contrer la dangereuse tendance observée au Japon, a déclaré le porte-parole.

R. I.

BUDGET 2027 EN FRANCE

l'Assemblée rejette à l'unanimité le projet de loi de finances

L'Assemblée nationale a rejeté le 4 novembre, par 458 voix contre et zéro pour, la partie recettes du projet de loi de finances pour 2027. Le texte, profondément amendé, part au Sénat dans sa version initiale. Après plus de deux semaines de débats houleux, les députés ont massivement retoqué en première lecture le volet recettes du budget de l'État pour 2027. Le vote unanime au parlement entraîne le rejet global du texte, qui sera transmis au Sénat sans examen de la partie dépenses. Il inaugure une séquence budgétaire à haut risque pour le gouvernement. Un texte dénaturé, rejeté par tous les groupes parlementaires « Il était mauvais à l'origine, il le reste à l'issue des débats », a réagi dans l'hémicycle le député LFI Éric Coquerel, président de la commission des finances, juste avant le vote survenu en fin de soirée mercredi. Ayant réuni 458 voix contre issues de tous les groupes politiques, y compris ceux soutenant le gouvernement et le président Macron et seulement deux abstentions au sein du groupe communiste et ultramarin.

R. I.

LA DATA CENTER VALLEY DU KAZAKHSTAN

Il devrait générer 3 milliards de dollars d'exportations annuelles

Le projet de Data Center Valley du Kazakhstan devrait générer environ 3,1 milliards de dollars américains de recettes d'exportation annuelles, a déclaré hier, le service de presse du Premier ministre kazakh. Selon un communiqué citant les estimations du cabinet de conseil international KPMG, « l'investissement total au Kazakhstan sur la durée de vie opérationnelle estimée à 20 ans des centres de données devrait atteindre 115 milliards de dollars ». La première phase du projet prévoit la construction de trois centres de données d'une capacité totale de 304 mégawatts. Ces installations, d'une capacité respective de 68 MW, 164 MW et 72 MW, devraient entrer en service au cours des deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2027. Pour la deuxième phase, des accords préliminaires ont été signés avec des entreprises pour le déploiement d'une capacité de calcul de 480 MW, potentiellement extensible à 620 MW. Des négociations sont également en cours avec d'autres entreprises pour développer une capacité supplémentaire de 240 MW, potentiellement extensible à 420 MW.

« La capacité totale du projet devrait atteindre 1 gigawatt d'ici 2029 », indique le communiqué. Avec un investissement prévu de 10 milliards de dollars, le projet Data Center Valley vise à « établir un cluster informatique à grande échelle équipé de 100 000 unités de traitement graphique », selon une annonce gouvernementale antérieure.

R. I.

FINI L'EXPORTATION BRUTE

L'Afrique veut enfin profiter de ses minéraux verts

Des experts et des décideurs politiques africains ont appelé à une mobilisation plus forte des ressources nationales et à un renforcement des capacités industrielles afin de transformer la richesse minérale verte du continent en gains économiques.



Ph: DR

Cet appel a été lancé lors de l'atelier africain sur les minéraux verts, qui s'est conclu mercredi au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, afin d'exploiter les minéraux verts, de renforcer les chaînes de valeur régionales et d'accélérer une industrialisation inclusive et durable en Afrique. Organisée par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), cette réunion continentale de trois jours a rassemblé des représentants gouvernementaux et des Nations Unies, des experts et des praticiens de l'industrie, ainsi que des dirigeants du secteur privé afin d'examiner comment les ressources minérales de l'Afrique peuvent favoriser une plus grande valeur ajoutée, des industries régionales plus fortes, des politiques coordonnées et un développement durable.

LE CONTINENT « NE CAPTE QU'UNE FRACTION DE LA VALEUR ÉCONOMIQUE INHÉRENTE »

Les participants ont indiqué que l'Afrique possède des richesses minérales estimées à 29 500 milliards de dollars américains, constituant une part importante des réserves minérales mondiales connues, notamment des parts dominantes en cobalt, en éléments du groupe platine, en manganèse et en roche phosphatée, ainsi que d'importantes ressources en cuivre, en or, en lithium, en graphite, en bauxite et en terres rares. Bien que cette richesse minérale soit essentielle à la transition énergétique mondiale et à l'industrialisation, au développement des infrastructures, à la sécurité alimentaire et à la transformation de l'économie numérique de l'Afrique, les experts soulignent que le continent « ne capte qu'une fraction de la valeur économique inhérente à cette dotation », car il continue d'exporter des matières premières tout en important des produits transformés. S'exprimant lors de la session, Cosmas Ochieng, directeur de la division Changement climatique, sécurité alimentaire et ressources naturelles de la CEA, a souligné l'urgence de la transition vers une énergie propre dans un contexte climatique complexe.

« Compte tenu de ses ressources en minéraux critiques, la transition énergétique mondiale offre à l'Afrique une opportunité unique : celle de développer des industries vertes compétitives, d'approfondir les chaînes de valeur régionales et de créer des emplois et des moyens de subsistance durables pour sa population », a déclaré Ochieng. « Mais les ressources ne sont pas une fatalité, et la richesse minérale à elle seule ne garantit pas le développement. » Soulignant que la manière dont l'Afrique exploite ses ressources en minéraux critiques constitue « le défi fondamental du développement de notre époque », il a déclaré que cette réunion envisage de transformer les ressources minérales en prospérité partagée et la proximité géographique en connectivité industrielle. Les données de l'ONU montrent que la demande en minéraux essentiels à la transition énergétique devrait presque tripler d'ici 2030 et quadrupler d'ici 2040. Les principaux obstacles empêchant l'Afrique de convertir ses richesses minières en actifs industriels productifs découlent principalement d'un manque de connaissances sur les ressources minérales, notamment de l'incapacité à évaluer efficacement la disponibilité, la qualité et l'accessibilité des données géoscientifiques et économiques nécessaires à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes. La CEA a indiqué que cet atelier s'inscrit dans le cadre d'efforts combinant recherche sur les politiques, outils pratiques et collaboration avec les gouvernements et les partenaires afin d'aider les pays africains à utiliser leurs ressources minérales pour la valorisation, la production régionale, la création d'emplois et de meilleures perspectives économiques.

R. I.

EGYPTE

Les recettes du canal de Suez augmentent de 94 % en octobre par rapport à l'an passé

Le trafic à travers le canal de Suez en Égypte a continué de se redresser en octobre, avec des recettes en hausse de 94 % sur un an à 724 millions de dollars américains, a déclaré jeudi le président de l'Autorité du canal de Suez (SCA), Osama Rabie. Rabie a déclaré que 1 490 navires, représentant un tonnage net total de 88 millions de tonnes, ont transité par le canal en octobre, ce qui représente des augmentations annuelles de 32 % en nombre de navires, de 86 % en tonnage net et de 94 % en recettes, selon un communiqué de la SCA. Rabie s'est montré optimiste quant aux performances du canal, s'attendant à ce que cette tendance positive se poursuive à mesure que la plupart des lignes maritimes internationales reprennent le transit par cette voie navigable. Il a déclaré que ce rétablissement témoigne du rôle essentiel du canal pour garantir la durabilité et la stabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales malgré les défis géopolitiques régionaux. Depuis novembre 2023, les problèmes de sécurité en mer Rouge ont incité de nombreuses compagnies maritimes internationales à détourner leurs navires du canal de Suez et à les faire passer par le cap de Bonne-Espérance, en Afrique.

R. I.

SOMALIE

Les forces américaines se retirent de la base aérienne stratégique Baledogle

L'AFRICOM n'a pas directement commenté le retrait, se contentant d'indiquer qu'il procédait à un repositionnement de ses forces «afin d'optimiser les opérations antiterroristes en cours», alors que la presse américaine estime qu'un tel retrait pourrait signifier un changement dans la nature de la présence américaine en Somalie. Les troupes américaines présentes sur la base aérienne de Baledogle en Somalie se sont retirées du poste avancé stratégique, servant de plaque tournante pour les opérations antiterroristes dans la Corne de l'Afrique, indique le site d'information militaire Stars and Stripes, le 3 novembre, citant des rapports de presse de médias somaliens publiés la veille. La base constituait un centre pour recueillir des renseignements et pour soutenir les efforts de lutte contre les éléments du mouvement terroriste somalien Al-Shabab

L'AFRICOM S'ABSTIENT DE COMMENTER DIRECTEMENT LE RETRAIT ET ÉVOQUE « UN REPOSITIONNEMENT DES TROUPES »

Le commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM) n'a pas souhaité commenter directement le départ des troupes du site somalien. « Dans un souci de sécurité opérationnelle, nous ne communiquons pas les détails des opérations en cours », a déclaré le porte-parole de l'AFRICOM, dimanche dernier, mais a tout de même précisé que le commandement « repositionne ses forces afin d'optimiser les opérations antiterroristes en cours ». L'AFRICOM n'a divulgué aucune information sur le nombre de militaires déployés sur la base, ni sur les effectifs concernés par le retrait signalé et le lieu de leur redéploiement

LA PRÉSENCE DES TROUPES AMÉRICAINES EN SOMALIE CHANGERAIT-ELLE DE NATURE ?

D'après Stars and Stripes, le retrait de Baledogle pourrait marquer un tournant notable de la présence américaine dans la région. En mai 2025, les Forces opérationnelles interarmées combinées Corne de l'Afrique (CJTF-HOA) ont investi dans des infrastructures militaires à Baledogle, avec notamment la construction d'un centre médical et l'amélioration des logements et de la sécurité. Les investissements devaient soutenir une présence durable et développer l'aérodrome « en tant que site pérenne », selon la CJTF-HOA. **R. I.**

MALI

Ouverture de la 5em édition du Salon des médias

Bamako accueille la cinquième édition du Salon des médias du Mali, consacrée à la viabilité économique du secteur et à la professionnalisation des médias sociaux. L'événement se tient sous le haut patronage du ministre des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, avec la participation de la chaine TV russe (RT), sponsor du Salon. La cinquième édition du Salon des médias du Mali a ouvert ses travaux jeudi, à Bamako et se poursuivra jusqu' à demain dimanche. Ce rendez-vous annuel réunit des professionnels des médias, de l'information et de la communication autour de panels, d'expositions et d'échanges consacrés aux défis et aux perspectives du secteur médiatique, au Mali comme ailleurs. Placée sous le thème « La professionnalisation des médias sociaux et la viabilité économique des médias », cette édition se tient sous le haut patronage du ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop. La cérémonie d'ouverture, organisée au Palais de la Culture de Bamako, a été présidée par le ministre de la Communication, de l'Économie numérique et de la Modernisation de l'administration, Alhamdou Ag Ilyène. Lors de son intervention, Abdoulaye Diop a salué plusieurs personnalités du monde de la presse et de la diplomatie, rendant notamment hommage à « la présence massive et importante » de RT en français, « en tant que partenaire, mais aussi en tant qu'acteur important ».

« L'INFORMATION, UN ENJEU DE SOUVERAINETÉ ET DE SÉCURITÉ »

Dans un contexte de profondes mutations géopolitiques, Abdoulaye Diop a appelé les professionnels des médias à une « démarche proactive de la profession dans le cadre d'une autorégulation », en complément des efforts gouvernementaux. Face à la désinformation, aux manipulations et à « l'apologie du terrorisme dans certains cas », il a rappelé que l'information était devenue « un enjeu de souveraineté », de sécurité, de cohésion nationale et d'influence. Pour le ministre, le Salon des médias du Mali constitue également une occasion de réfléchir aux transformations de notre époque et aux perspectives qu'elles ouvrent au secteur médiatique. « Il doit être un espace de valorisation des compétences nationales parce que la question des capacités est une question essentielle. Mais aussi un espace de promotion de l'innovation, de renforcement des capacités professionnelles et aussi des développements, des partenariats », a-t-il ajouté. RT sponsor du salon participe à l'événement malien en tant que sponsor, avec une délégation menée par la directrice de RT en français, Natalia Lebedeva, qui figure parmi les intervenants lors de l'inauguration du salon. Le Salon se déroule au rythme des conférences-débats sur les enjeux du secteur médiatique, à des panels de discussion, à des séances de formation professionnelle dans le cadre de l'École du Salon, ainsi qu'à plusieurs autres activités destinées à renforcer les capacités des acteurs du paysage médiatique malien. L'événement sera également marqué par la « Nuit des médias », consacrée à l'excellence professionnelle, avec notamment la remise d'un grand prix en hommage au doyen Gaoussou Drabo, journaliste et homme de culture, ancien ministre de la Communication et ambassadeur du Mali, qui fut également rédacteur en chef puis directeur de publication du quotidien national.

R. I.

29E SALON DU LIVRE D'ALGER

L'engouement des lecteurs ne faiblit pas

Jusqu'au 7 novembre, le 29e Salon international du livre d'Alger (Sila) bat son plein au Palais des expositions des Pins maritimes. Portée par la participation de plus de 1 500 éditeurs de 51 pays et l'attrait d'un tout nouvel espace d'exposition, cette édition confirme l'attachement indéfectible du public à la littérature et aux rencontres culturelles.



Ph.: DR

Cette année, l'événement littéraire majeur de la capitale se distingue par une nouveauté architecturale de taille : le pavillon "Palestine". Inauguré en décembre 2025, ce vaste espace moderne de 30 000 mètres carrés accueille pour la première fois la majorité des exposants algériens et étrangers. Au total, 350 éditeurs locaux côtoient leurs confrères internationaux pour proposer une offre éditoriale d'une immense richesse, allant de la littérature à l'histoire, en passant par les sciences, l'éducation et les livres pour enfants. Au huitième jour de l'événement, la dynamique ne faiblit pas. Les allées de la Safex continuent d'attirer une foule nombreuse en quête de nouveautés ou d'ouvrages de référence. Les exposants ont d'ailleurs salué cette forte affluence, soulignant une fréquentation record lors de la journée du 1er novembre, date fériée marquant l'anniversaire du déclenchement de la Révolution de 1954.

Pour répondre à cette demande d'un public particulièrement avisé, la variété est de mise. Si le roman demeure la principale attraction des visiteurs, l'essai et le livre d'histoire s'imposent comme des genres très prisés, poussant les éditeurs à leur accorder une place de choix sur les étalages. Cet engouement général se cristallise enfin autour des stands dédiés aux ventes dédicaces, qui ne désemplissent pas. Ces séances très courues offrent aux nombreux passionnés une occasion précieuse d'échanger directement avec les auteurs algériens et internationaux de renom.

R. C.

Conférence autour de l'œuvre de l'écrivain palestinien Ghassan Kanafani

Une conférence intitulée, "Ghassan Kanafani ..le récit de la résistance et de la lutte", a été animée, mercredi à Alger, en marge de la 29e SILA (28 octobre-7 novembre), par l'écrivain, critique littéraire et traducteur jordanien Salah Fakhri et le chercheur et professeur en sciences politiques à l'Université d'Alger 3, Raed Naji. Accueillie à l'Espace Tahar-Ouettar du pavillon "Palestine" au palais des Expositions à Alger, cette rencontre, a mis en lumière les particularités et le rôle fondamental de la littérature de résistance de l'écrivain, journaliste et homme politique palestinien, Ghassan Kanafani (1936-1972), considéré comme l'une des figures majeures de la littérature et de la résistance palestiniennes. Salah Fakhri a commencé par affirmer que la littérature de Ghassan Kanafani est plus que jamais d'actualité et continue à "réveiller notre être et raviver la flamme de la résistance en nous", à travers une littérature dans laquelle chaque palestinien "retrouve des images de lui, son vécu, ses souffrances et sa résilience". "La littérature vivante est le miroir des sociétés". Elle traite des causes nobles et la résistance des peuples opprimés et continue de foisonner éternellement dans leurs esprits et au fur et à mesure que le temps passe, elle resurgit un jour, atteignant un degré de conviction inébranlable qui donnera naissance à la résilience et la détermination", a explique M. Fakhri. Le critique littéraire et traducteur a conclu en rappelant que la littérature de résistance ou celle à l'écoute de la société, est inaltérable, citant entre autres exemples d'"éclaireurs de l'opinion", des hommes de lettres palestiniens à l'instar de, Ghassan Kanafani et Emile Habibi. De son côté, Raed Naji a rappelé les débuts de Ghassan Kanafani qui avait compris très tôt qu'il s'agissait surtout de "reconstruire l'homme", et que celui-ci est "le seul capable d'écrire l'histoire de la victoire de son pays". Le conférencier a souligné la nécessité de revenir à cette forme d'écrits littéraires qui "donne de la voix à la résistance palestinienne, que les forces occultes de l'occupation ont de tous temps essayé de faire taire".

JOURNÉES ALGÉRIENNES DU CINÉMA CONTEMPORAIN D'EL EULMA

Le court-métrage "Coup de pouce" d'Abdelkader Guidoum couronné

Le court-métrage "Coup de pouce" du réalisateur algérien, Abdelkader Guidoum, a remporté le "Bouclier d'or" récompensant le meilleur court-métrage parmi les 30 films en compétition aux Journées algériennes du cinéma contemporain, clôturées mercredi soir au théâtre régional d'El Eulma (Sétif). "Coup de pouce" raconte l'histoire de "Zeddam", un architecte rêveur qui se trouve confronté à un dilemme cornélien : celui de choisir entre, conserver son emploi, en abandonnant sa personnalité spontanée et son âme d'enfant pour satisfaire son directeur, ou alors rester fidèle à lui-même au risque se retrouver au chômage. Les membres du jury présidé par l'artiste Nassima Louail, ont souligné "l'importance d'intensifier le travail dans le domaine de l'écriture de scénario, d'ouvrir la voie aux films documentaires et de renforcer la formation par le biais d'ateliers pratiques et de master classes, ainsi que sur le choix optimal de la musique et sa bonne utilisation dramatique", appelant également, dans leurs conclusions, à faire de cet événement un festival international. La cérémonie de clôture, qui s'est déroulée en présence des responsables locaux de la ville d'El Eulma et de nombreuses personnalités artistiques locales, a été marquée par la projection d'une vidéo retraçant les différentes activités qui ont accompagné l'événement, avant que ne soient honorées de nombreuses associations et personnalités ayant contribué au succès de ces journées qui ont conféré à la ville une atmosphère artistique particulière. Pour rappel, cette édition, organisée sous le slogan "Quand l'image parle" à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse révolution, par la coopérative culturelle "Khayam Semiramis" d'El Eulma, sous le patronage de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda et sous l'égide du wali de Sétif, a mis en compétition 30 courts-métrages produits dans 13 pays, en l'occurrence l'Algérie, la République arabe sahraouie démocratique, la Palestine, le Yémen, le Sultanat d'Oman, la Jordanie, l'Egypte, la Tunisie, l'Irak, les Pays-Bas, l'Espagne, la France et la Syrie.

SKIKDA

Création de 5 clubs de dessin et d'arts plastiques

L'association "Noudjoum Ech-chabab" de Skikda vient de créer et d'installer, au sein de plusieurs structures de jeunesse, cinq (5) clubs de dessin et d'arts plastiques dans le cadre du projet ministériel "couleurs de jeunesse dans les maisons de jeunes", a indiqué, jeudi, le président de cette association, Ahmed El Moncef Boukalkoul. Il a précisé dans une déclaration à l'APS que ces clubs, qui seront encadrés par des enseignants universitaires spécialisés dans les arts plastiques et le dessin, ont été mis en place dans cinq structures de jeunesse, en l'occurrence la maison de jeunes Belkacem-Kahouli, le Centre de loisirs scientifiques de Skikda, la maison de jeunes Rabah-Boureghda d'Azzaba, et les maisons de jeunes d'El Harrouche et d'Emdjez Edchiche. Cette initiative s'inscrit, selon la même source, dans le cadre des efforts déployés pour promouvoir les arts chez les jeunes, à découvrir des talents émergents et à encourager les énergies créatives en leur offrant des espaces de formation, d'expression artistique et de perfectionnement dans le domaine du dessin et des arts plastiques.

FORTERESSE DU PALAIS DE BAGHAÏ (KHENCHELA)

Mise au jour des vestiges de deux tours défensives

La troisième phase des fouilles scientifiques en cours sur le site archéologique du palais de Baghaï, dans la commune éponyme (Khenchela), a permis de mettre progressivement au jour deux tours défensives de la forteresse, a déclaré, jeudi, le responsable de ce projet de fouille, le Pr Kamel Medad. Le Pr Medad, chercheur rattaché au Centre national de recherche en archéologie, a indiqué, au cours de la conférence de presse qu'il a animée au siège de la direction de la culture et des arts, que la troisième phase des fouilles "a commencé à révéler, sur la face Est du palais, les caractéristiques de la forteresse comme en témoigne l'apparition d'une tour circulaire et d'une autre de forme carrée, construites selon une technique militaire byzantine qui utilise des pierres polies" remontant à la période romaine. Il a ajouté que l'équipe affectée à ces fouilles, constituée de 6 chercheurs du Centre national de recherche en archéologie, accompagnée du responsable de l'agence locale de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés et de cadres de la direction de la culture et du musée national public des Frères martyrs Boulaâziz, poursuivra ses travaux en 2027 à la recherche de nouvelles caractéristiques à même de mieux définir les différentes composantes architecturales et défensives du palais de Baghaï. M. Medad a lancé un appel aux autorités locales pour qu'elles apportent "leur aide à l'équipe de recherche qui souhaite renforcer le groupe de travail avec des étudiants en archéologie afin de les former et de leur enseigner les différentes techniques de fouille sur de tels sites". Le site archéologique du palais de Baghaï (ou Kasr Baghaï ou encore Kasr El Kahina), situé à 9 km du centre de Khenchela, a été classé en novembre 1999 en tant que patrimoine culturel national protégé. Ses vestiges demeurent enfouis sous terre, ce qui a nécessité la programmation de fouilles scientifiques pour le mettre au jour.

FESTIVAL DE LA MUSIQUE ET DE LA CHANSON KABYLE À BEJAIA

Nait Larbi Amayas lauréat du premier prix

Le premier prix du concours de la chanson kabyle, organisé dans le cadre de la 16e édition du Festival culturel local de la musique et de la chanson kabyle qui s'est tenue du 31 octobre au 4 novembre, a été remporté, mercredi en soirée, par le jeune chanteur Nait Larbi Amayas de la wilaya de Tizi Ouzou. La deuxième place de ce concours a été décernée à la jeune Djerad Lylia, de Tazmalt (wilaya de Bejaia), tandis que la troisième place est revenue à Alouane Mehdi, du groupe Run Rolls, de la wilaya de Tizi Ouzou. La cérémonie de clôture de cette 16e édition du Festival culturel local de la musique et de la chanson kabyle s'est déroulée à la grande salle de spectacles de la maison de la culture "Taos Amrouche" de Béjaïa, en présence d'artistes et d'un nombreux public de passionnés de la musique. Placée sous le slogan "la création d'aujourd'hui, patrimoine de demain", cette édition a été organisée en hommage à la grande figure de la chanson kabyle, Ldjida Tamechtouht, de son vrai nom, Djida Arab, pour avoir marqué la scène artistique algérienne durant des décennies.

Recette du jour



RÔTI DE VEAU FARCI

Ingrédients (pour 6 à 8 personnes):

- 1, 5 kg de veau tendre en une grosse tranche rectangulaire
- 1 càc de paprika, d'herbes de Provence
- deux càs de persil finement haché sel et poivre
- une pincée de cumin
- 4 càs d'huile d'olive
- 20 gr de beurre pommade

pour la farce:

- 400 gr de viande hachée, on peut aussi mettre du veau haché
- une échalote râpée
- un peu de mie de pain rassi
- 3 càs de lait
- 1 càc d'origan
- 2 càs de persil haché
- 2 càs de coriandre finement hachée
- 1 œuf
- sel et poivre

garniture:

- 1 kg de pommes de terre spécial four
- 300 gr de champignons de Paris frais (ou en boîte)
- 5 carottes
- persil
- paprika doux, 1 càc
- ail, 1 gousse
- sel et poivre

Préparation:
Tout d'abord commencer à préparer la farce:
faire tremper la mie de pain dans le lait 15 minutes environ puis l'essorer et la déposer dans un petit saladier
ajouter ensuite la viande hachée, l'œuf, le persil ainsi que tout les autres ingrédients de la farce et bien mélanger puis réserver
d'autre part saler, poivrer, ajouter les épices sur les 2 faces du morceau de veau et déposer la farce à la viande hachée au centre mais sur toute la longueur
fermer le rôti de veau et le ficeler ou bien piquer pour fermer à l'aide de plusieurs cure dent
déposer le rôti de veau sur un grand plat en inox, de chez Ikea pour moi
badigeonner d'huile d'olive à l'aide d'un pinceau ainsi qu'un peu de beurre pommade
saupoudrer d'un peu d'ail fraiche et bien mélanger le tout
éplucher les pommes de terre ainsi que les carottes et les couper en 4 dans la longueur
bien les rincer dans une passoire et les essuyer dans un torchon propre
les saupoudrer d'épices, saler et poivrer et verser un peu d'huile d'olive et les déposer dans le plat avec le rôti
enfourner à 180 ° pour 1h / 1h10 environ en retournant et arrosant le rôti de son jus toute les 10 minutes
30 minutes avant la fin de la cuisson faire sauter les champignons dans une poêle avec un morceau de beurre pendant 10 minutes
ajouter sel ,poivre, ail et persil et les déposer dans le plat en les enrobant de sauce et poursuivre la cuisson
servir dans un grand plat en déposant des tranches de rôti au centre ainsi que les pommes de terre, champignons et carottes tout autour!

Gâteau du Jour

TARTE CITRON MERINGUÉE



INGRÉDIENTS

l'âte sablée :

- 280 g de farine
- 180 g de beurre froid
- Zeste d'un citron
- 50 g de Poudre d'amande
- 50 g de sucre glace
- 57 g de sucre semoule
- 45 g d'œuf entier
- 1 pincée de sel

Crème au Citron

- 180g de jus de citron bio fraichement pressé (deux beaux citrons)
- 180g de sucre
- 25g de fécule de maïs
- Zeste d'un citron
- 4 oeufs moyen (environ 200g)
- 250g de beurre doux

Meringue Italienne à la Fécule

- 100g de blanc
- 165g de sucre
- 50g d'eau
- 1 c à c de fécule de maïs

Préparation :
1- Tamiser la farine sur le plan de travail ou dans un récipient, ajouter le sucre glace, le sucre, la pincée de sel et le beurre en morceaux bien froid.
2- Malaxer avec les bouts de doigts pour adhérer le beurre à l'ensemble d'ingrédients
3- Ne pas trop travailler la pâte mais plutôt la fraser pour la rendre homogène.
4- Bouler, filmer et laisser reposer au froid 2h.
5- Étaler la pâte finement d'environ 3mm d'épaisseur, transferer la pâte à l'aide du rouleau à pâtisserie.
6- Foncer la pâte, bien pousser sur les bords pour avoir un contour net et qui épouse bien la forme.
7- Piquer la pâte et la mettre 1h au froid, ensuite l'enfourner à165°C pour environ 20 à 25 mn pour avoir une jolie couleur dorée. Laisser refroidir.

Préparation de la Crème au Citron:
1- Presser le citron, le filtrer et le verser dans une casserole.
2- Ajouter le sucre, la fécule, le zeste et mélanger au fouet manuel.
3- Dans un récipient battre au fouet manuel ou à la fourchette les oeufs et les incorporer dans la casserole.
4- Mélanger le tout à froid et porter à ébullition sur feu moyen jusqu'à épaississement. Une cuisson comme celle d'une crème pâtissière, c'est à dire on arrête pas de remuer et aller au fond pour éviter que la crème colle.
5- Prolonger d'une minute la cuisson après épaississemet pour garantir une bonne cuisson de l'amidon.
6- Hors feu ajouter le beurre en parcelles, mélanger bien toujours au fouet manuel et ensuite mixer au mixeur plongeant. Cette opération est nécéssaire pour lisser la crème, l'aérer et la rendre plus homogène.
7- Transvaser la crème dans un récipient ensuite filmer ou dans des bocaux en verre fermés hermétiquement.
8- Cette crème ne peut être conservée plus que 48h (question d'hygiène et sécurité).

Préparation de la Meringue:
1- Mettre les blanc d'oeuf dans la cuve du batteur.



2- Dans une casserole verser le sucre, l'eau et porter à ébullition.
3- Surveiller la température à l'aide du thermomètre, une fois ça atteint les 110°C, commencer a monter les blancs en neige.
4- Surveiller toujours la température du sirop qui doit arriver à 121°C, le verser en filet sur les blancs montés et continuer à battre jusqu'à refroidissement en touchant le bas de la cuve, pour avoir une belle meringue lisse, ferme, brillante qui forme un bel bec d'oiseau.
A ce stade la meringue italienne est prête à l'emploi. Ajouter la fécule et on mélange juste à la maryse délicatement en allant en rotation du bas vers le haut.
garnir la pâte de crème au citron ensuite la pocher dans une poche à douille st honoré, puis passer un coup de chalumeau.

Conseil du Jour

Maigrir vite

Mangez régulièrement.
Consommez des shakes minceur.
Réduisez votre consommation de sucre.
Consommez plus de protéines et de fibres.
Buvez de l'eau avant les repas.
Passez au café noir.
Évitez les aliments industriellement transformés.
Utilisez des assiettes de petite taille.

Le saviez-vous ?

Trucs de grand-mère utiles

Contre le rhume et la toux

Dans une tasse d'eau tiède, mettez 1 c. à c. de miel et ajoutez 1/4 de c. à c. de cannelle en poudre. Prenez ce remède pendant 3 jours. Il est très efficace pour soigner la plupart des toux et rhumes chroniques, en particulier pour déboucher les sinus.

Bon à savoir !

MASSAGE QUOTIDIEN VISAGE

Poser les paumes de mains sur ses joues, presser quelques secondes et relâcher. De même, une main sur le front, une main sur le menton, presser les paumes sur le visage quelques secondes et relâcher. Le drainage lymphatique du visage permet de stimuler les fonctions d'épurations du corps.

Astuce du Jour:

astuces de grand-mère pour l'automne Pour la Santé et l'Immunité

-Tisanes réconfortantes.
-Le pouvoir de l'ail et de l'oignon.
-Cure de vitamines naturelles.
-Alimentation de saison.
-Le grog.
-Vitamine D.

CITATION DU JOUR

« Le meilleur chemin est toujours celui qui est le plus direct. »

Le Courrier d'Algérie
Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social : Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire : BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant : Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35 / 023 70 94 22 / 023 70 94 30 / 023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition : PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran @anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression : - Centre : SIA - Est : SIE - Ouest : SIO

Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou : 3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine **Tél. /Fax. :** 026 20 20 66
Oran : 6, avenue Khedim Mustapha **Tél. / Fax. :** 041 39 45 73
Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf -Bouira. **Tél. / Fax. :** 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

Les courses en direct



HIPPODROME ABDELMADJID AOUCHICHE - ALGER
SAMEDI 7 NOVEMBRE 2026 - PRIX : EL MOURADIA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1200 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
QUARTÉ - QUINTÉ

Une arrivée truffée de surprises à prévoir

L'hippodrome du Caroubier accueille aujourd'hui le Prix El Mouradia, un Quarté-Quinté de vitesse pure sur 1200 mètres qui promet un suspense total en raison de son peloton extrêmement homogène. Réservée aux chevaux de 3 ans et plus n'ayant pas atteint 21.000 DA de gains depuis avril 2026, cette épreuve rassemble douze concurrents aux valeurs très proches. Si Haleb D'hem, Jassar, Taghroudet el Majd et Amel El Habil se détachent légèrement sur le papier avec 17.500 DA de gains, ils feront face à huit adversaires au compteur vierge mais au niveau technique et physique tout aussi redoutable. En l'absence de véritable favori ou de base solide, la moindre erreur de parcours ou choix tactique des jockeys bouleversera la hiérarchie, ouvrant grand la porte aux gros outsiders. Face à ce pari PMU très incertain où les surprises s'annoncent nombreuses, il est vivement conseillé aux parieurs d'opter pour des combinaisons élargies afin de maximiser leurs chances de gains.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
MZ. METIDJI	1	HALEB D'HEM	MD. ASLI	57	7	K. ASLI
A. TOUIDJINE	2	ZAMARI	JJ:MR. YOUSFI	57	1	A. CHELLAL
R. DJEDDIOUI	3	ARIAM EL IZZ (0)	F. BENDJEKIDEL	55	12	H. BOUBAKRI
D. SADI	4	KIRTA	AM. BENDJEKIDEL	55	2	M. BECHAIRIA
A. HAMIANE	5	JASSAR	T. ALI OUAR	55	8	S. HAMIANE
M. MECHOUEK	6	ANGE	K. BAGHDAD	55	4	K. BAGHDAD
N. MEZIANI	7	MORDJANYA (0)	C. BOUSSAA	54	3	S. MEZIANI
S. ZERGUINE	8	GHARAMA	T. LAZREG	53	11	MH. BENKHALIFA
N. DAAS	9	GALBANE D'HEM	A. YAHIAOUI	53	5	PROPRIÉTAIRE
CHIKHOUNE/HAM	10	TAGHROUDET EL MAJD (0)	D. BOUBAKRI	53	10	ABM. BOUBAKRI
R. BOUSSAA	11	AMEL EL HABIL	A. BOUSSAA	51	9	A. BOUSSAA
AH. FEGHOULI	12	MEKHAIAR EL MESK	AP:Y. CHELLAL	51	6	A. MIMI

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. HALEB D'HEM. Vu la modestie du lot, ce pensionnaire de l'hippodrome de Tiaret n'aura pas la tâche difficile de briguer la première marche du podium.

2. ZAMARI. Rien de probant à son actif. À revoir.

3. ARIAM EL IZZ. Absente depuis 9 mois, cette protégée du crack entraîneur H. Boubakri est très rapide et vive, elle peut venir s'inviter sur le podium.

4. KIRTA. Méfiance, ce pensionnaire de l'hippodrome de Zemmouri a déjà côtoyé des coursiers plus robustes et vu la faible opposition aura des chances d'avoir une place sur le podium.

5. JASSAR. Il donne l'impression de chercher sa course ce jeune coursier de l'écurie Hamiane, vu le lot de cette épreuve et l'efficacité de son jockey du jour, il peut venir chambouler l'arrivée.

6. ANGE. Il est très rapide dans ses sorties des stalles, ce mâle alezan de 4 ans, sera piloté par son nouveau maître l'entraîneur jockey K. Baghdad, il se confinera à un rôle d'outsider.

7. MORDJANYA. Ayant déjà fait ses preuves dans des lots supérieurs à celui du jour, elle mérite d'être retenue pour une éventuelle place à l'arrivée.

8. GHARAMA. Même si elle a tendance à ne pas répéter ses bonnes performances, elle conserve des chances non négligeables pour venir disputer les premières places.

9. GALBANE D'HEM. Il reprend du service après 7 mois d'absence, il reste en mesure de se distinguer d'entrée.

10. TAGHROUDET EL MAJD. Cette jeune femelle grise tous ses meilleurs essais dans des parcours de vitesse comme celui du jour, ce qui la recommande en très bon rang à l'arrivée.

11. AMEL EL HABIL. Au-dessous du lot

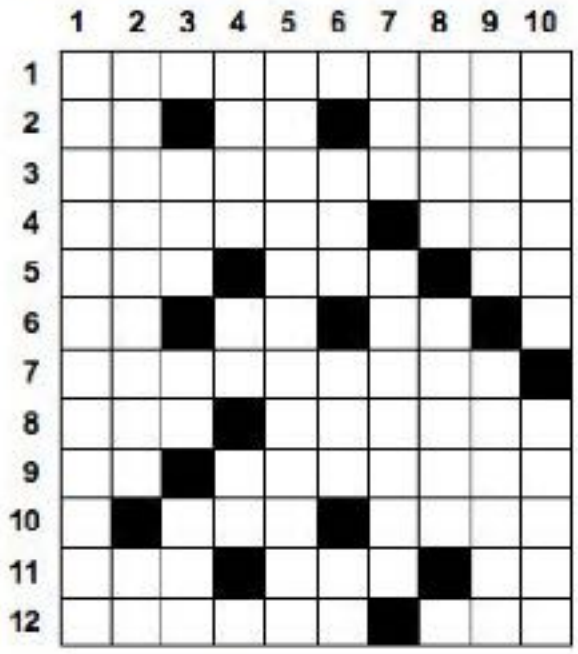
12. MEKHAIR EL MESK. Méfiance, confié cette fois à son jockey fétiche l'excellent Youcef Chellal, l'apprenti qui a défié des jockeys plus expérimentés aura son mot à dire à l'arrivée.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC
1. HALEB D'HEM - 8. GHARAMA - 7. MORDJANYA-
10. TAGHROUDET EL MAJD -12. MEKHAIAR EL MESK

LES CHANCES
9. GALBANE D'HEM - 6. ANGE

Mots croisés



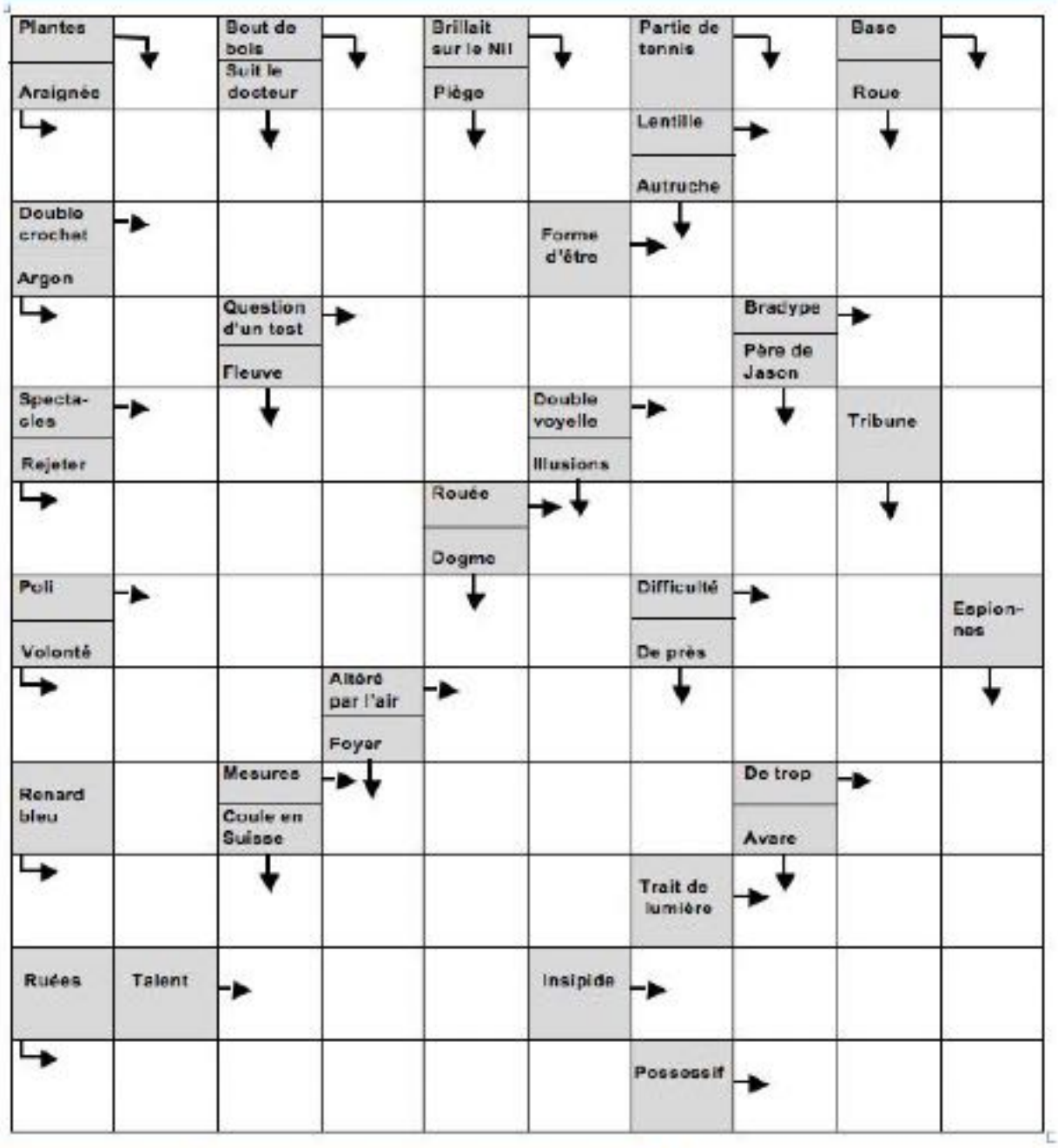
HORIZONTALEMENT

1 - Infamies - 2 - Réfléchi - Néon - Son bois est utilisé en ébénisterie - 3 - Annonciateur - 4 - Versifiera - Pronom inversé - 5 - Flotte - Résonne dans son champ - Double voyelle - 6 - De côté - Conjonction - De même - 7 - Blason - 8 - Pièce de soutien - Chien d'arrêt - 9 - Fin de participe - Soumis - 10 - Vin - Crier sous les bois - 11 - Préfixe - Avenue - Degré d'une échelle - 12 - Unis - Gaines.

VERTICALEMENT

1 - Malédictions - 2 - Médecine de la vieillesse - Points opposés - 3 - Bouleversé - En amont - 4 - Grand félin - Lac des Pyrénées - Argon - 5 - Blessure 6 Trait de lumière Chose latine Habitudes - 7 - Possessif - Renouvelé - 8 - Mettaient en boule - Mesure - 9 - Concurrent - Dur - 10 - Classés - Éclatent pour se dilater la rate.

Mots fléchés



Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Formation des chaînes de montagnes (8 lettres)

A	E	T	N	A	R	R	E	B	A	L	E	U	T	N	E	V	E
T	V	T	O	T	E	L	F	E	R	T	E	N	R	A	C	R	A
A	N	E	I	T	S	R	U	O	C	E	T	I	O	R	D	M	T
R	M	E	N	A	N	B	A	I	N	S	I	A	R	F	A	N	V
E	E	A	I	U	R	E	E	T	I	D	R	U	S	T	A	O	E
N	T	I	U	R	E	T	M	G	A	I	N	E	E	S	L	E	S
T	I	R	S	R	O	S	B	E	O	G	E	U	S	O	S	E	O
N	E	T	I	A	O	T	U	O	D	R	R	A	N	I	A	L	R
O	I	M	R	E	R	S	N	R	U	N	C	T	M	D	M	L	O
E	V	A	U	E	R	B	E	E	S	R	E	E	C	R	E	E	M
E	L	A	R	L	B	P	T	P	P	A	R	R	A	A	R	U	E
T	N	A	L	G	A	I	O	E	R	R	U	E	N	N	E	R	R
I	O	E	P	E	N	C	L	R	I	A	A	T	R	R	N	C	E
A	I	T	N	O	M	A	L	E	T	R	I	I	O	O	I	A	I
R	S	N	M	R	E	I	M	A	D	A	I	R	C	C	A	R	T
T	N	A	N	O	I	T	A	E	R	C	I	A	I	E	R	M	R
E	E	R	F	I	S	S	E	R	P	E	R	L	M	E	T	E	O
R	P	O	E	P	U	O	R	T	T	N	E	M	E	L	E	E	P

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

ABERRANT - AMATEUR - AMAUROSE - AMERE - ARMEE - ARPENT - AVENUE - BAIN - BOURRE - BRASIER - CALUMET - CARNET - CASSANT - CORNAC - CORNARD - COURS - CREATION - CRUELLE - DAMIER - DROITE - ELEMENT - ETRIER - EVENTUEL - FRAIS - GAINE - GRAIN - LIBERTIN - MAIRIE - MALE - MONITEUR - MOROSE - ORANTE - ORIENT - OVALE - PALE - PENSION - PORTAIL - PORTIERE - PRAIRIE - REFLET - REMISE - RENDEMENT - REPRESSIF - RETRAITE - SURDITE - SURSAUT - TRAIN - TRAITE - TROUPE - VOLONTE.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

1. Desiderata - 2. Épeire - Mas - 3. Pot - Osiers - 4. Ru - El - Ânée - 5. Éventés - Sn - 6. Cape - Sil - 7. Animés - Api - 8. TT - Ânes - E.M - 9. Saï - Tsé-tsé - 10. Obéré - Cran - 11. NL - Est - Ont -12. Éta - Bouts.

VERTICALEMENT :

1. Déprécation - 2. Épouvantable - 3. Set - Épi - Se - 4. Il - Énéma - Réa - 5. Droit - Entes - 6. EES - Esses - Tb - 7. Iasi - Sec - 8. Amen - La - Trou - 9. Tares - Pesant - 10. Assentiments.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Riflards - Lien - Uélé - Ca - Ânes - EE - Pâtée - As - Aï - Œstres - Dais - At - Pair - Gs - Or - Trépassée - Dé - Salée - Us - Ie - Mât - Arpente - Se.

VERTICALEMENT :

Dilapidateur - Fi - Air - S.P - Aléatoires - Années - Pain - Tr - EES - Galet - Dûs - Tassé - Usé - Art - Sem - Lésé - O.E - As - Énée - Surette.

MOTS MASQUÉS

ONYCHOPHAGIE

Deux individus arrêtés pour le stockage de 648 kg de bananes à des fins de spéculation illicite à Oran

Les services de la Sûreté d'Oran ont procédé à l'arrestation de deux individus impliqués dans une affaire de stockage et de rétention de bananes à des fins de spéculation illicite, a-t-on appris auprès de la Sûreté de wilaya. Cette opération, menée mercredi soir par les services de la sûreté urbaine extérieure "Chahid Mahmoud", relevant de la sûreté de daïra de Bir El-Djir, s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte contre la criminalité urbaine et de protection du pouvoir d'achat. Elle a été réalisée en coordination avec le parquet compétent, à la suite de la perquisition d'un garage clandestin où a été découvert un camion chargé de 34 cartons de bananes, pour un poids total de 648 kilogrammes, a précisé la cellule de communication et des relations publiques. La quantité de bananes a été saisie et le chauffeur du camion, ainsi que son accompagnateur, ont été arrêtés. Une procédure judiciaire a été engagée à leur encontre, à l'issue de laquelle ils ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Gdyel, selon la même source.

Un incendie d'entrepôt maîtrisé sans faire de victimes à Blida

Les éléments de la Protection civile de la wilaya de Blida ont réussi à éteindre définitivement un incendie qui s'est déclaré tôt ce jeudi matin à l'intérieur d'un entrepôt de stockage. L'intervention rapide des secours, qui a débuté à 5h10 au niveau du quartier de Ben Ammar dans la commune d'Ouled Slama (daïra de Bougara), a permis de maîtriser totalement les flammes et de sécuriser les lieux sans enregistrer la moindre perte humaine.

Démantèlement d'un atelier clandestin de fabrication de confiseries à Sétif

A Sétif, les éléments de la 13ème Sûreté urbaine ont démantelé un atelier clandestin de fabrication de confiseries situé dans le quartier d'Aïn Sfiha, géré par un individu de 26 ans dépourvu de toute autorisation légale. Lors de cette opération de contrôle menée en coordination avec les services du commerce, les forces de l'ordre ont saisi 192 paquets de bonbons exploitant une marque non enregistrée auprès de l'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle, ainsi que divers rouleaux d'emballage. Parallèlement, 150 litres de blancs d'œufs pasteurisés et 45 kg de matières premières, conservés dans des conditions d'hygiène déplorables, ont été immédiatement détruits, tandis qu'un dossier pénal a été constitué à l'encontre du propriétaire et transmis à la juridiction compétente de Sétif.

59 migrants portés disparus après un naufrage en Grèce

Cinquante-neuf (59) migrants sont portés disparus et les opérations de recherche se poursuivent au large de l'île grecque de Crète, après le naufrage de leur embarcation survenu mardi après-midi, ont annoncé jeudi les garde-côtes grecs. Un seul survivant, un jeune homme de 23 ans originaire du Bangladesh, a été secouru mercredi après-midi sur l'îlot inhabité de Chrissi, situé à 15 kilomètres au sud de la côte sud-est de la Crète, avant d'être hospitalisé à Lerapetra, ont indiqué, dans un communiqué, les autorités portuaires. Selon les déclarations du rescapé rapportées par les garde-côtes, l'embarcation à bord de laquelle il se trouvait avec 59 autres personnes a fait naufrage, précipitant tous ses occupants à la mer. D'importants moyens ont été déployés pour tenter de retrouver les disparus, notamment deux patrouilleurs des garde-côtes grecs, des navires présents dans la zone, des équipes terrestres ainsi qu'un avion de Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières. Jusqu'à présent, les recherches n'ont donné aucun résultat et aucune autre précision n'a été fournie. Ce nouveau drame intervient alors que la Crète constitue l'un des principaux points d'entrée dans l'Union européenne pour les migrants en provenance de Libye. Le 19 octobre dernier, 12 migrants avaient également perdu la vie au large des îles grecques de Lesbos et de Samos, dont six dans une collision avec un bateau des garde-côtes.

Huit morts dans une fusillade en Turquie

Huit personnes ont été tuées et une autre grièvement blessée jeudi lors d'une fusillade ayant touché trois villages distincts de la province d'Afyonkarahisar, dans l'ouest de la Turquie, ont indiqué les autorités locales. "Huit de nos citoyens ont perdu la vie et un autre a été grièvement blessé dans une attaque armée dans notre province", ont affirmé les services du gouverneur d'Afyonkarahisar. Selon les mêmes sources, la police est à la recherche du tireur présumé, qui aurait fui en voiture.

Saisie à Oran de près d'un quintal de cocaïne en provenance du Maroc



Les services opérationnels de la Sûreté nationale, à travers le Service régional de lutte contre le crime organisé d'Oran, ont porté un coup sévère au crime organisé transnational en démantelant deux vastes réseaux de trafic de drogues dures. Opérant depuis le Maroc et l'Europe sous la direction de barons marocains, ces organisations criminelles introduisaient des stupéfiants dans l'ouest du pays. Les enquêtes et recherches minutieuses menées sur le terrain ont permis d'identifier et d'arrêter douze membres actifs de ces réseaux, tout en réussissant la saisie impressionnante de plus de 96 kg de cocaïne au cours de deux opérations successives.

Au-delà de la drogue confisquée, ces interventions ont permis de neutraliser l'importante logistique des trafiquants. Sous la supervision des parquets compétents, les forces de l'ordre ont saisi une importante flotte composée de trois camions, onze véhicules et trois motos utilisés pour les déplacements criminels. À ce matériel s'ajoute une somme en espèces dépassant les 215 millions de centimes en monnaie nationale, directement issue de ces activités illicites. Au total, la valeur financière globale de cette double saisie record est estimée à plus de 200 milliards de centimes, marquant une victoire majeure et un frein significatif à la contrebande transfrontalière.

Saisie et destruction de plus de 16 quintaux de viandes blanches avariées à Tiaret



Les éléments de la sûreté de la daïra de Medroussa, dans la wilaya de Tiaret, ont procédé à la saisie et à la destruction de 16 quintaux et 45 kilogrammes de viandes blanches impropres à la consommation humaine, suite à l'interception d'un individu transportant cette marchandise à bord d'un camion non aménagé. Lors d'une patrouille de routine à travers les quartiers de la ville, les policiers ont appréhendé le suspect qui ne disposait d'aucun certificat de contrôle sanitaire et ne respectait pas les normes réglementaires imposées pour ce type d'activité. Après l'expertise d'un médecin vétérinaire confirmant que la viande était avariée, la totalité de la cargaison a été immédiatement détruite conformément à la loi, tandis que le contrevenant fera l'objet de poursuites judiciaires à l'issue des procédures légales.

Signature d'une convention de coopération entre l'université Abbès Laghrour et celle chinoise Weifang

Une convention de coopération internationale a été signée jeudi entre l'université Abbès Laghrour de Khenchela et son homologue Weifang de la province chinoise de Shandong, a-t-on indiqué dans un communiqué de l'université de Khenchela. Le communiqué a précisé que "le recteur de l'université Pr. Abdelouahad Challa a procédé, dans le cadre de l'ouverture sur l'environnement international de l'université et la construction de partenariats stratégiques efficaces, à la signature d'une convention avec l'université chinoise Weifang afin de consolider la coopération scientifique et l'échange d'expériences dans les domaines des énergies renouvelables, l'agronomie et l'aquaculture". Selon le document, "les dispositions de la convention portent aussi sur la consolidation des perspectives de coopération en matière d'enseignement de la langue chinoise en Algérie et d'enseignement de la langue arabe en Chine". "La convention offre l'opportunité de mobilité aux étudiants, enseignants et fonctionnaires des deux universités en plus du développement de la coopération en recherche dans les spécialités d'intérêt commun de sorte à élargir le partenariat scientifique et à renforcer l'ouverture de l'université de Khenchela sur son environnement international", selon le communiqué. Le communiqué affirme que cette coopération internationale vise, à travers des échanges de visites scientifiques et des stages aux étudiants et enseignants, à "développer la performance académique et scientifique de l'université de Khenchela et renforcer sa présence à l'internationale".

EXPRESS- HISTORIQUE

Le Chacal et l'Âne (5)



MISE AUX POINGS

« Nous sommes en contact permanent avec les joueurs et nous faisons tout le nécessaire pour les convaincre et réunir les conditions appropriées afin de les convoquer en équipe nationale ».

Brahim Hemdani, sélectionneur national



MÉTÉO D'ALGER
Samedi 7 novembre 2026
22 °C / 12 °C
Dans la journée : Nuageux
Vent : 15 km/h
Humidité : 70 %
Dans la nuit : Nuageux
Vent : 10 km/h
Humidité : 88 %

Le Courrier d'Algérie
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

HORAIRES DES PRIÈRES
Samedi 27 djoumad el-aoual 1448
Dohr : 12h32
Assar : 15h24
Maghreb : 17h48
Îcha : 19h09
Dimanche 28 djoumad el-aoual
Sobh : 05h50
Chourouk : 07h19

POTENTIEL TOURISTIQUE DU SAHARA ALGÉRIEN

Tassili n'Ajjer subjugue un reporter américain

Dans un reportage publié le 3 novembre 2026, le magazine américain Condé Nast Traveler consacre un article au Sahara algérien, mettant en avant les paysages exceptionnels de Djanet, le patrimoine rupestre du Tassili n'Ajjer et les perspectives de développement touristique de cette région.



Intitulé « Why the Algerian Sahara Should Be Your Next Off-Grid Adventure » (Pourquoi le Sahara algérien devrait être votre prochaine aventure hors des sentiers battus), le reportage signé Heather Richardson revient sur un circuit de neuf jours entre Alger et Djanet, effectué avec le voyagiste britannique Explore Worldwide, qui a commencé à proposer des séjours en Algérie au début de l'année 2026. À travers cette expérience, la journaliste décrit l'immensité des paysages sahariens, la tranquillité du désert et la richesse de son patrimoine naturel et historique. Après une première étape à Alger, notamment à la Casbah et au musée national du Moudjahid, le groupe a rejoint Djanet pour cinq jours d'exploration du Tassili n'Ajjer. Le reportage met particulièrement en avant les paysages de la région, entre plateaux rocheux, canyons, formations de grès et dunes de sable, ainsi que son exceptionnel patrimoine rupestre. Les abris sous roche et les grottes du Tassili n'Ajjer abritent au moins 15 000 représentations rupestres, dont certaines remontent à près de 10 000 ans, témoignant des modes de vie anciens à travers des scènes de chasse, de danse et des représentations animales. La journaliste souligne également la faible fréquentation touristique de certains circuits, indiquant que le groupe n'a croisé que six autres véhicules durant ses cinq jours dans le désert. Une particularité qui contribue, selon le récit, à préserver le caractère paisible et authentique de cette destination.

DÉVELOPPER C'EST BIEN, PRÉSERVER L'AUTHENTICITÉ DU DÉSERT C'EST MIEUX

Au-delà de la découverte des paysages, le magazine s'intéresse aux perspectives de développement du tourisme saharien en Algérie. Il rappelle que le pays ambitionne de multiplier par quatre le nombre de visiteurs à l'horizon 2030, dans le cadre de sa stratégie de diversification économique et de développement du secteur touristique. Parmi les mesures mises en place figure le dispositif de visa à l'arrivée destiné aux voyageurs dont le séjour est principalement consacré au Sahara. Selon le reportage, près de 39 000 visiteurs en ont bénéficié depuis son introduction en 2023. Le magazine rappelle toutefois que les voyageurs doivent disposer d'une autorisation préalable pour bénéficier de cette formule et que l'importation de drones et de jumelles est interdite. Le reportage donne également la parole aux professionnels locaux, notamment au guide Aïssa Khirani, originaire de Djanet et fort d'une vingtaine d'années d'expérience. Celui-ci plaide pour un développement touristique qui profite aux populations locales sans reproduire le modèle des destinations nord-africaines confrontées à une forte fréquentation. « Le désert pour moi signifie la tranquillité d'esprit », confie-t-il. Le magazine relève néanmoins que le développement des infrastructures d'accueil, notamment les établissements hôteliers encore en construction, demeure un enjeu pour accompagner la croissance attendue du tourisme dans la région. Pour sa part, Explore Worldwide propose un circuit de neuf jours consacré au Sahara algérien, au départ et à l'arrivée d'Alger, à partir de 2 410 dollars, hors vols internationaux. L'offre comprend notamment l'hébergement, la majorité des repas, une visite de la capitale et cinq nuits de camping dans le Sahara. Le voyagiste propose également un circuit de deux semaines combinant la découverte du nord du pays et du désert.

Ania N.

SUITE AU DÉCÈS DE SON PÈRE

Le président Tebboune présente ses condoléances à son homologue du Niger

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, hier, un message au président de la République du Niger, chef de l'État, le général d'Armée Abdourahamane Tiani, suite au décès de son père, dans lequel il lui a exprimé ses sincères condoléances et sa profonde compassion. "Excellence, général d'Armée Abdourahamane Tiani, président de la République du Niger, Chef de l'Etat, Monsieur le président et cher frère, c'est avec une vive émotion et une profonde tristesse que j'ai appris le décès de votre regretté père, Puisse Allah Tout-Puissant l'entourer de Sa sainte miséricorde et l'accueillir en Son vaste paradis", lit-on dans le message de condoléances. "Résigné à la volonté d'Allah, je tiens, en cette pénible épreuve, à vous présenter, au nom de l'Algérie, peuple et Gouvernement, et en mon nom personnel, mes sincères condoléances et mes profonds sentiments de compassion. Partageant votre peine en cette douloureuse circonstance, j'implore Allah Tout-Puissant d'entourer le défunt de Sa vaste miséricorde et de Son pardon, de l'accueillir en Son vaste Paradis et de vous prêter, ainsi qu'à vos proches, patience et réconfort. Tout en vous renouvelant mes sincères condoléances, je vous prie d'agréer, Excellence, Monsieur le président et cher frère, l'expression de ma très haute considération et de mon profond respect. À Allah nous appartenons et à Lui nous retournons".

R. N.

SOUS-RIRE



APRÈS DIX JOURS D'IMMERSION LITTÉRAIRE ET CULTURELLE

Le 29e SILA baissera le rideau aujourd'hui

Le 29e Salon international du livre d'Alger (SILA) s'achèvera aujourd'hui au Palais des expositions des Pins maritimes, après dix jours d'activités littéraires, de rencontres intellectuelles et de découvertes éditoriales. Cette édition, marquée par une participation internationale importante et une offre de près de 300 000 titres, aura une nouvelle fois fait du livre un espace de rencontre entre auteurs, éditeurs et lecteurs. Placée sous le slogan « Demain entre les pages d'un livre » et organisée sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, cette 29e édition a réuni 1 567 maisons d'édition représentant 51 pays, dont 350 exposants algériens. L'Arabie saoudite, invitée d'honneur, a marqué sa présence à travers un programme culturel mettant en valeur son patrimoine, ses arts et sa production éditoriale. Au-delà de l'offre commerciale, le Salon a proposé un programme riche en conférences, débats, rencontres littéraires, récitals poétiques et séances de dédicaces, avec une place accordée aux jeunes auteurs et à la diversité des expressions culturelles. Parmi les participations nationales, le Haut-Commissariat à l'amazighité a notamment présenté une quinzaine de nouvelles publications touchant à la langue amazighe, à l'histoire, à la littérature et au patrimoine. L'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG) a, pour sa part, dévoilé plus d'une centaine de nouveautés, accompagnées de séances de dédicaces. L'ANEP a également enrichi son catalogue avec trois nouvelles publications consacrées à l'histoire, à l'essai politique et au parcours sportif.

L'HISTOIRE, LA MÉMOIRE ET LES NOUVELLES EXPRESSIONS AU CŒUR DES RENCONTRES

La programmation des derniers jours a également été marquée par plusieurs rendez-vous consacrés à l'histoire et à la mémoire. Un dispositif de mapping 3D, installé au pavillon Gourara, a notamment permis aux visiteurs de redécouvrir les grandes périodes de l'histoire de l'Algérie, de l'Antiquité à la lutte pour l'indépendance et à la construction de l'État. Le centenaire du théâtre algérien a également fait l'objet d'une conférence dédiée à la mémoire de l'artiste Sid Ahmed Agoumi, mettant en lumière le rôle du quatrième art dans la sensibilisation politique et la mobilisation populaire durant la période coloniale. D'autres rencontres ont porté sur la littérature palestinienne, notamment l'œuvre de Ghassan Kanafani, la culture et la résistance sahraouies, ainsi que les rapports entre intelligence artificielle et identité nationale. La participation de délégations et d'auteurs étrangers a, par ailleurs, contribué à renforcer la dimension internationale de cette manifestation. La cérémonie officielle de clôture sera marquée par la remise des distinctions du Salon, notamment le prix « Mon premier livre », destiné aux jeunes auteurs de moins de 35 ans, ainsi que la nouvelle distinction consacrée à la traduction et le prix du meilleur stand. Un hommage sera également rendu à Hamidou Messaoudi, ancien commissaire du SILA, décédé en août dernier. Après dix jours d'échanges et de découvertes, cette édition aura ainsi confirmé la place du Salon international du livre d'Alger parmi les principaux rendez-vous culturels du pays, en réunissant production éditoriale nationale et internationale, création littéraire et débats autour des grandes questions culturelles et historiques.

A. N.